

Dernière minute

**Les cinq jeunes Français
disparus au Sahara
ont péri
dans une embuscade
du Polisario**
(Lire page 4.)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir ; Tunisie, 100 m. ;
Liban, 1 000 L ; Israël, 10 sch. ; Belgique,
11 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce,
16 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 250 L. ; Japon, 125 y. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1,20 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS

75002 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. 770-91-29

Paris et Bonn entendent jouer un rôle moteur dans la construction européenne

D'accord pour quoi ?

L'habitude s'est prise après chaque rencontre franco-allemande, au sommet — celle de Bonn était la vingt-septième depuis la conclusion du traité de Gaule — Adenauer de 1963 — de célébrer les biennaux de l'étrange amitié entre les deux pays. Il y a en fort peu d'exceptions à la règle, mais la signification des liens entre Paris et Bonn a évolué avec le temps. C'est au départ comme un symbole de la nécessaire réconciliation d'après guerre, le tandem franco-allemand est devenu l'atout qui tire derrière lui, non sans mal, une Communauté européenne de plus en plus disparate, paralysée à force de piétiner sur place.

C'est la raison pour laquelle le débat déclenché sur l'idée d'un « directeur » européen est un faux débat. Sans doute, personne ne peut évoquer cette idée en public : le seul fait que ce mot ait été prononcé à Paris ces derniers jours a suscité déjà les plus vives réserves des gouvernements de Bruxelles et de La Haye, et le porte-parole de la délégation allemande à Nice s'est désolidarisé formellement de cette idée, dans laquelle il voit une « marche arrière » de la Communauté.

Le couple franco-allemand n'en forme pas moins une sorte de directeur. Les deux gouvernements ont pris position à Nice sur un grand nombre de questions d'importance diverse, qui ne sont pas des questions de détail, mais de principe, et de ce fait, ils jouent un rôle central, est-il même le produit d'un progrès différencié de la Communauté, l'œuvre d'un des « groupes résistants » qu'il faudrait multiplier aussi longtemps que tout pas en avant en matière de coopération ne pourra être suivi par tous.

Pourtant, même si la communauté des intérêts entre les deux pays, l'interdépendance de leurs industries expliquent une entente parfois spectaculaire, on ne peut se dissimuler les limites de la coopération. Le caractère plutôt « technique » des hommes à pouvoir réellement à Bonn et à Paris n'explique pas, à lui seul, l'impasse des deux gouvernements à aborder franchement les problèmes politiques. M. Giscard d'Estaing avait déploré, en arrivant à Nice, la « vacance » de l'Europe sur la scène mondiale. La remarque n'est pas nouvelle, mais elle prend une acuité particulière à l'heure où la politique américaine, elle aussi « vacante », donne le champ libre à l'Union soviétique en Angola et laisse planer des doutes de plus en plus sérieux sur la valeur des engagements transatlantiques pour l'Europe. Or, cette question essentielle, si elle a été abordée à Nice, n'apparaît nullement dans les résultats de la rencontre.

Tout provient de ce que le problème fondamental de la défense européenne, celui « auquel on pense toujours mais dont on ne parle jamais », est toujours aussi loin d'une solution. Le chancelier Schmidt ne peut pas ne pas se préoccuper de la dépendance dans laquelle son pays se trouve à l'égard de la protection américaine, mais il redoute, comme beaucoup d'autres Européens, que toute remise en cause du système d'encadrement l'isolât aux États-Unis. M. Giscard d'Estaing continue de penser, apparemment, qu'une défense vraiment européenne ne pourra se faire qu'avec le consentement des Deux Grands; toute discussion restera prématurée aussi longtemps qu'elle risquera de « braquer » l'U.R.S.S. Autant dire toujours.

Il ne reste donc plus qu'à se rabattre sur les vieux problèmes des institutions politiques européennes, et d'abord sur l'élection du Parlement au suffrage universel. Valait-il la peine, pour cela, de réveiller, en France du moins, les vieilles querelles de la supranationalité, sans parler des innombrables complications techniques que soulève l'organisation d'une telle consultation dans neuf pays à la fois ? On ne voit pas par quel miracle cette élection leur donnerait ce dont ils manquent le plus : la volonté européenne.

La rencontre franco-allemande de Nice a donné lieu à une série d'ententes ou de déclarations d'intention qui soulignent la volonté des dirigeants des deux pays de renforcer leur coopération et de jouer un rôle moteur dans la construction européenne. Une déclaration commune sera mise au point sur la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire et une coordination plus étroite

a été décidée entre les services de police des deux pays pour la lutte contre le terrorisme.

La déclaration faite par M. Giscard d'Estaing sur la situation monétaire n'a pas mis fin totalement à la spéculation contre le franc, qui s'est poursuivie vendredi après-midi, mais avec moins de vigueur.

De notre envoyé spécial

Nice. — MM. Giscard d'Estaing et Schmidt se sont séparés, vendredi après-midi, après deux jours de conversations au mas d'Artigny, près de Nice, avec l'impression d'avoir donné un coup d'arrêt, au moins temporaire, à la spéculation contre le franc. Dans des déclarations concertées, ils ont réaffirmé dans les mêmes termes leur attachement à l'accord monétaire européen dit du « serpent » qui constitue à leurs yeux « une base essentielle de la construction européenne ». Ils ont

nécessaire pour calmer le marché des changes.

Cette prise de position commune, dont le cours des changes permettra, lundi, de mesurer l'efficacité, est le résultat le plus marquant des entretiens.

L'autre chapitre important de l'entrevue a porté sur les questions institutionnelles européennes. M. Giscard d'Estaing, insistant sur le fait qu'il ne pouvait s'agir d'un « échange de réflexions entre Français et Allemands » et que seul le conseil européen des Neuf, les 1^{er} et 2^e avril, à Luxembourg, pourra prendre position, déclare que les vues de M. Schmidt et les siennes étaient « le plus souvent parallèles et très souvent identiques ». Cette appréciation est quelque peu optimiste. M. Schmidt, dans sa déclaration publique, n'a pas exprimé la même similitude de vues. Trahisant sans doute un certain embarras, il s'est gardé d'exprimer la moindre remarque sur la question institutionnelle.

Interrogé par les journalistes, sur porte-parole, M. Gruenewald, fit plusieurs remarques. On sait que M. Giscard d'Estaing, pour doter la Communauté d'une « capacité de décision », souhaiterait attribuer des responsabilités à un ou à des groupes restreints, parfois baptisés « directeurs ».

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

L'U.D.R. critique les positions économiques de M. Mitterrand

M. André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., nous a adressé l'article suivant sur les propositions économiques présentées par M. François Mitterrand et que M. Jean-Pierre Fourcade a qualifiées de « pas sérieuses ». Le ministre de l'économie et des finances a relevé le défi que lui avait lancé le premier secrétaire du parti socialiste de participer à un face-à-face à la télévision.

par ANDRÉ BORD

M. Mitterrand vient, comme chef de l'opposition, de présenter son analyse de la situation économique et des propositions pour une politique économique. Je veux lui, au nom de l'U.D.R., présenter la position de notre mouvement sur cette analyse et ces propositions.

Depuis plusieurs mois, la reprise de l'activité économique se confirme. Les carnets de commandes se remplissent. Les stocks sont revenus à la normale. La production industrielle progresse. Le chômage a cessé d'augmenter. Mais si la récession de 1974-1975

est désormais, en tant que telle, surmontée, ses conséquences se révèlent profondes. Elles marqueront les prochaines années.

(Lire la suite page 19.)

Les Palestiniens du Maghreb ou la grande misère des réfugiés sahraouis

Le président Boumediène a quitté, vendredi soir 13 février, Tripoli pour regagner Alger, à l'issue de ses entretiens avec le colonel Kadhafi. Selon un communiqué commun publié dans les capitales libyennes, ceux-ci ont porté sur le resserriment des « liens organiques » entre les deux pays.

Bien que le communiqué n'en dise mot, l'évolution de la situation au Sahara occidental a certainement été au centre des discussions.

Tindouf. — « D'abord, et avant tout, sauver le peuple sahraoui du génocide dont il est menacé. Le mettre à l'abri de la folie meurtrière de Hassan II, tel, en Algérie, ou dans d'autres pays libres. »

Replet, la face large et barbus, un air de marchand, Ould Ziou, président du Conseil national provisoire sahraoui, donne une impression de solidité. Sans doute, les autres dirigeants du Front Polisario ont-ils mis sur son réalisme lorsqu'ils lui ont confié, en tant que président, la tâche de régler les problèmes quotidiens du peuple sahraoui. A la frontière algéro-saharienne, c'est l'homme-clé de la nouvelle tactique du Front : faire échapper le plus grand nombre de Sahraouis à l'emprise de l'« envahis-

seur » marocain. Le Polisario a répliqué derrière la frontière algérienne des camps qui étaient défilés de celle-ci. Frs de Tindouf, nous avons dénombré quelque quarante mille réfugiés.

« Voilà les Sahraouis devenus les Palestiniens du Maghreb », dit Ould Ziou. Notre peuple n'a été attaqué personne. Notre peuple n'a guégué aucun territoire. »

Assis en tailleur sur une couverture, Ould Ziou nous reçoit dans l'un des trois ou quatre gourbis en plâs situés au cœur du camp de Tindouf, en terre algérienne. Hafid-Boudjemaa, tout proche de Tindouf, en terre algérienne. Hafid-Boudjemaa, ex-Hassi-Robinet. Un point d'eau perdu dans la plaine brûlante, dans ces terres fuyantes sans horizon, de couleur jaune gris sur lesquelles seuls l'aurora et le crépuscule jettent quelques lumières douces. En un mois, Hafid-Boudjemaa est devenu le plus grand rassemblement de Sahraouis qui ait jamais existé : dix-huit mille personnes au moins exposées à tous les vents, sur le sable et parmi les rocailleries. Des couvertures, quelques chèvres, des transistors emmitouflés pour les protéger du sable, un fourbi d'ustensiles en tôle noire, des bidons rouillés, un brasseur, des fusils d'une autre guerre : voilà leur pauvre berceau, toute leur richesse.

« Frapper partout être nulle part »

« Notre gros problème est de fournir un minimum d'équipement à tous nos frères », explique Ould Ziou. A leur arrivée, ils n'ont plus que le sable comme couverture et le ciel pour oreiller. Les réfugiés s'entassent dans de petites tentes rondes à toit pointu envoyées par les organisations humanitaires. Ils manquent d'eau, de vivres, de médicaments et survivent dans un dénuement extrême, accablés à la misère et au silence.

Flambée de violence dans les deux Irlandes

Une bombe désamorcée dans le métro de Londres

La mort de Franck Stagg, le militant de l'IRA provisoire qui a succombé le 12 février à une grève de la faim dans une prison du Yorkshire, a provoqué une nouvelle flambée de violence, non seulement à Belfast, mais aussi à Dublin et à Londres. Depuis le 2 février, de nombreux incidents et attentats contre l'armée britannique ont fait trois victimes en Ulster. A Dublin, une bombe a explosé dans l'hôtel Shelbourne et des engins incendiaires ont partiellement détruit plusieurs grands magasins. A Londres, une bombe de dix kilos a été découverte dans le métro et a pu être désamorcée.

Par ces attentats, estime notre correspondant à Dublin, l'IRA provisoire veut sans doute rappeler au gouvernement britannique et au gouvernement irlandais qu'elle est en mesure de semer le désordre simultanément des deux côtés de la frontière et en Grande-Bretagne.

La guerre civile larvée d'Irlande du Nord entre dans sa huitième année. Aucune solution ne paraît en vue après une période de cessez-le-feu bien théorique et en tout cas aujourd'hui terminée. Pour la première fois depuis le début des « troubles », l'état de 1969, les relations entre Londres et Dublin s'aggravent. Les deux capitales s'accusent mutuellement de mal garder la frontière qui sépare les deux Irlandes, c'est ce qu'explique, dans un premier article, Nicole Bernheim, qui s'est rendue récemment sur place, et notamment dans le sud du comté d'Armagh.

La dernière chouannerie

De notre envoyée spéciale NICOLE BERNHEIM

Crossmaglen. — L'hélicoptère tanque sous les rafales du vent d'hiver qui balaye une campagne vallonnée, coupée de haies, de chemins creux et de morceaux de lande encore rousses par l'automne. Un vrai pays chouan ! C'est bien la dernière chouannerie d'Europe qu'abrite depuis plusieurs mois le sud du comté d'Armagh, à la frontière des deux Irlandes.

Entre Newry, Banbrack et Crossmaglen — baptisé le « triangle de la mort » par la presse à sensation

britannique, — près de deux cents personnes ont été tuées depuis 1969. C'est à Banbrack qu'a eu lieu, le 6 janvier, le massacre des dix ouvriers protestants qui revenaient en autocar de leur usine de textile.

A Crossmaglen, où flotte le drapeau vert, blanc et orange de la République d'Irlande, l'IRA provisoire a proclamé la « République indépendante du Sud Armagh ». L'armée britannique n'y accède plus guère qu'en hélicoptère, car les chemins qu'y mènent sont peu sûrs. Deux compagnies des Royal Scots — le plus vieux régiment d'infanterie de l'armée britannique, qui a aussi servi le roi de France Louis XII — vivent comme des taupes dans un ancien poste de police fortifié, quand elles ne sont pas en train de patrouiller en ville, en formation de combat, ou à travers la campagne.

Les hommes n'ont aucun contact avec la population réputée farouchement « républicaine ». L'IRA provisoire se promène à « Cross » (1 200 habitants) comme le légendaire poison dans l'eau, trouvant abri, après ses coups de main, dans les fermes isolées ou se repliant tranquillement, dit-on, sur le territoire de la République irlandaise toute proche.

Fermes « amicales » ou « hostiles »

Tant qu'une nouvelle loi ne sera pas votée par le Parlement de Dublin, il sera impossible d'inculper quelqu'un dans une partie de l'Irlande pour un forfait commis dans l'autre partie. De toute façon, l'extradition restera hors de question. Les soldats de Crossmaglen sont amers. Ils connaissent souvent les auteurs d'attentats, mais ils ne peuvent les faire inculper faute de preuve. La peur des représailles — le traditionnel coup de feu dans la robe, punition des mouchards — ferme les bouches. L'armée n'a le droit d'interroger un suspect que pendant quatre heures ; ensuite, elle doit soit le relâcher, soit le livrer à la police qui ne peut elle-même le garder que vingt-quatre heures et elle n'a pas de preuve.

(Lire la suite page 2.)

LA FRANÇAISE DU « MET »

Lily Pons est morte

Lily Pons est morte vendredi, à l'âge de soixante et onze ans, des suites d'une longue maladie, à l'hôpital de Dallas où elle était entrée le 11 janvier. Elle sera inhumée dans le caveau de sa famille, à Cannes.

La disparition de Lily Pons rappelle la fragilité de la gloire des chanteurs ; pour la plupart des Français, elle n'est déjà plus qu'un nom, facile à retenir, familier, une étoile qui laisse dans le lointain un indistinct sillage de lumière ; et ce nom a même injustement disparu des catalogues de disques et des programmes de radio.

Il est vrai que la plus grande partie de sa carrière s'est déroulée en Amérique, où elle connut une renommée extraordinaire, dont témoignent mille légendes qui lui

(Lire page 17)

Particule d'OLIVIER MERLIN.

ALFRED
SAUVY
L'ECONOMIE
DU DIABLE
Chômage et inflation
CALMANN-LEVY

PUBLICIS N° 272

ASIE

Chine

La campagne d'affiches contre M. Teng Hsiao-ping s'intensifie

Pékin (A.F.P., Reuter). — La campagne d'affiches attaquant M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre, qui a été élu à l'université de Pékin (le Monde du 14 février), s'est étendue, vendredi 13 février, à d'autres établissements universitaires de la capitale. A l'université Tsinghua, une queue de 200 mètres serpente devant les panneaux sur lesquels sont collés des *danbiao*. A Changhaï, la campagne se déroule dans les rues et dans les usines : elle vise, comme à Pékin, ceux qui suivent « la voie du capitalisme », et sont « la source du péché dévotionniste de droite ».

D'autre part, pour la seconde journée consécutive, le *Quotidien du peuple* s'en prend, en première page, « aux aspects du dévotionnisme ». L'organe du parti communiste chinois publie vendredi une attaque virulente contre certains dirigeants du parti, qu'il ne nomme pas, qualifiés de « disciples de Confucius ». Le journal établit un parallèle entre les pensées et les actions du philosophe et celle des dirigeants chinois « actuellement sur la voie capitaliste ». Ces dirigeants « ont fait de l'argent comme les autres disciples de Confucius », le président Liu Shao-chi et le maréchal Lin Biao « une politique réactionnaire qui menace l'avenir et la destinée du parti et de l'Etat ».

Ces dirigeants, poursuit l'article, sont coupables d'attribuer des postes de direction à des personnes dont on ne vérifie ni le passé personnel ni les positions politiques, et qui, bien que déjà

critiqués pendant la révolution culturelle, ne se sont nullement repentis. Cette accusation rejoint celle formulée par des étudiants à Pékin, qui reprochent à M. Teng Hsiao-ping de former des « cliques » autour de sa personne.

Dans le domaine de l'éducation et de la recherche scientifique le *Quotidien du peuple* reproche aux actuels dirigeants « révisionnistes » de vouloir placer à la tête des instituts des « spécialistes » et des « autorités académiques » qui ont été critiqués par les masses, « il y a longtemps déjà ».

Cette campagne apparaît comme le résultat des graves dissensions qui sont apparues dans les organes du pouvoir depuis le décès de Chou En-lai. Selon des indications recueillies à Pékin par l'A.F.P. (nos dernières éditions d'ici) un plénum du comité central du P.C.C. se serait tenu à la fin de janvier et au début de février. Il aurait duré cinq jours, mais aurait dû être interrompu trois jours avant son terme en raison des graves divergences qui se sont fait jour entre les dirigeants. Ceux-ci n'auraient pu aboutir à un accord sur la définition d'une ligne idéologique. Les positions défendues par certains dirigeants favorables à un retour à des méthodes ayant cours avant la révolution culturelle dans le domaine de l'enseignement auraient été à l'origine de la dissolution anticipée du plénum, et de la nomination d'un premier ministre par intérim.

AMÉRIQUES

Pérou

LE GOUVERNEMENT PREND DES MESURES CONTRE LA SPÉCULATION FONCIÈRE URBAINE

(Correspondance.)

Lima. — Le gouvernement péruvien vient de décréter une importante réforme en matière foncière urbaine, l'un des derniers grands chapitres de la rénovation sociale entreprise par les militaires depuis leur arrivée au pouvoir en 1968. L'Etat aura désormais l'exclusivité de la commercialisation des terrains urbains. Les terres reconnues comme « agricoles » par le ministère de l'Agriculture ne pourront plus être converties en zones urbaines. Ces deux mesures touchent directement les intérêts des spéculateurs qui se consacraient à la construction du plus important est le Banco de Crédito (Banque de Crédit), l'une des principales banques privées opérant encore dans le pays.

L'objectif principal de la réforme est de lutter contre la spéculation immobilière, qui, à Lima surtout, a pris des proportions alarmantes. Des zones entières comme les terres agricoles sont ensuite revendues, à des prix nettement supérieurs, à des fins de construction. Le taux des loyers augmente à un rythme plus rapide que celui de l'inflation, dans une ville qui subit la poids d'une forte émigration rurale et qui est entourée d'une des ceintures de bidonvilles (les *barrios*) les plus peuplés d'Amérique latine.

Le phénomène d'urbanisation a d'ailleurs aggravé le déficit chronique de la construction. Selon une étude récemment réalisée par l'université agraire de la capitale, l'urbanisation de terrains dans la région de Lima en cours des dix dernières années a signifié la disparition d'environ 20 000 hectares de terres cultivées et la perte conséquente de 15 millions de tonnes de produits alimentaires. Le problème est d'autant plus aigu que le Pérou a l'une des plus faibles superficies moyennes de terre arable par habitant : moins de 1 hectare. — T.H.M.

Uruguay

● Rectificatif. — M. Louis Joinet, dont nous avons relaté, dans le Monde du 14 février, la récente mission en Uruguay sous l'égide du Mouvement international des juristes catholiques, n'est pas avocat, comme nous l'avons écrit par erreur. M. Joinet est magistrat, ancien président du Syndicat de la magistrature.

Etats-Unis

● Les prix de gros sont restés stables en janvier. Pour les trois derniers mois, ces prix ont diminué au taux annuel de 1,7 % ; cependant, la production industrielle a augmenté de 8,7 % en janvier par rapport à janvier 1975. — (A.F.P.)

EUROPE

Portugal

DES EXPLOSIONS SUSPECTES PROVOQUENT LA MORT D'UN ENFANT DANS LE NORD DU PAYS

Lisbonne (A.F.P., A.P. Reuter). — Quatre explosions ont dévasté à Miraflores, au nord-est du Portugal, un atelier d'imprimerie d'où des ouvriers grévistes venaient d'être délogés. Un enfant de dix ans a été tué et huit personnes ont été blessées. La police estime que les explosions ont vraisemblablement été provoquées par des bombes. Elles se sont produites après qu'un incendie eut éclaté dans les locaux. La rampe à l'immédiatement dévalé dans la petite ville que les bombes avaient été déposées par des communistes. Des bandes armées, comprenant de nombreux gilets, se sont mises à parcourir les rues de la ville à la recherche de militants de gauche. Des renforts de police ont été dépêchés de Braga pour aider la garde nationale républicaine à rétablir l'ordre.

D'autre part, une vaste opération a été entreprise le 13 février dans le nord du Portugal, au nord de Porto, par des militaires et des douaniers. Officiellement, il s'agit de lutter contre le banditisme ; quelques individus suspects de vol et de contrebande ont été arrêtés. Mais les militaires ont également perquisitionné sur tous les bateaux portugais et étrangers mouillés à Leixões. Parmi eux figuraient un bateau soviétique, le *Victor-Vladislav*. Certains rumeurs, démenties après l'opération par les autorités, avaient fait état de la présence d'armes à bord du navire.

Irlande du Nord

La dernière chouannerie

(Suite de la première page.)

Dans le bureau du capitaine de l'une des compagnies, une grande carte est affichée au mur : chaque ferme de son secteur y figure, accompagnée d'un commentaire écrit à la plume : « amicale », « hostile », « hostile », « beaucoup plus hostile », « hostile » que d'« amicales » sur la carte du capitaine...

Les « provos » opèrent généralement la nuit, par petits groupes de trois ou quatre, souvent monoxes. Ils vont piéger un chemin creux ou une route, monter une embuscade ou une opération de représailles dans un pub, ou une ferme dont ils soupçonnent les habitants d'avoir donné des informations à l'armée.

Les soldats de Crossmaglen multiplient les patrouilles de jour et de nuit. Beaucoup d'entre eux sont très jeunes — ils peuvent s'engager à dix-sept ans et demi, mais doivent avoir dix-huit ans révolus pour être envoyés en opération. Ils ne

remplissent des missions de « surveillance » qui pourront durer plusieurs semaines, et que les « provos » se sentent ainsi moins libres d'opérer à leur guise dans le comté.

Mais les hommes des SAS, qui appartiennent à l'armée régulière, ont été formés à la publicité faite autour de leur arrivée en Irlande du Nord. La presse de droite a salué cette décision comme une étape importante sur la route de la pacification de la province. Les journaux de gauche s'inquiètent des résultats que risque d'avoir sur la situation politique la présence d'hommes qu'ils présentent comme une équipe de tueurs, familiarisés de longue date avec le théâtre d'opérations d'Irlande du Nord. Dans une lettre ouverte au *Times*, un ancien officier des SAS a fait valoir que son corps a déjà eu assez d'ennuis, dans le passé, avec le reste de l'armée sans que cette « gloire » intempestive vienne encore compliquer les choses.

Dans le sud du comté d'Armagh, il est d'autant plus difficile de fermer

mille soldats, plus quatre mille cinq cents membres du Royal Ulster Constabulary, la police provinciale, et huit mille membres de l'Ulster Defence Regiment, un corps de suppléments à temps partiel qui dépend de l'armée.

Qu'en font-ils en face d'eux ? Les responsables de l'armée divisent l'adversaire en plusieurs groupes : les idéalistes de l'IRA, généralement d'âge moyen, qui croient revivre l'époque héroïque de la révolution irlandaise de 1916.

Il y aurait parmi eux un certain nombre de membres de la petite bourgeoisie, des enseignants, des ouvriers de tendance socialiste ; de très jeunes recrues qui avaient de onze à treize ans quand les troubles avaient commencé en 1968 ; ce sont des « durs », hardis, souvent imprudents ; enfin, une frange dangereuse de « tueurs » qui ont leurs homologues chez les protestants de l'U.V.F. (Ulster Volunteer Force).

A moins de faire le « mur de Berlin »...

L'IRA provoque au P.U.V.F. utilisent souvent des moyens de lutte artisanaux — de nombreux engins explosifs sont fabriqués dans des garages ou de petits ateliers, mais elle possède aussi des fusils américains ultra-rapides, des *Armalites*, et quelques *Kalashnikov* soviétiques.

Leurs coups de main sont, en général, minutieusement préparés. La signification politique de leurs opérations n'est pas toujours claire, mais il semble qu'ils obéissent à des motifs d'ordre idéologiques d'action, leurs chefs leur faisant le soin de choisir les objectifs.

L'armée britannique ne fait certes pas avec eux cette « sale guerre » : le désengagement transparaît dans les conversations avec les officiers ou les hommes. Mais elle paraît avoir conscience de l'enjeu politique et de l'importance de maintenir, dans cette affaire, un « profil bas », jusqu'au règlement, qui ne peut être, lui aussi, que politique.

« A moins de construire un « mur de Berlin » sur la frontière, d'insurer la couverture et la loi martiale, il n'y a pas grand-chose de plus à faire pour l'instant que ce que nous faisons, nous disaient, et après tout, ces gens-là sont aussi des Britanniques, ou presque... »

NICOLE BERNHEIM.

Prochain article :
GRAQUEMENTS DANS LE FRONT « LOYALISTE »

Italie

Le Saint-Siège fait à nouveau savoir qu'il est prêt à réviser le concordat

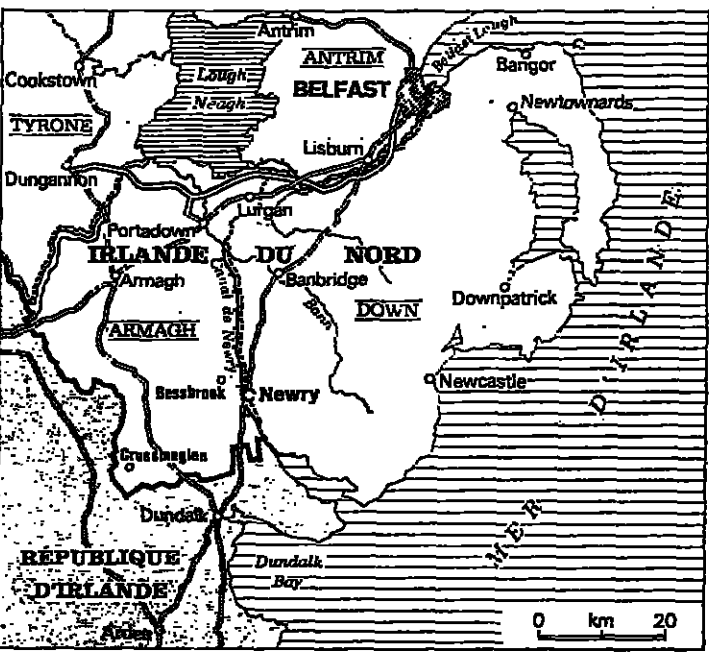
De notre correspondant

Rome. — Une nouvelle fois, le Saint-Siège a fait savoir qu'il était prêt à réviser le concordat signé le 11 février 1984 par Mussolini et le cardinal Gasparri. Evoquant à l'audience générale de mercredi 11 février les accords de Latran, Paul VI a souligné qu'ils avaient permis de définir « des rapports clairs entre l'Etat et l'Eglise catholique, entre la nation italienne et le Saint-Siège ».

Le pape a ajouté : « Nous savons bien que les conditions historiques de l'époque ont été modifiées, mais les principes doivent être soumis à une révision équitable et moderne, à laquelle le siège apostolique est prêt à dédier son attention, souhaitant seulement que les points essentiels de ces accords relatifs au maintien de la tradition catholique du peuple italien et de la mission religieuse propre de l'Eglise romaine y retrouvent leur loyauté et amicale confirmation ».

Le pape ne fait pas de distinction entre le concordat (qui régit les rapports entre l'Eglise et l'Etat) et le traité de Latran, signé le même jour (qui institue l'Etat du Vatican et garantit sa souveraineté). Le Saint-Siège a toujours estimé que ces deux accords étaient indissociables. Mais, bien que le traité ait besoin, lui aussi, d'être mis à jour — n'affirme-t-il pas que « la religion catholique est la seule religion d'Etat » ? — l'accent est mis sur le concordat. Il n'a été d'ailleurs question que de lui dans le discours que le pape a prononcé à Noël devant les cardinaux.

« Ce n'est pas en laissant pourrir les questions qu'on les résoudra », nous déclarait au début de l'année une personnalité du Vatican. Cet ecclésiastique de haut rang — italien lui-même — ne se faisait cepen-



savent pas très bien expliquer ce qu'ils éprouvent dans ce pays, qu'ils ne doivent pas considérer comme « étranger », mais qu'ils sentent cependant si profondément ennemi. Ils se souviennent de terribles histoires de sandwiches au verre pilé ou de verres de vin à l'acide sulfurique offerts par une bonne vieille souciante ou une accorte jeune fille. Dans l'un des bureaux, une affiche montre, sur fond de sapin de Noël, une vieille femme tendant un paquet à un soldat, avec cette légende : « N'acceptez pas de cadeaux de personnes inconnues ».

Pour lutter contre cet ennemi fantôme — guère plus de trente ou quarante hommes, estimés-on actuellement — les « Brits », comme les appelle la population avec mépris, ne disposent que de moyens très limités : une coopération assez efficace, encore que nouvelle, avec la police de la République. Mais, lorsqu'un « provos » est arrêté par la « garde », il ne risque généralement que plus de six mois de prison pour détention d'armes illégales. L'armée irlandaise, elle, se refuse à toutes relations avec l'armée britannique. Même si les Irlandais ne portent pas toujours l'IRA dans leur cœur, en particulier lorsque des attentats ensanglantent l'Irlande du Sud, le gouvernement de Dublin doit ménager les sentiments « républicains » de certains éléments de la population, notamment dans le parti d'opposition, le Fianna Fail.

Ce schéma apparemment simple de la situation dans le « triangle de la mort » recèle des zones d'ombre. Comme souvent en Irlande du Nord, le burlaque cotoie le tragique : on apprend ainsi avec surprise que certains membres de la Garde (policiers irlandais) habitent du côté britannique de la frontière. Ils vont prendre leur service tous les matins en bon fonctionnaires de la République, et rentrent tranquillement chez eux le soir...

Le rôle des SAS

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'intervention des hommes du Special Air Service, récemment annoncée par M. Wilson. Nous nous étonnons que cette troupe de choc, créée en 1941 pour opérer derrière les lignes allemandes en Libye, soit envoyée en Irlande du Nord pour « faire du renseignement » et cela « en uniforme ». On nous assure que les hommes du SAS sont mieux entraînés que la troupe ordinaire pour

● PRECISIONS. — Une information de la rubrique « A travers le monde » sur la condamnation de dix-neuf irrédentistes de souche albanaise a été publiée sous le titre « Albanie » (le Monde du 13 février). C'est en Yougoslavie que le procès s'est déroulé.

EUR

Union soviétique

La Pravda célèbre le 20^e anniversaire du X^e

Le 20 février 1976, la Pravda célèbre le 20^e anniversaire du X^e congrès du P.C.S. (Union soviétique). Le journal publie une longue éditoriale sur les réalisations du parti et les perspectives de développement du pays. L'article souligne les succès obtenus dans le domaine de l'économie, de la science et de la culture, tout en reconnaissant les défis qui restent à surmonter. Il appelle à une poursuite de la réforme économique et à une consolidation de l'unité nationale.

Finlande

La participation du parti au gouvernement accroît les divisions des socialistes

Le 20 février 1976, la Finlande célèbre le 20^e anniversaire du X^e congrès du P.C.S. (Union soviétique). Le journal publie une longue éditoriale sur les réalisations du parti et les perspectives de développement du pays. L'article souligne les succès obtenus dans le domaine de l'économie, de la science et de la culture, tout en reconnaissant les défis qui restent à surmonter. Il appelle à une poursuite de la réforme économique et à une consolidation de l'unité nationale.

مكتبة من الأصول

AFRIQUE

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

Les Palestiniens du Maghreb

(Suite de la première page.)
Longues veillées, également, autour d'une lampe tamisée, tandis que de jeunes militantes s'exercent à chanter de languissantes mélodies révolutionnaires, composées par elles. Les chansons traditionnelles ? Toutes réactionnaires ! s'insurgent ces demoiselles.
Dans les tentes, des gosses nus, la morve au nez, des grigris sur la poitrine, piquettent dans un tas de couverts. A quelques pas de là, à demi aveuglés par le soleil, une dizaine de mètres, bimbos accrochées à leurs frusques, s'exercent à démonter et remonter un pistolet mitrailleur Mat. 38, sous le contrôle d'un adolescent engoncé dans une veste verte aux boutons dorés empruntée aux cadets de l'armée algérienne. « Mais non ! la mitraillette dans un bras, le bébé dans l'autre », s'inspirent une photographie d'un hebdomadaire américain.

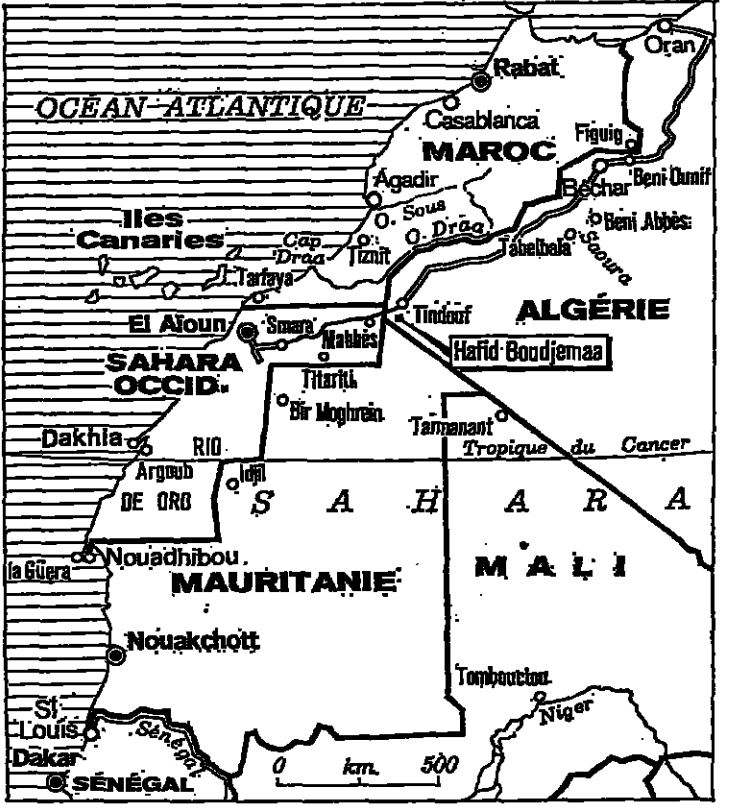
En bordure du camp, les piles de sacs de sable entourent les installations militaires interdites d'accès. Hafid Boudjemaa, chef de l'unité d'infanterie et de base de repos pour les maquisards de retour d'opérations en territoire sahraoui. C'est un bourdonnement incessant de moteurs sans qu'on puisse arriver à savoir d'où viennent ces hommes et vers quelles embuscades ils se rendent. Tout à l'heure, Ould Zliou nous confirmera la résolution du Front Polisario de recourir à une tactique de harcèlement : « A l'ennemi, un peu de harcèlement, mais pas de harcèlement, être nulle part. Du Sahara à l'Atlantique ».

Après quatre mois de combat, quel bilan dressez-vous ?
— Le peuple sahraoui a été pris au dépourvu. Il a été agressé de deux côtés à la fois. Ce qui est positif, c'est que dans cette adversité il a su réaliser son unité autour du Front Polisario. Avant l'ennemi, un peuple libre et déterminé s'est d'un coup dressé en surmontant ses anciennes rivalités tribales.
— De quelle tribu êtes-vous vous-même ?

Malgré notre insistance, Ould Zliou ne nous le dira pas. C'est écrit : il n'y a plus de tribus. Il n'y a plus qu'un peuple décidé à mener une longue guerre pour arracher le droit de retour au pays. « A la paléstinienne », nous dit-il, « la paléstinienne ». Les données d'un long affrontement semblent être réunies. Le schéma est connu : des camps de réfugiés à l'abri dans les pays frères ; une guerre hachée, à mi-chemin de l'action de commando et de la rézelle ressuscitée. « A la paléstinienne ». Décidément, l'histoire a de ces bégalements tragiques !
Sous sa tente, Ould Bachir palpe l'étoffe bleue et noire de sa gandoura. « Mes habits, me montre, dit-il. C'est tout ce que me reste ». Ould Bachir tenait un bazar à Smara, l'une des petites agglomérations du Sahara occidental. Établi, lorsque l'armée marocaine envahit le Sahara occidental. Aujourd'hui, quatre mois plus tard, le voici exilé dans le camp

de Hafid-Boudjemaa. Simple réfugié parmi les dix-huit mille autres. Profil d'oiseau, œil perçant, Ould Bachir ne se plaint pas. « Ici, en Algérie, nous avons le meilleur sort. Nous sommes à l'abri. Ce sont nos frères sahraouis, encore, dans notre pays, quasiment prisonniers des Marocains ou pourchassés par ceux-ci, qu'il faut prendre en pitié ».
Les mésaventures d'Ould Bachir n'en illustrent pas moins l'exode auquel tout un petit peuple décidé et digne a été contraint.
C'était un vendredi, il y a environ quatre mois — il ne peut être plus précis, une colonne marocaine approchait de Smara. Pour la première fois, la nuit précédente, elle avait été accrochée par les maquisards du Front Polisario. A l'aube, Ould Bachir, « compromis » pour avoir participé aux activités politiques du Front, quittait à pied la ville avec les vingt et un membres

de sa famille. Cinquante kilomètres plus loin, une jeep du Polisario les recueillait et les amenait les uns après les autres au camp de réfugiés de M'Hirtz. « Sur les douze mille habitants de Smara, dit Ould Bachir, les trois quarts se sont entus ce jour-là. Ils ne sont pas revenus, bien que les Marocains aient annoncé, aussitôt après leur entrée dans la ville, une large distribution de farine et de pommes de terre. A Smara ne sont restés que les vieux et les femmes incapables de suivre, et une poignée de traîtres : il y en a partout ».
A M'Hirtz, cinq mille réfugiés campent sous la tente du Polisario. Ils manquent de tout. L'aide internationale est encore rare. Mais, pendant un mois, règne une paix relative, jusqu'au moment où, à nouveau, les Marocains se rapprochent du camp, chassant devant eux d'autres réfugiés. M'Hirtz devient surpeuplé



Selon Alger

LES CINQ JEUNES FRANÇAIS DISPARUS DANS LE SUD MAROCAIN ONT ÉTÉ TUÉS DANS UNE EMBUSCADE DU FRONT POLISARIO

Alger (A.F.P.). — Les cinq jeunes Français disparus dans le Sud marocain durant les opérations de Noûl, ont péri lors d'une embuscade tendue aux troupes marocaines par les guérilleros du Front Polisario, a-t-on annoncé samedi matin 14 février à Alger.
L'affaire, précise-t-on officiellement, s'est passée au Sahara occidental, le 3 janvier dernier, à 16 kilomètres au nord d'El-Aïoun, près du hameau d'Idriss. Les cinq jeunes gens qui voyageaient à bord d'un micro-bus Volkswagen ont sauté sur une mine, puis leur voiture a été prise sous des rafales d'armes automatiques. La voiture a été détruite et a brûlé, occasionnant la mort des occupants.
Jean-Christophe Guyot, fils et neveu du conseiller politique près l'ambassade de France à Rabat, Co-

Nigéria

Le coup d'État des « jeunes officiers révolutionnaires » aurait échoué

Le coup d'État annoncé le vendredi matin 13 février à la radio de Lagos par le lieutenant-colonel Dimka au nom d'un groupe de « jeunes officiers révolutionnaires » aurait échoué. Le radio nigérien a diffusé tous les quarts d'heure, à partir de 19 heures G.M.T., un communiqué déclarant : « La situation est contrôlée. Tous les membres des forces armées et de la police restent entièrement loyaux au gouvernement fédéral ». Toutefois, le couvre-feu était maintenu et les frontières et aéroports demeurent fermés vendredi en fin de matinée.
Le sort du général Mohammed, chef de l'État, que les rebelles assuraient avoir « renversé », n'est pas connu. Certaines informations font état de sa mort durant les combats. Plusieurs cadavres ont en effet été aperçus aux alentours de la caserne Dodan (siège de l'État-major), où se sont déroulés les affrontements. Une Mercedes qui pourrait être celle du chef de l'État a été retrouvée aux environs. Elle portait de nombreuses traces de balles et ses sièges étaient ensanglantés. La radio ne fait aucune mention du général Mohammed. Le chef des forces armées, le général Othman Obasanjo, est porté disparu, ainsi, selon l'agence Reuters, que les commandants des trois armées et de la police. Des informations rapportées par

Le puits commence à s'assécher. Il faut fuir plus loin, de nuit, avec les véhicules du Front Polisario. Ould Bachir se retrouve à Tifariti.
« Nous sommes restés deux mois et demi, là-bas, sous la tente. C'était mieux organisé qu'à M'Hirtz. On avait davantage de vivres et d'eau. A Tifariti, notre grande hantise, c'étaient les bombardements ».
Selon Ould Bachir, deux avions marocains de reconnaissance ont survolé le 24 décembre le millier de tentes concentrées à Tifariti. Le jour de Noël, ils seraient revenus pour lancer cinq bombes, qui auraient tué un vieillard, une femme, un enfant et fait vingt-neuf blessés. D'autres réfugiés, interrogés dans d'autres camps, nous ont raconté à peu de chose près le même récit.
« Les avions sont bientôt revenus tous les deux ou trois jours. Toujours par deux. Au début, le plus souvent, ils se sont contentés de mitrailler le camp. Puis ils ont lancé des nouvelles bombes. Vers le 15 janvier, ils ont utilisé pour la première fois le napalm, et ils l'ont refait dans deux autres occasions », précise-t-il.
Voilà maintenant cinq jours qu'Ould Bachir a rejoint Hafid-Boudjemaa. Sur l'ordre du Polisario, les réfugiés ont commencé à quitter Tifariti dès qu'une forte colonne marocaine s'est dirigée vers ce centre. Bachir est parti à pied, sa famille en camion. Ils se sont retrouvés ici, dans l'énorme camp, qui, chaque jour, étend un peu plus ses ramifications dans la caillasse pour faire place au flux des arrivants.

Sous sa tente, avec cérémonie et lenteur, Ould Bachir prépare, au fond d'un récipient, les trois thés traditionnels, engluant à chaque fois un énorme morceau de pain de sucre — le dernier luxe. « Le premier thé est amer comme la vie ; le second, doux comme l'amour ; le troisième, fade comme l'agonisant », murmure-t-il.
Hafid-Boudjemaa, le réfugié algérien, est-ce le bout de votre voyage ?
« Dans quelques jours, ma famille une fois réunie, je reprendrai le combat », répond Ould Bachir. Si le Polisario nous dit d'aller dans le Sud marocain, nous irons. Il n'y aura plus d'oasis nulle part pour l'armée de Hassan II et d'Ould Daddah ».

Pierre-Marie DOUTRELANT.

Angola

Les dirigeants de l'UNITA auraient « pris le maquis »

Après avoir évacué toutes les villes encore en sa possession — y compris Luso et, selon une information non confirmée, leur éphémère quartier général de Menongue (anciennement Serpa-Pinto), l'UNITA recourt à la guérilla dans le sud de l'Angola. Son président, M. Jonas Savimbi, aurait même « pris le maquis en compagnie d'autres dirigeants pour organiser des groupes de résistance ». En donnant cette information, que rapporte l'agence Reuters de Lusaka, M. Jorge Sangumba, chargé des affaires étrangères au sein du mouvement, a déclaré que « l'Angola se voit inclinée devant le canon ». L'UNITA assure qu'elle « n'acceptera jamais un régime militaire imposé par une puissance coloniale européenne ».

Dans une interview à l'agence yougoslave Tanjug, M. Agostinho Neto, président de la République populaire d'Angola, déclare que ses troupes « parviendront à vaincre les forces de l'UNITA ». Le conflit, démontrant que « l'Angola du Sud n'est pas invincible », prouverait « inciter les peuples de la Namibie et les autres peuples sous domination de Pretoria à lutter pour leur libération ». M. Neto ajoute : « Dès que notre indépendance sera respectée, nous serons heureux d'établir de bonnes relations avec les pays frères qui sont le Zaïre et la Zambie ». Il confirme d'autre part le massacre de quatorze mercenaires britanniques, dont les corps, découverts par les troupes du M.P.L.A., « seront prochainement montrés à la presse ».

En AFRIQUE DU SUD, le ministre de la défense a annoncé vendredi 13 février qu'un combat-tant de la S.W.A.P.O. (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain) a été tué et trente-sept autres « mis hors de combat » dans une rencontre avec les troupes de l'Armée de Pretoria. Le nouveau demandeur d'admission de l'ONU pour les réfugiés sur son territoire. Dans une lettre à M. Waldheim, le ministre sud-africain des affaires étrangères, il assure que son pays « ne peut pas mener indéfiniment sans aide extérieure sa tâche humanitaire ».

LE ZAÏRE semble poursuivre sa recherche d'un accommodement

avec le M.P.L.A. Le porte-parole du conseil exécutif (gouvernement) de Kinshasa a assuré, vendredi, que son pays « n'était pas systématiquement opposé » à ce mouvement. Le même jour, le ministre zairais des affaires étrangères déclarait, après un entretien au mas d'Arbigny avec le président Giscard d'Estaing, que la sécurité du Zaïre était menacée par le conflit en raison de trois facteurs : la longueur de la frontière avec l'Angola, la charge budgétaire qu'imposent un million de réfugiés, et la participation aux combats, aux côtés du M.P.L.A., de six mille Zaïrois authentiques, anciens gendarmes kalamas, dont on se demande ce qu'ils vont devenir ».

● A CARDIFF, M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, a déclaré vendredi qu'une « guerre terrible » pourrait éclater en Afrique australe. Dénouant les « graves responsabilités cubaines », il a invité la Havane à « cesser immédiatement les fournitures d'armes en Zambie, au Zaïre et ailleurs ». Notre correspondant en Grande-Bretagne nous signale que l'absence de toute mise en cause de l'Union soviétique dans ce discours a quelque peu surpris à Londres.

Reconnaissances de la R.P.A.

● A PARIS, on confirme au Quai d'Orsay que des consultations ont eu lieu en cours sur le sujet. Selon l'ambassadeur de France au Kenya, Paris « estime que le gouvernement du M.P.L.A. contrôle effectivement le territoire angolais ce qui répond au critère d'État établi qui commande sa reconnaissance ».

Enfin, les reconnaissances de la République populaire de l'Angola se multiplient. Vendredi, l'Égypte, la Libéria, la Mauritanie et le Maroc, puis samedi, le Rwanda ont procédé à cette démarche. Bonn a indiqué qu'il souhaitait une « initiative commune » des membres de la Communauté. Considéré à cet égard comme régit, le problème angolais se trouve ainsi à l'ordre du jour de la vingt-sixième session du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, qui doit s'ouvrir le 22 février à Addis-Abeba. (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

Namibie

Les Européens commencent à redouter un « lâchage » sud-africain

Windhoek. — Signe des temps, le carnal de Windhoek n'aura pas lieu en 1976. Le comité d'organisation vient de décider de supprimer le défilé de quelque trente chars qui attire, chaque année, des milliers de spectateurs dans le centre de la petite capitale cosme de Namibie (Sud-Ouest africain). La raison invoquée est que cela coûte désormais trop cher. « En fait, le cœur n'y est plus, nous avons un commerçant d'origine allemande. Depuis les récents succès militaires du P.P.L.A. dans l'Angola voisin, nous nous sentons un peu trop en première ligne ».

Pour le moment, les regards des quatre-vingt mille Européens se tournent vers la frontière de 1600 kilomètres avec l'Angola où l'armée sud-africaine se déploie depuis plusieurs semaines. Les troupes de Pretoria occupent en outre, du côté angolais, le barrage de Ruacana, sur la rivière Cuenene, la localité de Pereira-de-Eça, et la ville de Oshana. Elles protègent et ravitaillent un peu plus de dix mille réfugiés regroupés dans une demi-douzaine de camps situés du côté angolais ; Portugal, Cap-Verdiens, derniers « petits blancs » de l'ancienne colonie portugaise qui ont, avant tout, fui les rixes entre l'UNITA et le Polisario.

« Les Sud-Africains ne révoient que d'une chose : que les « casques bleus » de l'ONU viennent prendre la relève », nous dit un voyageur revenant de la frontière. Il ajoute : « Si les troupes sont repéchées sur la Namibie, les réfugiés auront ce dont les gens d'ici ne veulent pas. D'un autre côté, une intervention de l'ONU constituerait un beau succès pour l'Afrique du Sud ». Il semble, en tout cas, que Pretoria se contente pour l'instant de fortifier ses positions du seul côté namibien de la frontière.

Les Européens s'inquiètent. « Au rythme où vont les événements, ils se demandent pour les prochains jours, quel avenir leur est réservé », nous dit un éditeur de Windhoek. Les premiers signes de découragement apparaissent. Ainsi, un ranch de 5000 hectares vient d'être racheté par un homme d'affaires britannique pour le prix de la villa qui y a été construite l'an dernier. Les prix des loyers tendent à baisser à Windhoek. Les Européens placent leurs économies en diamants, « parce qu'ils ne se dévalorisent pas et sont

De notre envoyé spécial

faciles à transporter en cas de départ précipité », comme l'explique un diamantaire qui n'a jamais tant travaillé.

« M. Vorster sème la confusion »

Autre signe de méfiance, les journaux locaux critiquent plus ou moins ouvertement les déclarations de M. John Vorster, qui détient tous les sièges du Sud-Ouest africain à l'Assemblée législative locale et au Parlement du Cap. L'éditeur de l'« Allgemeine Zeitung », M. Kurt Dahlmann, ancien nazi et ex de la Luftwaffe pendant la deuxième guerre mondiale, ne dit plus avec les généraux sud-africains que la Namibie est la partie de plus de vingt mille Allemands. Il considère l'équipée de Pretoria en Angola comme une grossière erreur. Le journal du parti au pouvoir, le « Volksbevelen », supplémente en langue allemande.

« Il serait temps que le gouvernement nous indique clairement quelle est sa politique », se lamente un autre éditeur de Windhoek. « Vous comprenez, M. Vorster sème la confusion au moment où tous nous en faisons du noir ». Pour les Européens, le rêve de devenir la « cinquième province » de la République sud-africaine s'est évanoui en septembre 1974, quand M. Vorster leur a annoncé la convocation d'une conférence constitutionnelle. Ces discussions, qui doivent reprendre le mois prochain, n'ont pas porté beaucoup de fruits. Mais le geste de Pretoria signifie que même si le gouvernement sud-africain n'est pas décidé à lâcher sa colonie, il a renoncé à l'intégrer dans le cadre de la République. L'ONU a même été invitée à envoyer un émissaire sur place.

L'opposition européenne a commencé à se regrouper au sein d'un parti fédéral du Sud-Ouest africain, formé en octobre dernier et dont l'un des dirigeants, l'avocat Bryan O'Lin, nous explique qu'il souhaite la fin d'une représentation du Sud-Ouest africain au sein du Parlement du Cap. Le professeur Totemeyer, spécialiste sud-africain des affaires namibiennes, va plus loin : « Il ne peut plus y

5000 fermiers européens pour les meilleures terres

Quelque cinq mille fermiers européens se partagent les meilleures terres de cette colonie peuplée, où ils élèvent du bétail. Les deux autres richesses exploitées de la Namibie sont le diamant et l'uranium. On soupçonne déjà certains fermiers de transférer illégalement à l'étranger les fonds prêtés sur hypothèque par l'administration pour moderniser leurs ranchs.

« Il ne faut pas oublier non plus, nous dit un Allemand, que huit mille d'entre nous environ ont gardé leur nationalité et que près de la moitié des Européens sont employés, à un titre ou à un autre, par l'administration sud-africaine. Autrement dit, ceux qui ont des intérêts vitaux dans ce territoire ne sont pas plus de quarante mille. C'est peu quand on songe au demi-million de Portugais qui vivaient, voilà deux ans encore, en Angola.

L'ONU vient de donner jusqu'au mois d'août à M. Vorster pour retirer ses soldats et ses fonctionnaires de la Namibie. Le premier ministre sud-africain n'a pas dit quelle voie il comptait suivre. Coincée entre l'Angola, la République sud-africaine, la Namibie fait figure de sanctuaire. Les Sud-Africains ne lâcheront jamais un tel morceau », nous assure un expert étranger. Les Européens, ici, voudraient bien s'en persuader.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Dans une conférence de presse à Paris

DEUX ORGANISATIONS DÉNONCENT LA RÉPRESSION POLICIÈRE A L'UNIVERSITÉ DE TUNIS

La comité de section provinciale de l'Union générale des étudiants de Tunisie à Paris (1) et le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie (2) ont tenu vendredi 13 février dans les locaux de la Ligue arabe à Paris une conférence de presse pour dénoncer « la répression exercée par les autorités tunisiennes contre les étudiants depuis le mois de décembre ». Les orateurs qui se sont succédés ont protesté contre « l'état de siège » imposé, selon eux, à l'Université de Tunis à la suite de mouvements de grève.
En explication d'une mesure votée par l'Assemblée nationale, a souligné un représentant du Comité de section provinciale de l'UGET, les conseils de facultés n'ont plus de droit de regard sur les mesures disciplinaires, qui sont dépendent désormais que du ministre de l'éducation nationale.
L'intervention de la police française le jeudi 13 février à la maison du Mexique de la cité universitaire de Paris contre une trentaine d'étudiants tunisiens, dont dix-huit observés depuis six jours une grève de la faim (la fond de 13 février), a été également évoquée. Les étudiants appréhendés ont été remis en liberté après interrogatoire. Mais quatre d'entre eux, dont les papiers sont pas en règle, risquent d'être expulsés, mesure qui serait particulièrement lourde de conséquences pour l'un d'eux, condamné à sept ans de réduction en Tunisie pour ses activités syndicales.

(1) 118, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.
(2) J. Gattegno, B.P. 397 - 75025 Paris Cedex 01.

OUTRE-MER

territoire français des Afars

M. Dini (L.P.A.I.) : le gouvernement nous prépare un héritage

Exploitation du port de Djibouti

Nouvelle-Calédonie

le S.O.S. des élus de la

مكتبة الأصل

OUTRE-MER

Territoire français des Afars et des Issas

M. Dini (L.P.A.I.) : le gouvernement français nous prépare un héritage empoisonné

La délégation parlementaire de la majorité, dirigée par M. Jean de Préaumont, député U.D.R. de Paris, a quitté Djibouti vendredi 13 février pour Paris. « Nous estimons que la présence de la France est indispensable sur le plan économique et politique et pour l'équilibre de la région », a déclaré à l'A.P.F. M. de Préaumont. Si ce n'est pas la France qui reste là, ce sera quelqu'un d'autre, dont la présence risque d'être contestée. Il a d'autre part estimé que la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.) était une force dont il fallait tenir compte, bien que « sa représentativité soit difficile à évaluer ». Il a également reconnu que M. Hassan Gouled, président de la Ligue, avait « un comportement empreint d'une sagesse politique ».

Dans une « lettre ouverte à la France », publiée ce samedi 14 février, le porte-parole M. Ahmed Dini, le porte-parole

de la L.P.A.I., incarné par Djibouti depuis le 6 février, fait état de la détention de soixante-douze enfants âgés de huit à seize ans, dans la même prison que lui, parce qu'ils n'ont pas de papiers français. « Les enfants du car de Loyada, remarque M. Dini, ont, finalement, beaucoup plus de chance d'être libérés devant eux... que les petits prisonniers de la prison de Gabode, dont il faut dénoncer le traitement. »

« Le gouvernement français, affirme encore le dirigeant de la Ligue, fait tout pour assurer la permanence, la pérennité de son échec, en nous préparant un héritage empoisonné par l'octroi de l'indépendance à un pseudo-gouvernement qui a pris l'engagement de continuer dans la voie erronée de la politique française. » Et M. Dini conclut : « Le gouvernement français fait ignorer que notre liberté n'existe pas encore et qu'on ne peut préserver ce qui existe déjà. »

Huit mois après la réouverture du canal de Suez

L'exploitation du port de Djibouti reste déficitaire

De notre envoyé spécial

Djibouti. — Dans quelle mesure le port de Djibouti bénéficie-t-il de la réouverture du canal de Suez ? « Le trafic augmente lentement, assure le directeur du port, M. Rousseau, à la cadence du trafic du canal. »

Trente-six bateaux passent chaque jour de la Méditerranée à la mer Rouge, contre soixante-cinq un jour moyen de 1965, c'est-à-dire avant la fermeture. A Djibouti, il y avait en moyenne soixante-quinze navires par mois avant la réouverture, il y en a eu cent trente-cinq en décembre dernier, mais il y en avait deux cent soixante en décembre 1965. Jusqu'en 1966, près de la moitié des ressources du port venaient du souage. Deuxième « station-service » de la mer Rouge — après Aden — le port français avait fourni, cette année-là, 1,6 million de tonnes de fuel-oil. Mais, depuis la réouverture du canal de Suez, la compagnie Petrostar vend, à Djeddah, la tonne de fuel-oil entre 58 dollars et 60 dollars, alors que Djibouti ne peut descendre au-dessous de 70 dollars. Mille sept cents bateaux venaient uniquement pour souler, il y a dix ans. Face à la concurrence, le port du territoire n'est pas prêt de retrouver un tel rendement.

En revanche, l'évolution du mouvement des marchandises est plus favorable. Alors que l'on pouvait craindre un effondrement de l'économie éthiopienne après la révolution d'Addis-Abeba, les exportations de l'ancien empire ont progressé dans des proportions importantes.

Enfin, le rôle de Djibouti comme place de redistribution s'est développé. Non seulement Aden, principal port de la mer Rouge avant la fermeture du canal, n'a pas

(1) Le franc Djibouti vaut 0,025 F.

Nouvelle-Calédonie

Le S.O.S. des élus de la majorité

La situation est explosive en Nouvelle-Calédonie : les événements seront difficilement contrôlables dans quelques mois, si Paris n'agit pas immédiatement : cette description de la crise dans le territoire n'est pas le fait de dangereux gauchistes ; elle est présentée par la délégation venue cette semaine de Nouméa, et qui comprend trois membres de la majorité présidentielle : MM. Urvil, président de l'Assemblée territoriale, le sénateur Chertier (1) et M. Frouin, président de la commission des finances, qui ont rencontré M. Stuenkel, ministre de l'Intérieur, avec MM. d'Ornano et Fontanille.

« La situation économique est catastrophique... Ce sera peut-être, dans quelques mois, comme à Djibouti, l'arrêt de la vie », a-t-il dit. « Les événements risquent de se situer à six ans d'intermittence... Le haut commissaire s'élève, à Nouméa, en préconisant... » Ce n'est pas la grosse mais la colère. La peur aussi de voir bientôt s'agiter ces « porteurs de pancartes » qui pourfendirent un jour de Gaulle à Djibouti, et qui, depuis, M. Frouin a adressé à Paris un mémorandum décrivant la crise économique et sociale : la société Le Nickel possède un stock égal à 50 % de sa capacité annuelle de production ; les autres « mineurs » ont en stock, « en bord de mer », 1 300 000 tonnes de minerai (leur production annuelle) ; des Européens repartent vers l'Amérique et des Mélanésiens sans emploi vers leurs tribus ; le chômage est tel que les jeunes n'ont aucun espoir de trouver à s'employer ; les familles se multiplient, le bâtiment est au point mort, le déficit budgétaire s'alourdit.

Il faudrait, affirment les élus locaux de la majorité, accorder une subvention d'équilibre immédiate, et surtout débloquer les dossiers d'industrialisation et permettre aux groupes américains — la société AMAX, en particulier — de s'implanter en Nou-

(1) Qui avait déjà lancé, en décembre 1975, un cri d'alarme au Sénat.

A Jérusalem

De jeunes Arabes multiplient les manifestations pour empêcher les Juifs de venir prier sur l'Esplanade du Temple

De notre correspondant

Jérusalem. — Pour la septième fois consécutive en l'espace d'une semaine, des adolescents arabes, garçons et filles, ont manifesté à Jérusalem contre... des intentions qu'ils prêtent aux Israéliens (le Monde du 11 février).

Aux cris de : « La mosquée d'El-Aqsa restera arabe ! », ils ont parcouru, vendredi 13 février, les rues de la vieille ville, à l'issue d'un service religieux, et obligé les commerçants à fermer leurs boutiques. Les policiers et les journalistes qui se trouvaient sur le parcours ont été assaillis à coups de pierres et ont dû se retirer au-delà des remparts où étaient massés, devant la porte de Damas, d'imposantes forces de police. Les policiers se sont alors lancés, enroulés dans des larmes, et ont été atteints. Une trentaine de jeunes Arabes ont été appréhendés.

Le motif des manifestations de toute la semaine (il y en a eu de semblables à Naplouse et à Ramallah) peut surprendre. Tout est parti d'un jugement rendu par un magistrat israélien, Mme Rivka Or, soutenant que rien dans la loi n'interdit à des Juifs de prier sur le mont Moriah, l'esplanade du Temple. Sur cette esplanade s'élevait le sanctuaire construit par Salomon, reconstruit par Hérodote, détruit dix ans après le sac de Jérusalem par Titus. Aujourd'hui, l'emplacement est occupé par deux très belles mosquées : El-Aqsa et Omar.

Depuis la destruction du second temple, un Juif pieux s'interdit de pénétrer sur le mont Moriah par crainte de fouler le lieu où se trouvait le Saint des Saints, et où seul le grand prêtre avait accès une fois par an, le jour de l'Expiation du Kippour. Cette prescription religieuse combattait d'aise les dirigeants israéliens, qui étaient de la sorte dispensés de rechercher une formule de compromis avec les musulmans.

Mais, dans certains milieux Juifs, on estimait cependant que les Israéliens pouvaient pénétrer sur l'esplanade en s'entourant des précautions nécessaires. C'est ainsi que, alors qu'il était aumônier à Jérusalem comme dans les autres villes de la région, M. Shlomo Goren avait établi, après s'être livré à des relevés topographiques et à des mensurations minutieuses, que les Juifs pouvaient avoir accès au mont Moriah, sans toutefois s'approcher du centre de l'esplanade. Cette conclusion du grand rabbin n'était pas du goût du mouvement israélien, et n'a d'ailleurs paru intéresser que les membres du mouvement de jeunesse nationaliste Béitar. Des membres de cette organisation ont présenté une requête au tribunal de Jérusalem pour qu'il se prononce sur la légitimité de leur expulsion par la police de l'esplanade où ils étaient allés prier. Or le juge n'a rien trouvé dans les lois civiles israéliennes qui puisse confirmer une décision des autorités religieuses remontant à plusieurs siècles.

... et contre cette constatation du tribunal de Jérusalem que manifestent depuis une semaine, les jeunes Arabes de la ville, en

ANDRÉ SCAMAMA. Israël ne fait pas partie de la

A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME A L'O.N.U.

Plusieurs pays européens, dont la France s'abstiennent sur une motion condamnant Israël pour « crimes de guerre »

De notre correspondante

Genève. — La condamnation rituelle qui a frappé Israël vendredi 13 février à la Commission des droits de l'homme actuellement réunie à Genève (le Monde du 6 février) n'a surpris que par son caractère excessif. On savait dès le début de la discussion sur « les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés du Moyen-Orient » que les résultats du vote étaient acquis. Une résolution particulièrement violente selon laquelle la Commission « déplore une fois de plus qu'Israël continue à violer gravement les règles fondamentales du droit international, violations considérées comme des crimes de guerre et un affront à l'humanité » a été adoptée par vingt-trois voix (Belgique, Bulgarie, Chypre, Cuba, Egypte, Equateur, Haute-Volta, Inde, Iran, Jordanie, Lesotho, Liban, Libye, Pakistan, Panama, Pérou, Rwanda, Sénégal, Sierra-Léone, Tanzanie, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie) contre une (Etats-Unis) et huit abstentions (Allemagne fédérale, Autriche, Canada, Costa Rica, France, Grande-Bretagne, Italie et Uruguay).

Commission. Son observateur M. Eytan Ronn avait, dès le 2 février, prévenu dans un discours qui fut écouté par toutes les délégations arabes, ainsi que par l'observateur de l'O.L.P., que son gouvernement rejetait toute condamnation « politique, injuste et absurde » votée par « une majorité automatique docilement prête à entériner n'importe quelle accusation ».

Pour sa part M. Pierre Juvinet, conseiller d'état, a expliqué l'abstention de la France, insistant sur « les doutes et les réserves » de la délégation française quant au recours à l'expression « crimes de guerre ». « Nous ne sommes pas qualifiés, a-t-il dit, pour employer cette formule relationnelle précise du droit international et d'interprétation stricte » que n'autorisent « ni notre mandat ni notre procédure ». Les bases mêmes de la condamnation s'appuient selon le représentant de la France, sur un rapport « ambigu et parfois contradictoire » établi par des enquêteurs « qui ne sont pas indépendants de la politique de leur gouvernement ».

ISABELLE VICHNIAC.

Cette semaine dans le NOUVEL OBSERVATEUR

LOCKHEED ET LA CORRUPTION

LE MARCHÉ NOIR DU SIECLE

24 millions de dollars ! c'est le prix de la corruption internationale qui atteint l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, le Japon. Les conséquences en sont encore imprévisibles. En Italie, le ministre de l'Intérieur a préféré refuser de reprendre son portefeuille. Le gouvernement japonais va-t-il démissionner, la Reine Juliana abdiquer ?

Quelle rage pousse donc les américains à « manger ainsi le morceau » au risque de casser les ressorts fragiles de la mécanique capitaliste ?

Dans le NOUVEL OBSERVATEUR cette semaine, vous découvrirez ces sociétés puissantes qui, vivant de la mort et des armes, réussissent à imposer leur volonté aux gouvernements.

Une histoire inquiétante.

LE NOUVEL observateur UN NUMERO A NE PAS MANQUER

LE CONGRÈS DE LA FEN ET L'AFFAIRE PLIOUCHTCH

M. André Henry affirme son autorité à la tête de la FEN

Grenoble. — Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale, réuni du 9 au 13 février à Grenoble, a consacré le renforcement de la tendance majoritaire socialisante et le recul des minorités d'extrême gauche (« le Monde » du 14 février). Organisation syndicale unitaire du monde enseignant, la FEN a surtout donné, pendant cinq jours, le spectacle de ses divisions internes. Seul

De notre envoyé spécial
Leonid Plouchitch a réussi, à la séance de clôture, à faire l'unité du congrès soulevé quelques minutes par une saignée d'applaudissements.
Mais à la tête de la FEN se trouve désormais une « locomotive », un leader indiscutable, qui a su donner une perspective de sa tendance un caractère

offensif qui leur a souvent fait défaut par le passé. M. André Henry s'est imposé avec autorité à Grenoble. Fort de celle-ci, il a appelé les minoritaires du courant Unité et Action — où les militants communistes exercent une influence prépondérante — à éviter tout ce qui pourrait conduire à une « division de fait, dans l'unité sur le papier ». Cet appel a toutefois peu de chances d'être entendu.

Les dirigeants de la majorité Unité, indépendance et démocratie n'ont pas caché, y compris à la tribune du congrès, leur inquiétude de voir les courants les plus minoritaires accuser une baisse sensible dans le vote d'orientation. Les trois courants concernés (1) ont obtenu en effet 10,24 % des voix, alors qu'ils avaient eu 12,83 % au congrès de 1971, soit une baisse de 2,5 %. Nostalgique d'une époque déjà ancienne où la vieille Ecole émancipée, porteuse du courant anarcho-syndicaliste, qui sommeille au cœur de nombreux instituteurs, était encore l'aiguillon permanent des syndicats enseignants. Crainte, sans doute, de retrouver dans un tête-à-tête peu confortable avec l'opposition de plus en plus structurée et solide des militants d'Unité et action ?

Les élan et les espoirs de mai 68 sont passés aux profits et pertes du syndicalisme universitaire. Pour ceux qui y croient encore, parfois de manière romantique, ce n'est plus dans la FEN qu'ils pensent pouvoir se regrouper. Certains militants la quittent pour rejoindre le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.), comme M. Jean-Pierre Guérin, l'un des témoins de Rénovation syndicale. D'autres abandonnent la lutte syndicale pour choisir des terrains d'action différents, plus directement politiques. Les adhérents de base, eux, ne s'y retrouvent plus tellement dans les diverses tendances, dont ils ne comprennent pas toujours les subtiles différences idéologiques.

Ajoutons à cela la persistance de l'union de la gauche, qui offre des perspectives réelles de changement social. Les nouveaux modes de scrutin préparatoires au congrès de la FEN aussi : le vote par correspondance favorise à l'évidence les « majorités silencieuses » et réduit, par le jeu du découpage des mandats, la représentation des minorités. Tout cela explique sans doute une perte d'influence de l'extrême gauche qui aurait pu être encore plus nette.

Une double rivalité

La vie interne de la Fédération — on l'a bien vu — est réduite dès lors à une bataille permanente entre deux courants principaux, qui s'opposent de manière apparemment irréductible. Leur rivalité est double. D'une part, elle correspond à deux orientations syndicales différentes. La majorité U.D. fait de la grève l'arme ultime de la revendication, lui préférant la négociation permanente ; elle peut d'autant mieux jouer ce jeu que les gouvernements successifs tiennent compte du rapport de forces en sa faveur dans le milieu et s'efforcent de limiter des mouvements importants qui pourraient avoir des conséquences embarrassantes dans l'ensemble de la fonction publique.

Les cinq tendances de la FEN

La FEN, organisation « unitaire », est composée de cinq « tendances » ou « courants de pensée », qui s'expriment en tant que tels et proposent dans chaque domaine de l'action syndicale leurs orientations. Ils ont une vie propre, parallèle à la vie syndicale, et éditent des bulletins et des circulaires.

● **Le courant majoritaire Unité, indépendance et démocratie (U.I.D.)**, est proche du parti socialiste. Il est issu de la majorité « autonome » qui, en 1948, avait choisi l'autonomie de la FEN après la scission entre la C.G.T. et Force ouvrière. Partisan d'un syndicalisme de jour négociation — la grève étant le recours ultime — ce courant est fortement influencé par le Syndicat des instituteurs.

● **Unité et action (U.A.)**, tendance issue du courant favorable à l'intervention de la FEN dans la C.G.T., est animée principalement par des militants communistes. On retrouve aussi des militants socialistes, notamment ceux qui viennent de l'ancienne Convention des institutions républicaines. Elle critique l'isolement de la FEN par rapport aux deux confédérations C.G.T. et C.F.D.T. et voudrait un engagement plus net de la Fédération en faveur de l'union de la gauche et du « programme commun » de gouvernement.

● **L'Ecole émancipée** (E.E.) est la plus vieille tendance organisée dans la Fédération, puisque la revue qui porte son nom a été créée en 1910, peu après la naissance

tion publique. Au contraire, les minoritaires d'Unité et action estiment que le harcèlement de l'action syndicale et le recours fréquent à la grève sont nécessaires pour obtenir des victoires. De plus, ils reprochent à la majorité un engagement trop timide aux côtés des partis politiques signataires du programme commun. Leur rivalité, d'autre part, s'exerce dans le domaine corporatif. U.I.D. contrôle le syndicat des petites catégories, notamment le plus puissant, celui des instituteurs, mais aussi ceux des agents ou des professeurs de collèges techniques. Unité et action a conquis depuis dix ans les principaux syndicats des catégories les plus importantes : enseignement secondaire, recherche scientifique, enseignement supérieur notamment. Les intérêts des uns et des autres dans les négociations sur les salaires et les conditions de travail ne sont pas toujours convergents. En défendant les intérêts des syndicats Unité et action se trouvent parfois en désaccord avec leurs concurrents de la FEN. Et pas à l'abri des reproches de ces derniers, qui les accusent volontiers, ils ne s'en sont pas privés à Grenoble, de vouloir maintenir la hiérarchie des salaires dans l'enseignement.

Cette fois, la querelle a été poussée à l'extrême. Car les dirigeants d'Unité et action n'hésitent pas aujourd'hui à présenter la majorité de la FEN comme soumise au pouvoir et au patronat, et lui reprochent de ne défendre qu'une partie seulement des cinq cent cinquante mille adhérents de la Fédération, accusations terribles pour des dirigeants syndicaux.

La conséquence logique de cette attitude serait, pour ces syndicats, de quitter la FEN et d'aller rejoindre le S.G.E.N. ou le S.N.I. Ils ne le peuvent pas, pour trois raisons au moins. La première, c'est que leurs adhérents ne les suivraient pas massivement, et qu'ils s'en trouveraient affaiblis. La seconde, c'est qu'ils ont conscience que les luttes syndicales les plus efficaces sont celles qui sont menées ensemble, notamment lorsque le S.N.I. et le S.G.E.N. se retrouvent dans l'action. La troisième, c'est que l'union — qui ne peut qu'être renforcée après le congrès communiste de Saint-Omer — a été obtenue, par deux élections de 1974 — obligeant les deux principaux courants à de nouveaux rapprochements.

Aussi, malgré l'inconfort intellectuel et les positions hostiles des syndicats minoritaires sont bien obligés de rester dans la FEN. Mais ils s'y organisent de plus en plus en minorité structurée, avant son expression propre, sa presse, menant ses actions en marge de celles de la majorité, — courant ainsi le risque de constituer dans les faits une « FEN-été », à savoir l'expression des dirigeants d'Unité et action, « de se donner les moyens supplémentaires ».

● **L'Ecole émancipée pour le front unique ouvrier (F.U.O.)**, issue de la FEN, dont elle s'est séparée en 1969. Elle regroupe principalement les militants et sympathisants de l'Organisation communiste internationale (trotskiste). Le F.U.O. défend farouchement l'unité de la FEN et l'engagement public laïque.

● **Rénovation syndicale (R.S.)**, née des événements de mai-juin 1968. Elle est animée notamment par des militants membres ou proches du P.S.U. et du parti socialiste. Hostile à l'autonomie de la FEN et aux tendances, elle se déclare partisan d'un front syndical avec la C.G.T. et la C.F.D.T. et de l'autogestion.

Rappelons que lors du vote d'orientation, ces tendances ont obtenu les proportions suivantes des suffrages : U.I.D., 55,89 % ; U.A., 33,85 % ; E.E., 5,42 % ; F.U.O., 3,20 % ; R.S., 1,62 %.

Formet sans fermeture

M. André Henry, dans son allocution de clôture, a clairement posé la question : « La FEN, a-t-elle déclaré, continuera avec ou sans vous, mais elle veut continuer avec vous, parce que notre potentiel de forces est notre bien commun. Ou vous choisissez la division ou vous choisissez l'unité, mais pas la division de fait, dans l'unité sur le papier. » Cette mise en demeure, il est vrai, s'est accompagnée d'une ouverture du secrétaire général : « Je vous tends la main, a-t-il en effet ajouté, pour que, au-delà des différences et des divergences, s'expriment des valeurs plus hautes que nous sommes communistes et qui rejoignent les idéaux des éducateurs de tous les pays ».

Ce langage de la fermeté sans fermeture illustre bien la personnalité et la stratégie du secrétaire général. Autoritaire, M. André Henry l'est sans aucun doute. Mais c'est, dit-il, « parce qu'il faut une certaine discipline » à l'intérieur de la FEN. Son ambition est de donner à la Fédération un statut national, comme chaque département, un visage et une surface qu'elle n'a pas encore en tant qu'organisme unificateur des quarante-quatre syndicats qu'elle regroupe. C'est le sens d'une réforme des statuts qui va être discutée dans les deux prochaines années. Et

(1) Ecole émancipée, Front unique ouvrier, Rénovation syndicale.

Le droit des enseignants à la liberté de conscience n'est pas reconnu en Union soviétique

déclare M. Plouchitch

Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), réuni à Grenoble du 9 au 13 février, a fait une ovation unanime à M. Leonid Plouchitch, venu du congrès de la FEN aux autres congrès de la FEN, le 13 février, un jour de la FEN. M. Plouchitch est, en effet, depuis son arrivée en France, et pour trois mois, pris en charge par le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.), affilié à la FEN.

Le puissant Syndicat des instituteurs n'a pourtant pas souhaité faire œuvre d'anticommunisme en accueillant le dissident soviétique, comme en témoigne l'importance accordée par les organisateurs du congrès de la FEN aux autres délégations « invitées » venues d'Algérie, du Chili et d'Espagne.

« Je voudrais, au nom de mes camarades soviétiques, exprimer l'admiration que je ressens pour les peuples espagnol et chilien », a déclaré le mathématicien soviétique, qui a en outre « remercié les syndicats et tous les travailleurs de France pour la part qu'ils ont prise » à sa libération.

« La lutte pour l'émancipation de l'homme, pour la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, n'est pas concevable sans la liberté démocratique », a affirmé ensuite M. Leonid Plouchitch. Les travailleurs ne peuvent pas lutter pour les droits sociaux et politiques s'ils ne disposent pas eux-mêmes de libertés élémentaires.

Au sujet des enseignements soviétiques, le mathématicien a encore dit : « L'éducation nationale soviétique était antérieure depuis dix ans, en revanche, sur tous les autres plans, cette situation avait empiré. Ils subissent un contrôle idéologique constant. Le droit à la liberté de conscience n'est pas reconnu. Les enseignants pratiquant une religion sont chassés de l'enseignement. Ils ne peuvent faire aucun travail créatif, car ils reçoivent des directives constantes sur les méthodes et le contenu de l'enseignement. Des procureurs et des travailleurs de la milice assistent aux réunions des parents et des élèves. On donne aux jeunes une prétendue éducation patriotique, c'est-à-dire faite dans un esprit militariste.

« Cependant, ni les menaces de la police ni les pressions contre les élèves ne peuvent empêcher une grande délinquance chez les jeunes. »

Au sujet des syndicats, M. Plouchitch a déclaré qu'ils ne jouissent en U.R.S.S. d'aucune autonomie. « Tout est décidé soit par l'administration soit par le comité du parti. »

Libres opinions

LA LÈPRE

par le Dr BERNARD DE FRÉMINVILLE (*)

Le témoignage de Plouchitch et de sa famille, s'ajoutant à tant d'autres, rend impossible le doute : des psychiatres, l'appareil médical qui les entoure, se livrent à un usage déshumanitaire répressif des techniques dont ils disposent. Alors ne pourrions-nous pas saisir l'occasion de ce dévoilement brutal pour étendre l'interrogation à cette nouvelle façon de faire, n'est-elle qu'une fille particulièrement hideuse du Goulag, ou ne serait-elle pas plutôt la version K.G.B. d'une conduite dont les signes apparaissent en de multiples lieux ?

On ne reviendra pas sur les techniques d'isolement sensoriel qui ont été largement décrites, dans leur application comme dans leurs effets : leur usage indubitable à l'encontre des Irlandais arrêtés ou des membres du groupe allemand Baader-Meinhof a montré qu'au moment des crises nos démocraties occidentales n'hésitent pas à utiliser des procédés de coercition psychique visant explicitement à la destruction de l'individu. On peut d'ailleurs rappeler à cet égard que Léopold Trepper, dans ses Mémoires, nous apprend qu'il a été lui-même soumis à ce type de torture psychique lors de son retour en U.R.S.S., ce qui indique bien que la technique n'est pas nouvelle, ni réservée aux prisons allemandes. Par ailleurs, des témoignages concordants nous signalent que des psychologues et des psychiatres font désormais partie des équipes de tortionnaires dans bien des pays, en Amérique latine notamment.

La tentation est forte de ne voir dans tous ces épisodes qu'une forme moderne de la torture, cette torture qui semble maintenant faire tout naturellement partie du jeu politique (le corps de l'adversaire est utilisable à merci). Cette hypothèse permettrait d'espérer que les pays relativement calmes n'ont pas besoin de recourir à de telles pratiques... C'est là pourtant qu'il faudrait aller voir de plus près : que se passe-t-il dans l'ordinaire de nos institutions psychiatriques et de nos pratiques thérapeutiques ?

Dans deux domaines, particulièrement, celui des droits élémentaires de la personne humaine et celui des thérapeutiques employées, on est en droit de se demander si ce qui se passe n'est pas, en fait, le premier de ces points, un élément paraît-il être significatif : depuis plusieurs mois, un texte circule, qui porte pour titre « Projet de charte des Internés ». Il a été rédigé par d'anciens Internés et publié dans plusieurs journaux ou revues. Ce projet ne fait que réclamer l'extension aux « malades mentaux » des droits élémentaires (de correspondance, de réunion, de connaissance du traitement, etc.) qui sont reconnus à tout malade, ainsi que l'abolition de la loi de 1938, fondée sur le principe de l'irresponsabilité de l'Interné. Or seul un silence complet de la part des instances officielles, médicales et administratives, a répondu à ce projet, et ceux des Internés qui ont tenté de le faire circuler dans les hôpitaux en ont été vigoureusement empêchés. Sans doute la réponse aux doléances des « fous » est-elle encore la même qu'en 1962, lorsque le docteur Loiseaux écrivait dans un rapport de commission d'enquête : « Ils demandent à tout prix à être changés de maison, ou plutôt renvoyés dans leur famille, et contestent violemment le droit de les retenir ainsi séquestrés loin de leur pays et de leur famille. Mais quand on est habitué à vivre avec des aliénés, c'est là un fait si fréquent qu'on ne peut ajouter loi à leurs réclamations et conclure de leurs plaintes à la réalité des faits qu'ils allèguent. »

Comment s'étonner alors, devant un mécanisme si constant et général de mépris de la parole des « fous », que certains régimes soient tentés de faire passer par toutes les portes qu'ils méprisent, ou qu'ils craignent ? Et comment être sûrs que cette lèpre ne nous ronge pas déjà, ici et maintenant ?

Il y a au moins aussi grave en ce qui concerne les thérapeutiques employées : l'opinion publique semble avoir été sensible à l'image de Plouchitch drogué de force, à des doses mal connues encore, sans doute importantes. Mais comment croit-on que cela se passe chez nous ? Depuis plus de vingt ans que les neurologues sont employés, chaque médecin demeure parfaitement libre de déterminer à sa guise les doses qu'il prescrit : aucun rapport n'est exigé de lui en cas d'innovation, aucun protocole particulier ne lui est imposé, les seules limites éventuelles sont celles de sa conscience... La situation est donc telle qu'en aucun lieu médical la thérapeutique n'est si empirique, et changeante, ni pourtant si laissée au seul jugement d'un individu qu'en psychiatrie. La simple fréquentation des hôpitaux psychiatriques montre assez l'usage différent, et souvent contraire d'ailleurs, pratiqué à l'égard, ce qui est fait de cette absolue liberté et les résultats souvent désastreux, mais sans appel, qui en sont la conséquence.

Enfermer Plouchitch dans un hôpital psychiatrique plutôt que dans un camp, c'était viser à le soustraire à la répression ordinaire par une mise en dépôt dans un système échappant aux règles communes. Il est donc urgent de rendre des règles communes aux systèmes psychiatriques, y compris le nôtre, pour éviter la propagation de ce genre de pratiques.

(*) Ancien Interné des hôpitaux psychiatriques de la Seine, membre du collectif de la revue Gardes-Jours.

● M. Gabriel Superjéne, philosophe soviétique et collaborateur de Soljenitsyne, fait, depuis le 22 janvier, une grève de la faim à la prison de Vladimir où il est détenu depuis 1973. Il réclame

qu'on lui rende la Bible et le livre de prières que lui ont confiés ses gardiens. Ses amis ont demandé au pasteur Potier, secrétaire général du Conseil des Eglises, d'intervenir... (A.F.P.)

RELIGION

A LA CHAPELLE SAINT-BERNARD DE PARIS La communion de Boquen explique ses raisons de persévérer

A l'initiative de la communion de Boquen, plus d'une centaine de personnes se sont réunies à Paris le 11 février dans les locaux de la chapelle Saint-Bernard pour faire le point sur la situation de l'église bretonne depuis la décision prise en haut lieu d'y installer des religieux contemplatifs (le Monde du 22 janvier).

A dire vrai, personne ne sait encore si, devant le refus opposé par la communauté actuelle (le Monde du 22 février), ce transfert aura lieu. Présentes, les religieuses de Beithelm semblent n'avoir aucune envie de se rendre dans un lieu où elles sont jugées indésirables et de provoquer ainsi un conflit.

A l'unanimité moins deux voix, les participants à la réunion de Paris ont « protesté » contre la décision unilatérale prise par la hiérarchie.

De l'ensemble des interventions très diverses entendues au cours de la réunion, il ressort que la communion de Boquen est une réalité « flottante », ambiguë et fort complexe. Le départ du fondateur, Bernard Besret, en 1974, n'a facilité ni l'essor de la communauté ni la définition de ses objectifs et des voies et moyens pour les atteindre. En portant un nouveau coup à ce « lieu de liberté », la hiérarchie pourrait, a-t-on dit, aider Boquen à sur-

EDUCATION

UNE ANNEE SANS LAISSEZ-PAISER DES ORGANISATIONS PROBLEMATIQUES ETUDIANTES

LA COM

LA COM

MM. EDWARD HEATH ET YEHUDI MENCHIN DOCTEURS HONORIS CAUSA DE PARIS-SORBONNE

L'Ecole

UNE NOUVELLE

La salle de lecture de la bibliothèque de la Sorbonne, à Paris, le 11 février 1976. On voit à gauche M. Leonid Plouchitch, à droite M. André Henry, secrétaire général de la FEN.

Le Conservatoire National des Métiers et le Professeur DAUMAS

connaître qu'aucune personne

partie du Conservatoire ou de

National des Techniques n'a

une manière quelconque à la

on on à la création de l'édition

collection de médailles dite « les 100

grandes inventions de l'humanité ».

Les Bâtiments des travaux d'art de Boncompagni, leur

مكتبة من الأصل

CARNET

Naissances

— M. Guy Giani et Mme. née Annie Montell, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils François, le 7 février, 6 rue Couperin, 75100 Saint-Germain-en-Laye.

Fiançailles

— Mme By Queron Fontallant, et M. Jean-Pierre Fontallant, sont heureux de faire part des fiançailles de leur enfant, Brigitte et Nicolas, le 12 février 1976, 67, cours Pasteur, Saint-Etienne, 42, rue de la Vierge, Saint-Etienne.

Mariages

— M. et Mme Jean Boer, et M. et Mme Pierre Kahn de Chabaille, sont heureux de faire part du mariage de Karen et Philippe, célébré, le 24 janvier, dans l'intimité en l'église de Chateaufort.

Décès

Antoine GRAYA

Grenoble. — A plus à Dieu de rappeler à Lui. M. Antoine GRAYA, professeur de l'École polytechnique, à l'Université scientifique et médicale, le 12 février, à l'âge de soixante-quatre ans. La messe de funérailles sera célébrée le 16 février, à 10 heures, en l'église Saint-Louis de Grenoble. De la part de Mme Antoine Graya et sa famille.

— Le président de l'Université scientifique et médicale de Grenoble, le président de l'Institut national polytechnique de Grenoble, les directeurs de l'Institut de mécanique et de l'École nationale supérieure d'hydraulique, ses collègues et collaborateurs, ont le regret de faire part du décès du professeur Antoine GRAYA, survenu, le 12 février 1976, à Grenoble.

Les obsèques auront lieu le lundi 15 février 1976, à 10 heures, en l'église Saint-Louis de Grenoble. (Né à Salomon (Grèce) le 27 juillet 1911, M. Antoine Graya était ancien élève de l'École polytechnique et docteur en sciences. Spécialiste de mécanique des fluides, M. Graya a obtenu des ingénieurs hydrodynamiciens et docteur, puis professeur (en 1952) d'hydrodynamique à la faculté des sciences de Grenoble. Il a été également directeur adjoint des laboratoires de mécanique des fluides de l'université de Grenoble et responsable du département de mécanique des fluides au C.N.R.S. Il a été conseiller au centre d'études nucléaires de Grenoble, et, depuis 1970, directeur du laboratoire associé au C.N.R.S. Il a été, depuis 1969, un conseiller technique des universités. Il était l'auteur de nombreuses publications scientifiques.)

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Maurice BELLON, artiste-peintre, ayant habité le 3, rue Vercingétorix, à Paris, survenu le 27 janvier. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M. Marcel Bremond, professeur honoraire, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Marcel BREMOND, née Frédérique Arthaud, professeur, ont eu lieu à Volon (Ain), dans l'intimité familiale.

— Maurice Fieschi - Vivet, son épouse, Marie et Colombe Fieschi-Vivet, Paul et Anne-Marie Fieschi-Vivet, ses enfants, André, Sylvie, Lucette, Nathalie, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Marie FIESCHI-VIVET, née André Nicole Lafont, survenue, le 11 février 1976, à l'âge de soixante-trois ans.

— L'inhumation a eu lieu suivant ses vœux à Cigan (Hérault), dans l'intimité familiale. « Si j'ai permis que tu souffres, c'est qu'il y avait un bien que tu ne connaissais pas, et que tu ne connaissais pas aujourd'hui. » (Jean XXIII).

— On nous prie de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-sixième année, du docteur Gaston GEORGE, stomatologiste.

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France
Lundi
de 11 h. à 18 h.
S. S. - Tableaux. Livres. Bijoux. Argent. Minéralogie. Bronzes. Meubles. M. Michaud.

VENTES

S. 1. - Chateaufort et Tintin. M. Robert.
S. 2. - (Ct. la 17). Extrême-Orient. Chine. Japon. M. Fortier. M. Ador. Picard. Tintin.
S. 12. - Objets d'art et d'ameublement. principal. Syrie et Afrique du Nord. M. René et Claude Solignac.
S. 16. - Armes. M. Fouchet.
S. 19. - Bibel. Meub. style. M. Ogier.

JUSTICE

L'AFFAIRE DE LA BARCLAY'S BANK

Une nouvelle information judiciaire a été ouverte après le règlement d'un chèque (volé) de 800 000 francs

De notre correspondant

Marseille. — M. Pages, premier juge d'instruction à Marseille, a lancé, jeudi 12 février, une commission rogatoire internationale afin d'obtenir l'arrestation de l'un des auteurs de la série d'escroqueries et tentatives d'escroqueries qui ont eu lieu depuis deux ans au préjudice de la Barclays Bank et singulièrement de son agence marseillaise. (Le Monde du 23 janvier). La décision de M. Pages vise la présentation d'un bon de caisse émanant de la Barclays Bank de Marseille d'un montant de 50 millions de francs, qu'un homme — identifié depuis comme étant Robert Cabella, repris dans le courant du mois de décembre 1975 auprès d'une banque de Zurich. On s'attendait alors que ce bon était faux. Ce même bon, un inconnu a de nouveau tenté sans succès de le négocier à Monaco, le 13 janvier 1976.

De plus, M. Pages instruit la plainte de la Barclays Bank de Marseille déposée le 24 mai 1974 contre son ancien fondé de pouvoir, M. François Genissou, inculpé de faux en écritures, pour avoir, notamment, imité la signature de M. Otto Bruck (ancien directeur de la succursale de Marseille) — décédé en octobre 1973 — sur deux chèques de 800 000 francs et de 850 000 francs qu'avait tenté d'encaisser ensuite un commerçant marseillais en faillite, M. Marius Chiala.

« La tentation de l'aveu » UNE MISE AU POINT DES SECTIONS DE MARSEILLE ET D'AIX-EN-PROVENCE DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Après la publication, dans le Monde du 10 février, d'un article intitulé « La tentation de l'aveu », et faisant état de violences policières à Marseille, les sections du Syndicat de la magistrature des tribunaux de grande instance d'Aix-en-Provence et de Marseille « protestent vivement contre les allégations sans fondement et contre les attaques dirigées contre le parolier, permettant de mieux porter une appréciation sur le comportement syndical de l'un de ses membres ».

J. C.

La blonde canadienne
Rosl Mittermayer, qui est peut-être la tort de skier « au ras des portes », touchant un certain nombre de piquets, reconnaît qu'elle-même après la course se positionne de départ — dossier n° 4 — n'était pas « si désolée ».

MICHEL CASTAING.

Être malade aux Baumettes

De notre correspondant

Marseille. — M. Jean Diastier, avocat au barreau de Marseille, n'a pu rendre visite, jeudi 12 février, à son client, M. Roland Agat, incarcéré à la prison des Baumettes. L'administration pénitentiaire a refusé, comme elle le faisait auparavant, de transporter le détenu, qui en est à son trente et unième jour de grève de la faim, à l'aide d'un fauteuil roulant jusqu'au parloir. L'avocat a alors demandé de visiter son client en cellule; cette permission lui a été refusée puis qu'il n'avait pas d'avis médical, avis qu'il n'a pu obtenir.

Quelques jours auparavant, une décision médicale grave n'a pu être exécutée qu'après l'intervention d'un huissier et d'un magistrat.

Détenu à la prison des Baumettes depuis le début du mois de janvier 1976, condamné à quatre ans d'emprisonnement pour vols et recel de diamants, M. Joseph Capozzi, bijoutier marseillais, souffre d'une cardiopathie congénitale grave nécessitant l'assistance d'un stimulateur qui se place au contact du muscle cardiaque grâce à une thoracotomie. Cette opération se pratique au moment où les accumulateurs donnent des signes de faiblesse et où l'appareil doit être remplacé. M. Joseph Capozzi a déjà subi trois interventions de ce type.

Une sommation interpellative

Avant son incarcération, courant novembre 1975, il avait été convenu qu'il serait opéré le 13 février 1976. Il devait être admis dès le 10 février au centre cardio-vasculaire Jules-Garnier, où devait lui être implanté un stimulateur isotopique, le Medtronic 9000. Avis favorable avait été donné par le docteur Tosti, médecin-chef des prisons de Marseille. Le 10 février, Mme Capozzi attendait en vain l'arrivée de son époux au centre de cardiologie. Vers 17 heures, elle alertait leur avocat, M. Fraiteuil, qui se trouvait confronté à un refus systématique d'explication de la part de l'administration pénitentiaire. L'avocat se rendait alors, accompagné d'un

huissier de justice, M. Auzat, à la prison et adressait une sommation interpellative à la direction. Celle-ci refusait d'y répondre et « invitait vivement » l'avocat à ne pas insister. Le commandant de prison immédiatement. Les surveillants réaccapagnaient aussitôt les visiteurs.

Il aura fallu que M. Fraiteuil saisisse le juge de l'application des peines, M. le président Taddei, et que celui-ci rende son ordonnance, pour que la décision administrative soit enfin rapportée et que M. Joseph Capozzi rejoigne le centre Jules-Garnier avec vingt-quatre heures de retard.

JEAN CONTRUCCI.

LES AVOCATS DE DANIEL COHN-BENDIT VONT INTRODUIRE UN RECOURS CONTRE LA MESURE D'EXPULSION QUI LE FRAPPE

Les avocats de M. Daniel Cohn-Bendit vont introduire un recours devant le tribunal administratif, pour demander l'annulation de la mesure d'expulsion qui frappe leur client depuis le 24 mai 1968. M. Daniel Cohn-Bendit, qui vit actuellement en République fédérale d'Allemagne, avait sollicité cette annulation le 9 décembre dernier, en invoquant sa condition nouvelle de salarié aux éditions Belfond, et en se fondant sur l'article 48 du traité de Rome, qui prévoit la libre circulation des travailleurs sur le territoire des États membres de la Communauté économique européenne.

« Mais le régime de nous faire savoir que nous n'avons pas les textes d'application ni la jurisprudence de la Cour de justice de Luxembourg nous a opposé à ce qu'un ressortissant d'un État membre puisse faire l'objet d'une mesure d'expulsion du territoire d'un autre État membre. Au demeurant, après avoir examiné votre requête, j'estime qu'elle n'est pas susceptible de recevoir satisfaction. »

De Francfort, M. Cohn-Bendit nous a confirmé qu'il était disposé à rentrer en France, malgré l'ingérence du ministre de l'Intérieur, et qu'il se tenait prêt à aller en France, à l'heure de la rentrée, à 4-11 dit, de faire lever cette interdiction mais je n'attendrai pas trop longtemps ».

SPORTS

LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

VAINQUEUR DU SLALOM GÉANT

Kathy Kreiner a fait son entrée parmi l'élite mondiale

De notre envoyé spécial

Innsbruck. — Après Franz Klammer — la loi du plus fort — après Rosl Mittermayer — la persévérance — après Heidi Kemppi — ce jour-là on n'a jamais, — enfin une révélation : la jeune Canadienne Kathy Kreiner, dix-neuf ans en avril prochain, victorieuse du slalom géant, disputé vendredi 13 février, sur une piste de l'Axamer-Lizum près d'Innsbruck.

On désespérait de voir des jeunes entrer dans la carrière quand les alpes y tiennent encore tant de place. Mais le slalom géant des Jeux d'hiver paraît « réservé » au club des moins de vingt ans : Marie-Thérèse Nadig en 1972, Heidi Kemppi en 1974, Gotsche en 1964 ici même à Innsbruck. On faisait presque son deuil, d'une médaille française. C'est Deborah a sauvé la délégation nationale en se classant troisième. Position tout à fait logique et méritée après ses quatrième et cinquième places en slalom spécial et en descente.

En parlant la première

Rosl Mittermayer, quant à elle, ne sera pas la première skieuse à réaliser un triple en discipline alpine au cours des mêmes Jeux. Il s'en est fallu d'un rien, puisque l'excellente Allemande de l'Ouest, transfigurée par sa campagne tyrolienne, n'a échoué vendredi que de douze centièmes, conquérant tout de même la médaille d'argent à la vérité, il aurait été un peu injuste que, quelles que soient ses réelles qualités, la charmante Bavaroise apparaisse dans les annales comme l'égal

de ne pas être totalement absentes des dix premières. Kathy Kreiner a, en tout cas, montré qu'elle était désormais entrée de plaines skis dans l'élite mondiale.

La blonde Canadienne dont les parents sont médecins à Timmins (Ontario) a participé dès l'âge de quatorze ans à la Coupe du monde. Comme sa sœur Laurie, vingt et un ans, quatrième du slalom géant à Sapporo et trop émue vendredi pour se classer, elle a été la première à chausser les « planches » très jeune : à l'âge de trois ans ; et elle a commencé à sept ans à prendre part à des compétitions.

Jusqu'à maintenant, Kathy Kreiner n'avait gagné qu'une seule course en Coupe du monde, le slalom géant de Pontrenan (R.F.A.) en 1974, terminant aussi septième de la descente au championnat du monde de Saint-Moritz. Depuis, elle s'était fait quelque peu oublier, essentiellement en raison de nombreuses chutes. « Je salue qu'un jour je passerai », déclarait-elle avec une gentille malice à l'arrivée. Il lui faut maintenant rester les jambes solides et la tête froide.

MICHEL CASTAING.

de ne pas être totalement absentes des dix premières. Kathy Kreiner a, en tout cas, montré qu'elle était désormais entrée de plaines skis dans l'élite mondiale.

MICHEL CASTAING.

Mise en garde du C.I.O. au corps médical

De notre envoyé spécial

Innsbruck. — La commission exécutive du Comité international olympique (C.I.O.) a sur le rapport de sa commission médicale, quel produit à leurs patients, mais encore — fait beaucoup plus grave — à traiter les athlètes comme des sortes de cobayes. Le C.I.O. et notamment sa commission médicale, ont été assez critiques encore récemment pour que l'on ne puisse pas ne pas approver aujourd'hui d'avoir à la fois révisé cette affaire au grand jour (1), et pris les sanctions voulues.

M. C.

Après maints avertissements relatifs à la question de l'amateurisme, le C.I.O. avait frappé haut et fort aux Jeux de Sapporo en 1972, en disqualifiant Karl Schranz, porte-drapeau du ski-business. Aujourd'hui à Innsbruck, le C.I.O. paraît vouloir s'attaquer de front au problème du dopage. Le C.I.O. ne peut guère faire que des recommandations et des exemples. Quand les premières ne suffisent plus, les seconds donnent à réfléchir.

M. C.

LES RESULTATS

BORSLEIGH A QUATRE

1. B.D.A. 1 min. 49 sec. 7.
2. R.P.A. 1 min. 49 sec. 69.
3. Suisse 2, 1 min. 49 sec. 77.
10. France 1 min. 51 sec. 41.

PATINAGE ARTISTIQUE DAMES

1. D. Hamill (E.-U.), 193,80 pts (9 places); 2. D. De Lencu (Pays-Bas), 192,24 pts (20 places); 3. G. Zalta (R.D.A.), 184,16 pts (23 places), etc.

PATINAGE DE VITESSE

MEILLEURES 1 500 MÈTRES

1. Steinhilber (Autr.), 1 min. 59 sec. 39; 2. Komadov (U.R.S.S.), 1 min. 59 sec. 91; 3. Van Heeren (Pays-Bas), 2 min. 07 sec.

BIATHLON par équipes

1. U.R.S.S.; 2. Finlande; 3. R.D.A.; 7. France.

HOCKEY SUR GLACE

Groupe B : Japon bat Bulgarie 7 à 3; Roumanie bat Suisse 4 à 3; Autriche bat Yougoslavie 3 à 1.

مكتبة من الأصل

RADIO-TELEVISION

SCIENCE ET FICTION OUTRE-MANCHE

Darwin aurait cent heures par an

QUESTION : comment ouvrir à un vaste public le monde scientifique ? Comment lui présenter Thales, Newton ou Copernic, comment lui expliquer la relativité, la psychanalyse ou le mystère des pierres de Stonehenge ? Il n'y a pas trente-six réponses, il y en a trois : la dramatique, le documentaire ou le débat. Trois solutions plus ou moins satisfaisantes, plus ou moins coûteuses selon les cas, aux problèmes qui consistent justement à poser un problème.

Passons sur le débat : la plupart du temps, il vise trop haut ou trop bas, et puis s'étonne de manquer la cible. Ceux qui doutent des sujets n'ont rien à en retirer. Ceux qui l'ignorent ont tout à en redouter : complètement dépassés, ils se sentent rejetés dans des abîmes de perplexité honteuse.

Le documentaire dans ce domaine offre évidemment, et par son prix relativement modeste et par sa souplesse, des possibilités souvent exploitées. Surtout à l'étranger. Et notamment en Grande-Bretagne. Songez que la B.B.C. occupe, à plein temps, une trentaine de producteurs répartis entre les services des sciences, d'histoire et d'archéologie. Ils se partagent plus de cent heures d'antenne par an. Lesquelles ? Les meilleures : 20 h. 10 souvent, 21 h. 20 parfois. Ne vous en étonnez pas. J'ai rarement rien vu d'aussi passionnant qu'une récente enquête intitulée *Froidement* de L. H. H. B. sur la façon dont Michelangelo Ventrone réussit à déchiffrer l'alphabet crétois en 1963. On suit cela haletant, un vrai film policier, avec, de surcroît, l'impressionnante de pouvoir traquer de haut ce mégalomane de Sir Arthur Evans.

Quant à l'expérience vécue — je ne dis pas romancée — d'explorateurs, de savants, de Scott à Humboldt, en passant par Freud et bientôt Marie Curie, leur expérience retrouvée à travers les correspondances, les livres, les journaux intimes et les témoignages de l'époque, les Anglais en raffolent. Si cela ne coûtait pas si cher, ils s'achèteraient à la chaîne. Ils le font du reste et de la façon la plus triviale, la plus réaliste qui soit. Attention : le commentaire est là pour situer, d'une voix « off », le débat à son juste niveau. Aucune vulgarité dans cette vulgarisation.

Il fallait voir dans la série : « Les microbes et les hommes », ce petit médecin de campagne, un certain Koch (oui, le bacille) arracher à sa chienne de femme la permission d'aller s'installer à Berlin pour y poursuivre ses recherches. Et un peu plus tard, la tête de Pasteur icelle d'un acteur très apprécié des téléspectateurs, planté, incrédule, furibard, devant un cageot de poules pleines de santé et de culot : elles étaient censées crever du choléra que Chamberland était censé leur avoir inoculé. « Enfin, qu'est-ce qui s'est passé ? » Eh bien ! voilà, c'était la veille de son départ en vacances ; il l'a fait, oui, mais à son retour quinze jours après. Ordre bref, impératif, de recommencer. Et vite ! En trois minutes on a compris, on a découvert et le vaccin et le caractère du « patron ».

Merveilleux raccourci. Et très apprécié du public. De tous les publics : sortie du même moule, l'histoire et l'actualité de la Joie, ce grand handicapé autour d'un livre de mémoires, n'a-t-elle pas reçu au titre de documentaire le prix Italia 1974 ? Encore une remarque : alors que la B.B.C. — elle ne vit que de la redevance, ne l'oublions pas — est obligée de rogner sur tous ses budgets, elle fait une exception pour ces départements-là justement. Cette section a même vu ses crédits augmenter de 10 %.

Et pendant ce temps-là, que fait-on ? On interrompt la série de Gérard Chouhan (elle contient déjà trois moments de l'histoire des idées incarnées par Einstein, Giordano Bruno et Cuvier), après l'excellent *Darwin* de dimanche sur FR3. S'il est plus glorieux, plus grand, bref plus stylé, que ce dont nous venons de parler, rien que de vouloir : en l'absence de toute autre explication, ou presque, c'est aux seuls personnages que l'on confie le soin d'éclairer notre lanterne et, que voulez-vous, même autour d'une tasse de thé, une discussion sur l'origine des espèces exige, un langage, une formulation, assez différents de ceux qu'on emploie pour dire : Passe-moi le sucre.

Charles Darwin — c'est Yves Kerboul, il est bouleversant, — nous le rencontrons à Down, cette grande propriété dans le Kent, à vingt miles de Londres,

où il s'installe deux ans après son voyage autour du monde pour ne plus en bouger jusqu'à sa mort en 1882. Nous l'accompagnons dans ses promenades à travers champs, à travers bois, avec son chien Polly. Nous partageons ses scrupules, j'allais dire sa panique — il en était malade littéralement — à la perspective de livrer à l'Angleterre victorienne une théorie aussi neuve, aussi révolutionnaire. En affirmant que les espèces ne sont pas immuables. « J'ai l'impression d'avoir un meurtre », écrivait-il. Et nous assistons à son désarroi quand, pris de court par Alfred Wallace, arrivé aux mêmes conclusions au même moment, il croira devoir renoncer, par probité intellectuelle, après vingt ans de travail, à la publication de son ouvrage. Nous l'entendons confier à ses amis, au géologue Charles Lyell, au botaniste Joseph Hooker, à quelles conclusions l'ont amené ses observations sur les tortues des Galapagos. Et leur citer l'essai sur le principe de population de Malthus, source de sa propre explication, fondée, elle, sur la sélection naturelle d'un transformisme héréditaire — il ne l'a jamais admis et pourtant ! — de Lamarck.

La fameuse empoignade entre Thomas Huxley, fervent supporteur de Darwin, et les Anglais viennent de lui consacrer une dramatique et Wilberford, l'évêque d'Oxford, lors d'une tumultueuse séance à la British Association en 1880, Chouhan l'a traitée en eau forte. Scène d'un comique assez terrifiant qui permet de mesurer, au scandale qu'il a provoqué, le génie du naturaliste.

CLAUDE SARRAUTE.

* Darwin, le dimanche 15 février, FR3, 21 h. 20.

L'ÉCHO DES POSTES

INSOLITE

Dans ce pays improbable — il existe, il reviens, — la radiodiffusion invite volontiers les romanciers, ces panacées pauvres de la littérature qui se nourrissent de décousures que de fiction. Même pour une seule émission, la radio leur paie le voyage en T.E.E. à huit dans un palace avec télévision et radio, bien entendu. Les rédacteurs ont rompu le lien avec attention le livre dont ils doivent parler. Ils semblent heureux de retrouver leurs invités, heureux de les voir, de leur parler, de les écouter. Ils leur donnent parfois deux heures d'antenne. Quand cela termine sur le coup de minuit, rédacteurs et techniciens se font un plaisir d'aller terminer la soirée au whisky avec leur invité et jamais ils ne se contentent d'un verre d'eau minérale vite bu au hicro du coin. Le directeur de la station vient généralement rejoindre son équipe et ramène tout le monde. Plus tard, encore, tout le monde est invité à souper en dehors de la ville. Parfois, dans un hôtel de luxe où l'on a réservé toute une salle à manger pour une seule table.

On a le temps de lire dans ce pays, le temps de boire et de manger, de discuter et de sourire. Le temps de vivre. Cela se passe très loin de la scène parisienne, à Bruxelles, à 300 kilomètres à peine de Paris. Dans un autre monde.

PATRIOTIQUE

Les Jeux Olympiques en direct, une de ces raisons d'être de la télévision puisqu'il faut bien admettre que pour transmettre d'interminables débats la radio suffit amplement. Quel plaisir de s'écouler dans un hautain profond devant son poste et de regarder des forces du monde sur dans la neige ou sur la glace ! Quel plaisir aussi de voir des bipèdes parvenus à délier la pesanteur et la quatrième dimension pour tracer d'éblouissantes arabesques dans l'impossible ! Mais quelle erreur de retravailler ensuite les cérémonies protocolaires de la remise des médailles ! Plus dure sera la chute, car, de l'actualité, on retombe durement sur notre mère patrie. La planète des drapeaux, des hymnes nationaux et des sentiments tricolores. Houx et patrie, rien ne manque à la fête : musique militaire, apais roses maladroitemment décalées par des soldats, vagues respectueux et fanfares des médailles, danses des écoles transformées en corbeilles de fleurs. Et même les champions trébuchant dans le ridicule, mal en équilibre sur leurs papins qui doivent escalader le podium.

Au fait, pourquoi garder aux pieds ces paillards ? Les skieurs gardent-ils leurs skis pour monter sur le podium et les régatisers y viennent-ils avec leur accastillage ?

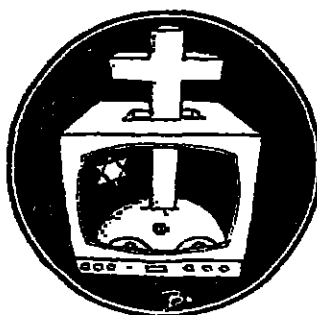
J. Sg.

CATHERINE B. CLÉMENT.

* Europe 1, 6 h. 50, tous les matins.

LA FAMILLE DE GÉRARD PATRIS

Épopée catholique d'une France provinciale



PATRIERS. Un cimetière dans le brouillard. Une tombe. Une famille se recueille. Ce n'est pas tout à fait par hasard si le film de Gérard Patris commence par l'image de la mort. « La Famille de mon frère » est un peu ce que Gérard Patris avait à dire à sa mère — qui repose là sous les fleurs et les feuilles rousses. Un message, un compte à régler aussi. Ce qu'il fait éclater, grâce à l'aide de son frère Francis, de sa femme et de leurs treize enfants — héros volontaires et courageux de ce documentaire — sur une vie quotidienne, c'est la présence de la mort dans la famille. Sous l'apparence solide, entérée, du bonhomme catholique, derrière les convalescents dans les couloirs, les gâteaux que l'on prépare, les fêtes, le chapeau familial et les leçons morales, les fissures sont partout. Et les parents ne les voient pas. Préoccupés d'accomplir la mission obscure confiée par Dieu et la nation, sans poser de questions, ils n'écourent pas la souffrance adolescente exposée de Marie-Agnès, professeur dans un lycée, l'abandonnée (irréversible) d'Éric, jeune marié, la révolte brouillonne de Stéphane, les appels au dialogue, à la communication.

La « Famille ». Dans ce cocoon épais, ce bloc opaque, se noient les désirs individuels, et la vie. Peu importe, la famille continue, et, à travers elle, une certaine France : celle de la majorité silencieuse, sérieuse, bourgeoise, faite de désespoirs cachés, d'énergies tues dans une totale neutralité. La famille Patris a treize enfants. Élevée dans la foi, elle s'efforce sur soi-même, elle affirme sa réussite triomphante, aveugle au monde, aux autres, à elle-même.

Il a fallu, une caméra, un film — avec la tension que représente l'idée d'être entendu de six cent mille personnes — pour que quelques-uns des enfants rompent le silence, jettent leur message comme une bouteille à la mer. Ils ont parlé comme ils l'ont voulu (ou pu), et pas tous.

Devant la caméra, ou en dehors, par écrit, enfermés en eux-mêmes, seuls devant un magnétophone. Cris troublants qui brouillent l'image autoritaire, l'idée du bonhomme affirmée par la mère. Confessions palpitantes, comme celle d'Éric, que Mireille, sa femme, écoute et découvre devant nous, enregistrée sur un magnétophone. Scène dramatique, Mireille ne le supporte pas. L'équilibre du couple vacille. Comme pourrait vaciller toute la famille dans ces moments aigus où des choses sont dites, qui étaient tues, où des reproches sont formulés, des vérités prononcées. Et enfin entendues.

Un « mystère »

Fallait-il les dire ? Gérard Patris pouvait maîtriser tout ce qui pouvait arriver dans cette expérience, qui n'est pas loin d'une séance de psychiatrie, mais qui est aussi un film ? N'était-ce pas dangereux ? Si, cela l'était. A n'importe quel moment, cela pouvait tourner mal, « il suffisait d'appuyer le bouton », dit-il. C'est pour lui une question d'attitude, de présence permanente, un accompagnement, il n'est pas question de l'abandonner au milieu. C'est quelque chose que je partageais avec eux, c'était grave et pénible, et non facile. J'étais partagé moi-même par des sentiments contradictoires. Je profitais de quelque chose en même temps que l'apportais quelque chose. J'aurais une faiblesse puissante — que me donnait l'outil audiovisuel — avec laquelle je pouvais le berner, et ils craignaient que je le fasse. J'avais l'impression d'avoir la caméra d'Abraham levée au-dessus de son fils. Ils étaient les victimes consentantes. « Tournés dans le plus grand silence — un silence que l'on touche des doigts tout au long du film — les témoignages se superposent aux déclarations rigides de la mère, aux questions plus inquiètes du père, aux promenades lentes dans les jardins, aux gestes saisis, quotidiens, aux

visages qui soudain se crispent, baugent, aux choses non dites, aux « riens ». La caméra de Gérard Patris saisit les minuscules filaments invisibles qui relient les êtres les uns aux autres, ceux qui se brisent, ceux qui se nouent. C'est dans ce mouvement — dans la modification hasardeuse du bloc familial — que surgissent pour nous les fils directeurs de la compréhension.

Gérard Patris n'est pas allé jusqu'au bout. Il ne le pouvait sans prendre le risque de faire éclater l'unité de la famille. Les limites du film sont celles du chemin parcouru par les Patris, une aventure assez terrible. L'image panélatrice de leur réalité offerte par eux comme un « don » un peu sacré, et que l'on reçoit ainsi, contient des vérités. Il ne s'agit pas, en effet, de juger, de condamner ou d'approfondir le père, la mère, l'un des enfants, mais de comprendre les mécanismes, les transmissions, les blocages héréditaires, chacun des « nœuds » où commence la mort. C'est déjà beaucoup. C'est peut-être parce que la famille Patris a compris l'inconscience que le propos du film dépassait largement sa propre aventure qu'elle a pu s'offrir avec autant d'innocence, si l'on peut redonner à ce mot un sens biblique, pour le dire, en effet, un peu un « mystère » qui a été joué. Même si eux-mêmes n'ont pas compris tout ce qu'ils ont donné, ils ont senti qu'il « fallait » le donner. Épopée familiale d'ordre spirituel, « la Famille de mon frère » est la nôtre. Leur représentation rituelle devrait nous permettre — un peu douloureusement — d'avancer.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Dimanche 22 février, FR3, 20 h. 30.

Pierre Bonte et ses philosophes du matin

Le Christophe Colomb de Chavignol

Tous les matins, à l'heure précoce où s'ébranle le monde du travail, des personnages légendaires et vivants font sortir du poste de radio leur présence, leur langage. Pendant quatre minutes, et puis ils disparaissent. L'équipe de « Vive la vie », dont le principe consiste à aller enregistrer dans leur cadre de vie des « gens heureux », entoure « ses » personnages d'une tendresse attentive. « Les gens que je présente, je les aime », dit Pierre Bonte. On se met à l'écoute et voici des accents, des patois, des phrases miraculeuses, des parlers, de la vie en bandes magnétiques. Ce sont autant de petites cantates, de morceaux d'anthologie.

Il est paysan dans le Jura, et refuse tout progrès. Il ne veut aucun des appareillages les plus élémentaires de notre vie actuelle. Une auto ? Pour quoi faire, pour aller où, pour voir qui ? Lui, reste avec ses vaches : « Y a des fois, elles viennent me renifler. » Le reste du temps, il lit, au point de dire, tranquille, qu'il a tout lu. Un autre, dans l'Arèche, où d'expéditions limitées, vend des champignons, les énumère en litanies de bolets, lactaires, couillelles, et le reste du temps, il tricote. « Maille de riz, maille à l'endroit, maille à l'envers. » Il aime la compagnie : « Quand j'essaie la croûte, y a un rouge-gorge qui vient avec moi. » Ou encore : « J'aime bien le sourire de quelqu'un. J'ai un bon sourire, c'est celui de mon chien. »

Elle est photographe, dans le Nord. C'était un gouvernante de curé, et puis l'a trahie à la photographie. Depuis, elle photographie les enfants, les nœuds, les groupes, et elle glorifie la vie, dans une mélodie intérieure qui, assez vite, prend son vol sans souci de l'interlocuteur : « Vous savez que c'est beau d'avoir de bons yeux et de regarder... le papillon, là... Écoutez ces petits oiseaux, comme ils se répondent. Je ne sais pas si les hirondelles sont parties... Non, non, il y en a encore... C'est merveilleux d'avoir des jambes. »

Celle-là est centenaire, et elle se met

à parler, non pas de sa mère, mais de sa « maman », comme si elle avait encore les quinze ans auxquels, quelque part, elle a choisi de s'arrêter pour vivre. Elle a refusé tous ses prétendants, et cette idée la fait rire doucement ; elle joue du piano, encore, tout en riant encore : « Mes doigts sont raides comme la justice. »

Ethnologues à leur manière

Pierre Bonte et ses deux reporters, Alexandre Lichan et Laurent Cabrol, s'émouvent encore de les rencontrer. Ils sont là, entourant de gestes l'appareil à faire sortir les voix, ponctuant, tendant l'oreille, guettant la flexion, l'expression, le cristal de la langue : « Le jour n'a jamais failli... il se polir à son heure. » Il y a de l'émotion renouvelée dans cette écoute qui rend ces sociologues à leur manière, de plus en plus poètes. La parole des personnages provoque un effet de familiarité étrangère, de drôlerie, qui, répétée, réentendue, accède au poétique, et touche au plus profond des effets de langage.

Cet aspect poétique, Pierre Bonte l'appelle à une bouffée de fraîcheur et de vérité. A la suite de « Bonjour, monsieur le maire » qu'il a animé pendant plus de quinze ans sur Europe 1, il a mis sur pied « Vive la vie ». Douze minutes pour une tranche de vie communale, quatre minutes pour une tranche de vie singulière : « On plonge dans la vie des gens. » Parfois, les apparitions se prolongent sur le petit écran : « Petit Rapporteur », parfois même, certains, certaines se présentent, perdent l'axe de leur vie, troubles par les retombées d'une soudaine et ponctuelle célébrité. « J'ai eu l'impression, dira-t-il, d'être un petit explorateur, comme si j'étais le premier à fouler le sol provincial. » De l'explorateur, il a l'amour de l'autocritique, la tendresse émue et vigilante de celui qui écoute son enfant dire

ses premiers mots, et la curiosité en éveil prête à tout enregistrer au vol. De l'ethnologue, il a le goût des hommes et de leurs différences : « un disque, j'ai avec des bouts de « Bonjour, monsieur le maire », a été préfacé par le grand ethnologue français, fondateur des Arts et traditions populaires, Georges-Henri Rivière.

Mais là n'est pas l'objectif de l'émission, on s'en douterait. Destinée à tous ceux qui vont se mettre au travail, c'est « une leçon d'humanité », de « son moral », une leçon de vie. « Un peu de pittoresque, un peu de tendresse le matin, ça aide à vivre », disent-ils. Bien sûr, il y a un moment où Bonte vacille : « On a tendance à prendre des gens qui ont une vue optimiste des choses. » Sa figure expressive s'attriste, se détourne. « Il y a des gens malheureux, c'est vrai. » Un temps, puis : « J'ai choisi de faire entendre des gens qui ont triomphé par leur force de caractère. Peut-être que je suis un peu égoïste. » Bien sûr, il y a tous les autres, qui ne sont pas des personnages.

Heureux les lis des champs

Certes. Et quand on accroche au vol ce ramard volant, on commence à entendre aussi des absences. Tous les personnages sont mieux, d'âge s'entend, puisque l'émission montre toujours leur exceptionnelle jeunesse d'esprit. Le charme de leur voix vient souvent de la lenteur d'une élocution à l'ancienne, d'une découpe des mots due autant à l'accent qu'à l'âge. Mais alors, les jeunes. Car il y aurait bien des personnages de réfugiés écologiques dans des coins perdus, des figures de tous ces instruments de musique des hippies même, certains, certaines se présentent, perdant l'axe de leur vie, troubles par les retombées d'une soudaine et ponctuelle célébrité. « J'ai eu l'impression, dira-t-il, d'être un petit explorateur, comme si j'étais le premier à fouler le sol provincial. » De l'explorateur, il a l'amour de l'autocritique, la tendresse émue et vigilante de celui qui écoute son enfant dire

RADIO-TELEVISION

Samedi 14 février

CHAINE I : TF1
20 h. 30. Variétés : Numéro un, de M. et G. Carver (Dolby). 21 h. 30. Feuilleton : Grand-Père Viking. 22 h. 30. Reflets de la danse : 23 h. J.O. d'hiver (résumé filmé).

CHAINE II : A2
20 h. 30. Vaudeville : le Saut du lit, de R. Cooney et J. Chaplin, adapt. M. Mithou, mise en scène J. Le Poulain, avec P. Karim, G. Tréjean, A. Didier et J. Verlier.
Trois couples conviennent à la même heure la même appartenance pour y accomplir des festins érotiques.
22 h. 5. Variétés : Dix de der, de P. Bouvard.

CHAINE III : FR3
19 h. Pour les jeunes : les Osmond Brothers. Jeux de poings et Formosope. 19 h. 40. Un village, un événement : 20 h. Courts métrages.
20 h. 30. Cinéma 18 (R) : La Maison d'Albert, de S. Joubert. Réal. B. Cantillon. Avec S. Joubert, A. Adam, O. Darrieu, S. Meyer.
Un jeune marié et un ride et deux autres tentent d'écouter à leur solitude dans un paysage pittoresque où l'ennui se mêle au bel air du samedi soir. On l'on s'accroche à la terre pour mieux tenir contre les vents.

FRANCE-CULTURE
17 h. 30 (R). 1950-1975 : le troisième quart du siècle (année 1957), par G. Cézouan. 19 h. 15. Communauté radio-phonique.
20 h. Poésie : 20 h. 5. « L'âme et l'âme », de G. Suchaut, avec J.-P. Laroche, S. Joubert, réal. J. Rollin-Welz. 21 h. 51. Ad lib, par M. de Bréville. 22 h. 5. « La fugue du samedi », de M. de Bréville. 23 h. 5. « La fugue du samedi », de M. de Bréville. 23 h. 5. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE
19 h. 30 (R). Soirée lyrique, en direct de l'Opéra de Paris : « La Force du destin » (Verdi), avec M. Arroyo, K. Prieg, G. Bequer, direction Julius Rudel. 21 h. (R). Poésie : « Docteur Faustus », de T. Mann, musique d'A. Leventuch.

ABRÉVIATIONS
Dans un supplément radio-télévision, les abréviations (*) renvoient à la rubrique éconter, voir, ou aux articles de première page de l'encart : (R) indique des émissions sortant de l'antenne ; (S) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie ; (C) les programmes de TF1 passant en couleurs sur FR3, en province.

Dimanche 15 février

CHAINE I : TF1
9 h. 30 (C). Emissions religieuses et philosophiques : 12 h. 45. Concours de la chanson française (demi-finale). 13 h. 20 (C). (R). Le petit rapporteur : 14 h. 5 (C). Sports : Direct à la une. 17 h. 15 (R). Film : « Les Aventures de Robin des Bois », de Curtiz et W. Keighley (1938), avec E. Flynn, O. de Havilland, B. Rathbone, Cl. Rains.
Au douzième siècle, un jeune seigneur saxon lutte, avec les hors-la-loi de la forêt de Sherwood, contre le prince Jean, qui opprime l'Angleterre pendant la captivité du roi Richard. Un superbe classique du cinéma d'aventures médiéval.

CHAINE II : A2
12 h. 30. J.O. d'hiver (saut spécial), reprise à 15 h. 15, 18 h. 19 h. 20 h. 21 h. 22 h. 23 h. 24 h. 25 h. 26 h. 27 h. 28 h. 29 h. 30 h. 31 h. 32 h. 33 h. 34 h. 35 h. 36 h. 37 h. 38 h. 39 h. 40 h. 41 h. 42 h. 43 h. 44 h. 45 h. 46 h. 47 h. 48 h. 49 h. 50 h. 51 h. 52 h. 53 h. 54 h. 55 h. 56 h. 57 h. 58 h. 59 h. 60 h. 61 h. 62 h. 63 h. 64 h. 65 h. 66 h. 67 h. 68 h. 69 h. 70 h. 71 h. 72 h. 73 h. 74 h. 75 h. 76 h. 77 h. 78 h. 79 h. 80 h. 81 h. 82 h. 83 h. 84 h. 85 h. 86 h. 87 h. 88 h. 89 h. 90 h. 91 h. 92 h. 93 h. 94 h. 95 h. 96 h. 97 h. 98 h. 99 h. 100 h. 101 h. 102 h. 103 h. 104 h. 105 h. 106 h. 107 h. 108 h. 109 h. 110 h. 111 h. 112 h. 113 h. 114 h. 115 h. 116 h. 117 h. 118 h. 119 h. 120 h. 121 h. 122 h. 123 h. 124 h. 125 h. 126 h. 127 h. 128 h. 129 h. 130 h. 131 h. 132 h. 133 h. 134 h. 135 h. 136 h. 137 h. 138 h. 139 h. 140 h. 141 h. 142 h. 143 h. 144 h. 145 h. 146 h. 147 h. 148 h. 149 h. 150 h. 151 h. 152 h. 153 h. 154 h. 155 h. 156 h. 157 h. 158 h. 159 h. 160 h. 161 h. 162 h. 163 h. 164 h. 165 h. 166 h. 167 h. 168 h. 169 h. 170 h. 171 h. 172 h. 173 h. 174 h. 175 h. 176 h. 177 h. 178 h. 179 h. 180 h. 181 h. 182 h. 183 h. 184 h. 185 h. 186 h. 187 h. 188 h. 189 h. 190 h. 191 h. 192 h. 193 h. 194 h. 195 h. 196 h. 197 h. 198 h. 199 h. 200 h. 201 h. 202 h. 203 h. 204 h. 205 h. 206 h. 207 h. 208 h. 209 h. 210 h. 211 h. 212 h. 213 h. 214 h. 215 h. 216 h. 217 h. 218 h. 219 h. 220 h. 221 h. 222 h. 223 h. 224 h. 225 h. 226 h. 227 h. 228 h. 229 h. 230 h. 231 h. 232 h. 233 h. 234 h. 235 h. 236 h. 237 h. 238 h. 239 h. 240 h. 241 h. 242 h. 243 h. 244 h. 245 h. 246 h. 247 h. 248 h. 249 h. 250 h. 251 h. 252 h. 253 h. 254 h. 255 h. 256 h. 257 h. 258 h. 259 h. 260 h. 261 h. 262 h. 263 h. 264 h. 265 h. 266 h. 267 h. 268 h. 269 h. 270 h. 271 h. 272 h. 273 h. 274 h. 275 h. 276 h. 277 h. 278 h. 279 h. 280 h. 281 h. 282 h. 283 h. 284 h. 285 h. 286 h. 287 h. 288 h. 289 h. 290 h. 291 h. 292 h. 293 h. 294 h. 295 h. 296 h. 297 h. 298 h. 299 h. 300 h. 301 h. 302 h. 303 h. 304 h. 305 h. 306 h. 307 h. 308 h. 309 h. 310 h. 311 h. 312 h. 313 h. 314 h. 315 h. 316 h. 317 h. 318 h. 319 h. 320 h. 321 h. 322 h. 323 h. 324 h. 325 h. 326 h. 327 h. 328 h. 329 h. 330 h. 331 h. 332 h. 333 h. 334 h. 335 h. 336 h. 337 h. 338 h. 339 h. 340 h. 341 h. 342 h. 343 h. 344 h. 345 h. 346 h. 347 h. 348 h. 349 h. 350 h. 351 h. 352 h. 353 h. 354 h. 355 h. 356 h. 357 h. 358 h. 359 h. 360 h. 361 h. 362 h. 363 h. 364 h. 365 h. 366 h. 367 h. 368 h. 369 h. 370 h. 371 h. 372 h. 373 h. 374 h. 375 h. 376 h. 377 h. 378 h. 379 h. 380 h. 381 h. 382 h. 383 h. 384 h. 385 h. 386 h. 387 h. 388 h. 389 h. 390 h. 391 h. 392 h. 393 h. 394 h. 395 h. 396 h. 397 h. 398 h. 399 h. 400 h. 401 h. 402 h. 403 h. 404 h. 405 h. 406 h. 407 h. 408 h. 409 h. 410 h. 411 h. 412 h. 413 h. 414 h. 415 h. 416 h. 417 h. 418 h. 419 h. 420 h. 421 h. 422 h. 423 h. 424 h. 425 h. 426 h. 427 h. 428 h. 429 h. 430 h. 431 h. 432 h. 433 h. 434 h. 435 h. 436 h. 437 h. 438 h. 439 h. 440 h. 441 h. 442 h. 443 h. 444 h. 445 h. 446 h. 447 h. 448 h. 449 h. 450 h. 451 h. 452 h. 453 h. 454 h. 455 h. 456 h. 457 h. 458 h. 459 h. 460 h. 461 h. 462 h. 463 h. 464 h. 465 h. 466 h. 467 h. 468 h. 469 h. 470 h. 471 h. 472 h. 473 h. 474 h. 475 h. 476 h. 477 h. 478 h. 479 h. 480 h. 481 h. 482 h. 483 h. 484 h. 485 h. 486 h. 487 h. 488 h. 489 h. 490 h. 491 h. 492 h. 493 h. 494 h. 495 h. 496 h. 497 h. 498 h. 499 h. 500 h. 501 h. 502 h. 503 h. 504 h. 505 h. 506 h. 507 h. 508 h. 509 h. 510 h. 511 h. 512 h. 513 h. 514 h. 515 h. 516 h. 517 h. 518 h. 519 h. 520 h. 521 h. 522 h. 523 h. 524 h. 525 h. 526 h. 527 h. 528 h. 529 h. 530 h. 531 h. 532 h. 533 h. 534 h. 535 h. 536 h. 537 h. 538 h. 539 h. 540 h. 541 h. 542 h. 543 h. 544 h. 545 h. 546 h. 547 h. 548 h. 549 h. 550 h. 551 h. 552 h. 553 h. 554 h. 555 h. 556 h. 557 h. 558 h. 559 h. 560 h. 561 h. 562 h. 563 h. 564 h. 565 h. 566 h. 567 h. 568 h. 569 h. 570 h. 571 h. 572 h. 573 h. 574 h. 575 h. 576 h. 577 h. 578 h. 579 h. 580 h. 581 h. 582 h. 583 h. 584 h. 585 h. 586 h. 587 h. 588 h. 589 h. 590 h. 591 h. 592 h. 593 h. 594 h. 595 h. 596 h. 597 h. 598 h. 599 h. 600 h. 601 h. 602 h. 603 h. 604 h. 605 h. 606 h. 607 h. 608 h. 609 h. 610 h. 611 h. 612 h. 613 h. 614 h. 615 h. 616 h. 617 h. 618 h. 619 h. 620 h. 621 h. 622 h. 623 h. 624 h. 625 h. 626 h. 627 h. 628 h. 629 h. 630 h. 631 h. 632 h. 633 h. 634 h. 635 h. 636 h. 637 h. 638 h. 639 h. 640 h. 641 h. 642 h. 643 h. 644 h. 645 h. 646 h. 647 h. 648 h. 649 h. 650 h. 651 h. 652 h. 653 h. 654 h. 655 h. 656 h. 657 h. 658 h. 659 h. 660 h. 661 h. 662 h. 663 h. 664 h. 665 h. 666 h. 667 h. 668 h. 669 h. 670 h. 671 h. 672 h. 673 h. 674 h. 675 h. 676 h. 677 h. 678 h. 679 h. 680 h. 681 h. 682 h. 683 h. 684 h. 685 h. 686 h. 687 h. 688 h. 689 h. 690 h. 691 h. 692 h. 693 h. 694 h. 695 h. 696 h. 697 h. 698 h. 699 h. 700 h. 701 h. 702 h. 703 h. 704 h. 705 h. 706 h. 707 h. 708 h. 709 h. 710 h. 711 h. 712 h. 713 h. 714 h. 715 h. 716 h. 717 h. 718 h. 719 h. 720 h. 721 h. 722 h. 723 h. 724 h. 725 h. 726 h. 727 h. 728 h. 729 h. 730 h. 731 h. 732 h. 733 h. 734 h. 735 h. 736 h. 737 h. 738 h. 739 h. 740 h. 741 h. 742 h. 743 h. 744 h. 745 h. 746 h. 747 h. 748 h. 749 h. 750 h. 751 h. 752 h. 753 h. 754 h. 755 h. 756 h. 757 h. 758 h. 759 h. 760 h. 761 h. 762 h. 763 h. 764 h. 765 h. 766 h. 767 h. 768 h. 769 h. 770 h. 771 h. 772 h. 773 h. 774 h. 775 h. 776 h. 777 h. 778 h. 779 h. 780 h. 781 h. 782 h. 783 h. 784 h. 785 h. 786 h. 787 h. 788 h. 789 h. 790 h. 791 h. 792 h. 793 h. 794 h. 795 h. 796 h. 797 h. 798 h. 799 h. 800 h. 801 h. 802 h. 803 h. 804 h. 805 h. 806 h. 807 h. 808 h. 809 h. 810 h. 811 h. 812 h. 813 h. 814 h. 815 h. 816 h. 817 h. 818 h. 819 h. 820 h. 821 h. 822 h. 823 h. 824 h. 825 h. 826 h. 827 h. 828 h. 829 h. 830 h. 831 h. 832 h. 833 h. 834 h. 835 h. 836 h. 837 h. 838 h. 839 h. 840 h. 841 h. 842 h. 843 h. 844 h. 845 h. 846 h. 847 h. 848 h. 849 h. 850 h. 851 h. 852 h. 853 h. 854 h. 855 h. 856 h. 857 h. 858 h. 859 h. 860 h. 861 h. 862 h. 863 h. 864 h. 865 h. 866 h. 867 h. 868 h. 869 h. 870 h. 871 h. 872 h. 873 h. 874 h. 875 h. 876 h. 877 h. 878 h. 879 h. 880 h. 881 h. 882 h. 883 h. 884 h. 885 h. 886 h. 887 h. 888 h. 889 h. 890 h. 891 h. 892 h. 893 h. 894 h. 895 h. 896 h. 897 h. 898 h. 899 h. 900 h. 901 h. 902 h. 903 h. 904 h. 905 h. 906 h. 907 h. 908 h. 909 h. 910 h. 911 h. 912 h. 913 h. 914 h. 915 h. 916 h. 917 h. 918 h. 919 h. 920 h. 921 h. 922 h. 923 h. 924 h. 925 h. 926 h. 927 h. 928 h. 929 h. 930 h. 931 h. 932 h. 933 h. 934 h. 935 h. 936 h. 937 h. 938 h. 939 h. 940 h. 941 h. 942 h. 943 h. 944 h. 945 h. 946 h. 947 h. 948 h. 949 h. 950 h. 951 h. 952 h. 953 h. 954 h. 955 h. 956 h. 957 h. 958 h. 959 h. 960 h. 961 h. 962 h. 963 h. 964 h. 965 h. 966 h. 967 h. 968 h. 969 h. 970 h. 971 h. 972 h. 973 h. 974 h. 975 h. 976 h. 977 h. 978 h. 979 h. 980 h. 981 h. 982 h. 983 h. 984 h. 985 h. 986 h. 987 h. 988 h. 989 h. 990 h. 991 h. 992 h. 993 h. 994 h. 995 h. 996 h. 997 h. 998 h. 999 h. 1000 h. 1001 h. 1002 h. 1003 h. 1004 h. 1005 h. 1006 h. 1007 h. 1008 h. 1009 h. 1010 h. 1011 h. 1012 h. 1013 h. 1014 h. 1015 h. 1016 h. 1017 h. 1018 h. 1019 h. 1020 h. 1021 h. 1022 h. 1023 h. 1024 h. 1025 h. 1026 h. 1027 h. 1028 h. 1029 h. 1030 h. 1031 h. 1032 h. 1033 h. 1034 h. 1035 h. 1036 h. 1037 h. 1038 h. 1039 h. 1040 h. 1041 h. 1042 h. 1043 h. 1044 h. 1045 h. 1046 h. 1047 h. 1048 h. 1049 h. 1050 h. 1051 h. 1052 h. 1053 h. 1054 h. 1055 h. 1056 h. 1057 h. 1058 h. 1059 h. 1060 h. 1061 h. 1062 h. 1063 h. 1064 h. 1065 h. 1066 h. 1067 h. 1068 h. 1069 h. 1070 h. 1071 h. 1072 h. 1073 h. 1074 h. 1075 h. 1076 h. 1077 h. 1078 h. 1079 h. 1080 h. 1081 h. 1082 h. 1083 h. 1084 h. 1085 h. 1086 h. 1087 h. 1088 h. 1089 h. 1090 h. 1091 h. 1092 h. 1093 h. 1094 h. 1095 h. 1096 h. 1097 h. 1098 h. 1099 h. 1100 h. 1101 h. 1102 h. 1103 h. 1104 h. 1105 h. 1106 h. 1107 h. 1108 h. 1109 h. 1110 h. 1111 h. 1112 h. 1113 h. 1114 h. 1115 h. 1116 h. 1117 h. 1118 h. 1119 h. 1120 h. 1121 h. 1122 h. 1123 h. 1124 h. 1125 h. 1126 h. 1127 h. 1128 h. 1129 h. 1130 h. 1131 h. 1132 h. 1133 h. 1134 h. 1135 h. 1136 h. 1137 h. 1138 h. 1139 h. 1140 h. 1141 h. 1142 h. 1143 h. 1144 h. 1145 h. 1146 h. 1147 h. 1148 h. 1149 h. 1150 h. 1151 h. 1152 h. 1153 h. 1154 h. 1155 h. 1156 h. 1157 h. 1158 h. 1159 h. 1160 h. 1161 h. 1162 h. 1163 h. 1164 h. 1165 h. 1166 h. 1167 h. 1168 h. 1169 h. 1170 h. 1171 h. 1172 h. 1173 h. 1174 h. 1175 h. 1176 h. 1177 h. 1178 h. 1179 h. 1180 h. 1181 h. 1182 h. 1183 h. 1184 h. 1185 h. 1186 h. 1187 h. 1188 h. 1189 h. 1190 h. 1191 h. 1192 h. 1193 h. 1194 h. 1195 h. 1196 h. 1197 h. 1198 h. 1199 h. 1200 h. 1201 h. 1202 h. 1203 h. 1204 h. 1205 h. 1206 h. 1207 h. 1208 h. 1209 h. 1210 h. 1211 h. 1212 h. 1213 h. 1214 h. 1215 h. 1216 h. 1217 h. 1218 h. 1219 h. 1220 h. 1221 h. 1222 h. 1223 h. 1224 h. 1225 h. 1226 h. 1227 h. 1228 h. 1229 h. 1230 h. 1231 h. 1232 h. 1233 h. 1234 h. 1235 h. 1236 h. 1237 h. 1238 h. 1239 h. 1240 h. 1241 h. 1242 h. 1243 h. 1244 h. 1245 h. 1246 h. 1247 h. 1248 h. 1249 h. 1250 h. 1251 h. 1252 h. 1253 h. 1254 h. 1255 h. 1256 h. 1257 h. 1258 h. 1259 h. 1260 h. 1261 h. 1262 h. 1263 h. 1264 h. 1265 h. 1266 h. 1267 h. 1268 h. 1269 h. 1270 h. 1271 h. 1272 h. 1273 h. 1274 h. 1275 h. 1276 h. 1277 h. 1278 h. 1279 h. 1280 h. 1281 h. 1282 h. 1283 h. 1284 h. 1285 h. 1286 h. 1287 h. 1288 h. 1289 h. 1290 h. 1291 h. 1292 h. 1293 h. 1294 h. 1295 h. 1296 h. 1297 h. 1298 h. 1299 h. 1300 h. 1301 h. 1302 h. 1303 h. 1304 h. 1305 h. 1306 h. 1307 h. 1308 h. 1309 h. 1310 h. 1311 h. 1312 h. 1313 h. 1314 h. 1315 h. 1316 h. 1317 h. 1318 h. 1319 h. 1320 h. 1321 h. 1322 h. 1323 h. 1324 h. 1325 h. 1326 h. 1327 h. 1328 h. 1329 h. 1330 h. 1331 h. 1332 h. 1333 h. 1334 h. 1335 h. 1336 h. 1337 h. 1338 h. 1339 h. 1340 h. 1341 h. 1342 h. 1343 h. 1344 h. 1345 h. 1346 h. 1347 h. 1348 h. 1349 h. 1350 h. 1351 h. 1352 h. 1353 h. 1354 h. 1355 h. 1356 h. 1357 h. 1358 h. 1359 h. 1360 h. 1361 h. 1362 h. 1363 h. 1364 h. 1365 h. 1366 h. 1367 h. 1368 h. 1369 h. 1370 h. 1371 h. 1372 h. 1373 h. 1374 h. 1375 h. 1376 h. 1377 h. 1378 h. 1379 h. 1380 h. 1381 h. 1382 h. 1383 h. 1384 h. 1385 h. 1386 h. 1387 h. 1388 h. 1389 h. 1390 h. 1391 h. 1392 h. 1393 h. 1394 h. 1395 h. 1396 h. 1397 h. 1398 h. 1399 h. 1400 h. 1401 h. 1402 h. 1403 h. 1404 h. 1405 h. 1406 h. 1407 h. 1408 h. 1409 h. 1410 h. 1411 h. 1412 h. 1413 h. 1414 h. 1415 h. 1416 h. 1417 h. 1418 h. 1419 h. 1420 h. 1421 h. 1422 h. 1423 h. 1424 h. 1425 h. 1426 h. 1427 h. 1428 h. 1429 h. 1430 h. 1431 h. 1432 h. 1433 h. 1434 h. 1435 h. 1436 h. 1437 h. 1438 h. 1439 h. 1440 h. 1441 h. 1442 h. 1443 h. 1444 h. 1445 h. 1446 h. 1447 h. 1448 h. 1449 h. 1450 h. 1451 h. 1452 h. 1453 h. 1454 h. 1455 h. 1456 h. 1457 h. 1458 h. 1459 h. 1460 h. 1461 h. 1462 h. 1463 h. 1464 h. 1465 h. 1466 h. 1467 h. 1468 h. 1469 h. 1470 h. 1471 h. 1472 h. 1473 h. 1474 h. 1475 h. 1476 h. 1477 h. 1478 h. 1479 h. 1480 h. 1481 h. 1482 h. 1483 h. 1484 h. 1485 h. 1486 h. 1487 h. 1488 h. 1489 h. 1490 h. 1491 h. 1492 h. 1493 h. 1494 h. 1495 h. 1496 h. 1497 h. 1498 h. 1499 h. 1500 h. 1501 h. 1502 h. 1503 h. 1504 h. 1505 h. 1506 h. 1507 h. 1508 h. 1509 h. 1510 h. 1511 h. 1512 h. 1513 h. 1514 h. 1515 h. 1516 h. 1517 h. 1518 h. 1519 h. 1520 h. 1521 h. 1522 h. 1523 h. 1524 h. 1525 h. 1526 h. 1527 h. 1528 h. 1529 h. 1530 h. 1531 h. 1532 h. 1533 h. 1534 h. 1535 h. 1536 h. 1537 h. 1538 h. 1539 h. 1540 h. 1541 h. 1542 h. 1543 h. 1544 h. 1545 h. 1546 h. 1547 h. 1548 h. 1549 h. 1550 h. 1551 h. 1552 h. 1553 h. 1554 h. 1555 h. 1556 h. 1557 h. 1558 h. 1559 h. 1560 h. 1561 h. 1562 h. 1563 h. 1564 h. 1565 h. 1566 h. 1567 h. 1568 h. 1569 h. 1570 h. 1571 h. 1572 h. 1573 h. 1574 h. 1575 h. 1576 h. 1577 h. 1578 h. 1579 h. 1580 h. 1581 h. 1582 h. 1583 h. 1584 h. 1585 h. 1586 h. 1587 h. 1588 h. 1589 h. 1590 h. 1591 h. 1592 h. 1593 h. 1594 h. 1595 h. 1596 h. 1597 h. 1598 h. 1599 h. 1600 h. 1601 h. 1602 h. 1603 h. 1604 h. 1605 h. 1606 h. 1607 h. 1608 h. 1609 h. 1610 h. 1611 h. 1612 h. 1613 h. 1614 h. 1615 h. 1616 h. 1617 h. 1618 h. 1619 h. 1620 h. 1621 h. 1622 h. 1623 h. 1624 h. 1625 h. 1626 h. 1627 h. 1628 h. 1629 h. 1630 h. 1631 h. 1632 h. 1633 h. 1634 h. 1635 h. 1636 h. 1637 h. 1638 h. 1639 h. 1640 h. 1641 h. 1642 h. 1643 h. 1644 h. 1645 h. 1646 h. 1647 h. 1648 h. 1649 h. 1650 h. 1651 h. 1652 h. 1653 h. 1654 h. 1655 h. 1656 h. 1657 h. 1658 h. 1659 h. 1660 h. 1661 h. 1662 h. 1663 h. 1664 h. 1665 h. 1666 h. 1667 h. 1668 h. 1669 h. 1670 h. 1671 h. 1672 h. 1673 h. 1674 h. 1675 h. 1676 h. 1677 h. 1678 h. 1679 h. 1680 h. 1681 h. 1682 h. 1683 h. 1684 h. 1685 h. 1686 h. 1687 h. 1688 h. 1689 h. 1690 h. 1691 h. 1692 h. 1693 h. 1694 h. 1695 h. 1696 h. 1697 h. 1698 h. 1699 h. 1700 h. 1701 h. 1702 h. 1703 h. 1704 h. 1705 h. 1706 h. 1707 h.

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

Administration et société

L'HISTOIRE de l'administration paraît parfois négligée par les historiens français, situation paradoxale dans un pays où la centralisation et le « phénomène bureaucratique » ont pesé d'un grand poids. Aussi faut-il saluer comme l'indice d'un intérêt nouveau la publication simultanée, sous le patronage de la IV^e section de l'École pratique des hautes études, de deux ouvrages collectifs consacrés, l'un à l'histoire de l'administration française depuis 1800 (1), l'autre aux origines et à l'histoire des cabinets des ministres en France (2). L'un et l'autre livre sont le fruit de colloques qui associent hauts fonctionnaires, juristes, politistes, historiens. Des réflexions convergentes définissent les rapports de l'histoire de l'administration avec l'histoire sociale, l'histoire militaire, l'histoire financière, l'histoire religieuse, l'histoire économique, l'histoire du droit et celle des idées politiques.

Plusieurs paradoxes ne manquent pas d'apparaître. Michel Broquière constate que la machine administrative et financière ne fait que croître au dix-neuvième siècle, alors que la bourgeoisie victorieuse, en 1870, et dont la puissance n'est pas moins persistante, ne cesse de protester contre le développement du secteur public et les fonctionnaires budgétivores. N'y a-t-il pas là un contraste entre la théorie et le fait, qui devrait conduire à refuser de voir dans l'administration quelque superstructure et à lui reconnaître une certaine autonomie ?

Dans son intervention sur l'histoire des idées politiques et l'administration, Pierre Guiral énonce un deuxième paradoxe. Les critiques, de droite ou de gauche, sont innombrables, au long du dix-neuvième siècle, contre l'administration et la centralisation. Mais « la meilleure défense de l'administration, c'est la masse de l'opinion qui la soutient en se désintéressant de la décentralisation ». Cette attitude traduit bien sûr un accord de fond entre l'administration et le corps social.

M. Louis Girard suggère les liens entre l'histoire sociale et l'histoire de l'administration : « l'administration a dû composer avec les forces sociales sur lesquelles il lui fallait agir, et son histoire pourrait se résumer dans une série de compromis avec ces forces sociales ». Si elle s'efforce d'agir sur la société, l'administration fait partie de cette société ; elle en est même une composante essentielle.

Le même historien a eu récemment l'occasion, dans une étude consacrée à la réélection des députés promus à des fonctions publiques (1828-1831) (3), d'aborder ce grand problème du régime

représentatif : la question des fonctionnaires-députés. A ce propos, il situe le type social assez nouveau du fonctionnaire dans cette France du début dix-neuvième siècle où « le prestige de la fonction publique reliait celui des anciens officiers ». Il en suggère l'une des raisons : « Dans un pays où... la Révolution a ouvert le champ des ambitions sans que le développement économique y corresponde, les candidats sont toujours plus nombreux que les emplois ». Les contemporains jugent que le pouvoir réclame au fonctionnaire son « adhésion active ». A la fin de la Restauration, le jeune duc Victor de Broglie mit en garde contre une « Saint-Barthélemy de destitutions » à chaque changement de ministère. « Avec la forme oscillatoire de notre gouvernement, estimait un membre de la Chambre des pairs, le repos de la société me semble exiger qu'il y ait, pour l'ordre administratif comme pour l'ordre judiciaire, une espèce de neutralité politique. »

Longtemps, le fonctionnaire apparaît comme l'homme du roi et du pouvoir : le ministre lui-même n'est-il pas regardé « comme le fonctionnaire suprême », héritier du grand commis napoléonien, choisi parmi des hommes qui ont fait carrière dans la fonction publique ? Ce n'est en fait que progressivement que prendra corps ce qu'on pourrait appeler le statut du fonctionnaire. Fut le malade de l'inscrire dans la loi : comme le rappelle Guy Thuillier (4), haut fonctionnaire, mais aussi historien averti de l'administration, l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905 constitue un important effort dans ce sens : selon André Tardieu en 1934, il est « le seul texte légal de discipline applicable à la totalité des fonctionnaires » qui ait été voté sous la Troisième République.

Aux termes de cet article, le fonctionnaire menacé de sanctions peut dans certains cas obtenir communication de son dossier dans son intégralité. Chaudement discuté, l'article 65, qui trouve son origine dans l'« affaire des fiches », au temps de Combes, marque donc une rupture avec la tradition des notes confidentielles, rupture confirmée par l'interprétation très large que donna le Conseil d'Etat. Il introduit un débat non encore tranché : la valeur d'une administration tient-elle au secret

de la notation ou, au contraire, aux rapports de loyauté et de franchise entre les subordonnés et leurs chefs hiérarchiques ? L'administration, en effet, au-delà des textes, des règlements et des circulaires, ce sont des hommes, et des hommes dans le temps. Un fonctionnaire dont la carrière s'étale sur une quarantaine d'années, formé à l'esprit et aux méthodes d'une époque antérieure à son entrée dans l'administration, est le dépositaire, lors de sa retraite, d'une tradition séculaire. La remarque paraît aller de soi. Elle éclaire cependant mieux que maints discours les raisons de la résistance au changement et la permanence des mentalités. Si tant d'observations faites par les bons témoins de l'administration du dix-neuvième siècle conservent quelque vérité pour notre présent, quand le nombre et les missions des fonctionnaires se sont prodigieusement étendus, c'est bien parce que l'administration, comme d'autres corps longtemps immobiles dans notre société, l'Eglise, l'enseignement, l'armée, est aussi un conservateur de traditions.

Dans le recueil consacré à l'histoire de l'administration, G. Thuillier et J. Tulard esquissent les principes qui doivent éclairer cette histoire. C'est une histoire de cas, qui étudie les décisions, les erreurs, les expériences. Elle cherche à dégager les attitudes fondamentales, les motivations et la doctrine d'un service ou d'un corps. Histoire critique, elle montre combien l'univers administratif scélérat ses propres fictions, son propre droit, son vocabulaire, sa logique propre. Histoire à méthode régressive, remontant du présent au passé, elle doit cependant se garder des anachronismes faciles. Elle est différente parce qu'elle évalue l'écart entre les principes et leur application. C'est aussi une histoire du quotidien administratif qui saisit la vie quotidienne des corps et des services. Enfin, elle associe l'histoire de l'institution, du personnel et celle de la décision administrative.

L'ensemble d'études sur les cabinets des ministres vult par le soul de situer dans la longue durée un phénomène complexe. Plusieurs contributions portent sur les entourage des princes et des ministres de la monarchie française. Michel Antoine observe que l'entourage ministériel se distingue progressivement des bureaux pour constituer le secré-

riat, amorce d'un cabinet. Mais, comme le remarque Jean Tulard, pour qui l'empire n'a accordé au cabinet ministériel qu'une place réduite, ce sont le développement du régime parlementaire, les relations avec les assemblées, le souci aussi de préserver l'administratif du politique qui provoquent la naissance du cabinet ministériel.

Jean Vidalenc saisit le cabinet ministériel à son origine, sous la Restauration. A Tudesq prend l'exemple d'Alphonse Gien, le chef de cabinet de Guizot dont il fut le secrétaire et homme de confiance, agent électoral, intermédiaire et agent politique. L'institution se consolide sous le Second Empire et les fonctions de cabinet deviennent alors, comme le montre Pierre Guiral, un marchepied pour une carrière ultérieure. Les effectifs sont fort restreints, sauf à la guerre et à l'intérieur où le ministre est en relations avec un réseau plus étendu et plus complexe de personnes de confiance. Sauf dans les ministères techniques, le ministre appelle souvent auprès de lui des amis intimes ou des membres de sa famille. Fortoul prend comme chef de cabinet son jeune frère, Durray institue un véritable système familial : son gendre, Glachant, et ses deux fils se succèdent dans les fonctions de secrétaire particulier ou de chef de cabinet, sans compter Ernest Lavisse, qu'il appelle son fils adoptif. Au reste, une réelle compétence justifie ces choix du ministre de l'instruction publique : là, comme ailleurs, le cabinet devient un endroit où l'on travaille beaucoup.

Pierre Barral présente des réflexions importantes sur le fonctionnement des cabinets ministériels sous la III^e République jusqu'en 1914. Les ministres travaillent très étroitement avec les hauts fonctionnaires qui occupent des postes permanents ; ils placent volontiers des amis proches à leurs côtés, dans une situation plus ou moins officielle. Les effectifs du cabinet lui-même vont se gonfler à partir du début du siècle. Peu à peu, le passage par les cabinets devient une étape de la carrière politique ou administrative. Mais l'influence de l'entourage ministériel sur les affaires demeure inégale, sans commune mesure avec ce qu'elle pourra devenir par la suite.

On appréciera à ce propos l'intérêt des témoignages présentés par d'anciens membres des cabinets ministériels. Georges Wormser évoque sa collaboration avec Clemenceau et, en 1939, avec

Georges Mandel, Pierre Laroque, qui fut chef de cabinet d'Adolphe Landry au ministère du travail en 1931, confirme la modestie de l'institution à cette date : deux fonctionnaires ont la charge de toute la partie administrative ; les deux autres membres du cabinet ne s'occupent que des relations avec la Corse, où se trouve la circonscription du ministre, et avec le Parlement. Depuis, le nombre des membres des cabinets a « démesurément augmenté » (Alexandre Parodi), le caractère et le rôle des cabinets se sont transformés.

On regrettera que ce livre fort utile qui comporte une précieuse liste des membres des cabinets ministériels, de 1800 à 1914, établie par Ph. Delpeuch, n'ait pas étendu l'investigation à la IV^e et à la V^e République. Du moins dans leur conclusion, J. Tulard et G. Thuillier formulent-ils une interrogation essentielle : pourquoi les cabinets ministériels existent-ils en France, mais non pas dans d'autres pays qui ont connu le régime parlementaire, comme l'Angleterre ? Pourquoi, surtout, les cabinets ministériels ont-ils pris en France une telle importance ? Ce phénomène n'exprime-t-il pas la méfiance vis-à-vis de la bureaucratie, très caractéristique d'un pays où l'administration est puissante ?

Le cabinet serait un « moyen de défense du ministre contre ses services ». D'autre part, dans un pays où, comme l'avait vu Alain, la fonction du député est aussi d'être l'avocat de ses électeurs contre l'administration, le cabinet « préserve l'administration des pressions directes des parlementaires ». Sans doute faudrait-il relier le phénomène des cabinets aux réflexions d'un Michel Crozier. Dans l'introduction, le conseiller d'Etat Louis Fougère voit dans les cabinets ministériels l'expression d'un refus de participation et de travail collectif aux- quels a été préféré la protection de la hiérarchie administrative. Dès lors, le développement des cabinets ministériels, écarté bien plus que liaison, était dans la nature des choses.

(1) Histoire de l'administration française depuis 1800. Problèmes et méthodes. Genève, Librairie Droz, 1975, 117 pages, 40 F.

(2) Origines et histoire des cabinets des ministres en France. Genève, Librairie Droz, 1975, 179 pages, 46,80 F.

(3) Publié dans la France au dix-neuvième siècle. Mélanges offerts à Charles-Hippolyte Fauriol, publications de la Sorbonne, 1973, 322 pages, 75 F. L'ensemble de l'ouvrage constitue un juste hommage rendu à un historien qui apportait les modes et le grand public, mais dont l'influence fut profonde.

(4) Pour une histoire de la notation administrative : la commission du statutier et l'article 65 de la loi du 22 avril 1905. Revue administrative, n° 167, septembre-octobre 1975.

LA VIE DU LANGAGE

De bric et de broc

UN excellent tome 4 du *Trésor de la langue française* (T.L.F.), nous avoue l'occasion de l'écrire (1). Pour illustrer ce propos étiologique, et un peu général, quelques notes (la pagination renvoie à ce tome 4) :

● **BARACHOIS** (page 153). Mot atlantique, et encore marin : petit port naturel, petite embouchure de rivière. Une belle rime de Toulet : *Au retour, le vous vis descendre l'écumeux barachois*. Dans les bras d'un nègre de choix... Il doit s'agir de la Virginie du Paul. Origine incertaine, dit le T.L.F., qui ne mentionne pas une étymologie possible et plausible : le cri de : *Barre à choir !*, c'est-à-dire la barre poussée pour faire échouer l'embarcation. Cri poussé, paraît-il, par le capitaine pour engager le pilote dans cette anse ou port.

● **BÉCANE** (page 335). D'abord, mauvaise locomotive : puis toute machine fatiguée et bruyante : enfin, bicyclette. A rattacher sans doute au bécant : oiseau criard, ou cri déplorant d'oiseau, en argot.

● **BERME** (p. 415). Un lecteur de Bruxelles me signale, joignant une de ces chroniques, une ligne malencontreuse du numéro (de ce jour) du 11-12 janvier : « ...difficulté, un rouler prêtre : *laisser aller* (son camion) vers la berme ». Aie, aie, aie ! C'est la « berme », bien sûr. Un mauvais point pour nous. Et contre-offensive : *berme*, accotement, talus, passage en bordure d'une route ou d'un canal, et *berme* (le drapeau en berme) pourraient bien être le même mot. Le T.L.F. nous dit qu'on rencontre la forme *berme* pour *berme* (bord de route) dans l'Ouest. Et, un peu plus loin, je vois que, d'après un dictionnaire de 1728, on dit en termes de marine : *mettre le drapeau en berme*. L'un et l'autre mot viendraient, viennent, du néerlandais ancien *berm* (podème : berm). Quel rapport ? C'est *berme* (de route) qui apparaît d'abord, vers 1800. Mais le pavillon ou drapeau « *ferlé* » (mis en berme) à l'aspect, le long de sa hampe ou du mât, d'un talus le long d'une route. Et « en berme » apparaît dans la seconde moitié du XVII^e siècle.

(1) Le Monde du 20 janvier.

Édité par la S.A.S.I. Le Monde. Génève : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimé au « Monde » 5, rue de l'Écluse PARIS-13^e 1974

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

● **BOBÉCHON** (p. 618). Se monter le *bobéchon*, avec un accent aigu. Le T.L.F. ne dit pas grand-chose de l'expression. Le *bobéchon*, petite bobèche de fer, à pointe, qui reçoit une chandelle et qu'on plaque dans un tonneau pour éclairer la cave, serait devenu un équivalent de « tête », en langue familière, vers 1850. On voit mal le rapport entre ce petit objet et la tête ! Sans doute faut-il passer par le bobèche : « un malin (disons « la Chaloupe », pour les lecteurs d'Apollinaire), ce nom de bobèche, c'est un véritable titre de noblesse, un blason.

● **BOBÉCHON** (p. 618). Se monter le *bobéchon*, avec un accent aigu. Le T.L.F. ne dit pas grand-chose de l'expression. Le *bobéchon*, petite bobèche de fer, à pointe, qui reçoit une chandelle et qu'on plaque dans un tonneau pour éclairer la cave, serait devenu un équivalent de « tête », en langue familière, vers 1850. On voit mal le rapport entre ce petit objet et la tête ! Sans doute faut-il passer par le bobèche : « un malin (disons « la Chaloupe », pour les lecteurs d'Apollinaire), ce nom de bobèche, c'est un véritable titre de noblesse, un blason.

● **BOBÉCHON** (p. 618). Se monter le *bobéchon*, avec un accent aigu. Le T.L.F. ne dit pas grand-chose de l'expression. Le *bobéchon*, petite bobèche de fer, à pointe, qui reçoit une chandelle et qu'on plaque dans un tonneau pour éclairer la cave, serait devenu un équivalent de « tête », en langue familière, vers 1850. On voit mal le rapport entre ce petit objet et la tête ! Sans doute faut-il passer par le bobèche : « un malin (disons « la Chaloupe », pour les lecteurs d'Apollinaire), ce nom de bobèche, c'est un véritable titre de noblesse, un blason.

● **BOBÉCHON** (p. 618). Se monter le *bobéchon*, avec un accent aigu. Le T.L.F. ne dit pas grand-chose de l'expression. Le *bobéchon*, petite bobèche de fer, à pointe, qui reçoit une chandelle et qu'on plaque dans un tonneau pour éclairer la cave, serait devenu un équivalent de « tête », en langue familière, vers 1850. On voit mal le rapport entre ce petit objet et la tête ! Sans doute faut-il passer par le bobèche : « un malin (disons « la Chaloupe », pour les lecteurs d'Apollinaire), ce nom de bobèche, c'est un véritable titre de noblesse, un blason.

● **BEST-SELLER** (p. 430). Il y est. Belle impartialité du lexicographe, qui enregistre l'usage et ne prétend pas le contraindre.

● **BLASE** (p. 569). — Argot. Le nom de quelqu'un. Mais aussi son nez, considéré comme la partie la plus identifiable de l'individu. Un

faux-blase (préférable à : blaze, nous allons voir pourquoi), c'est une fausse identité, et aussi un nez de carton-pâte. Le mot est un « raccourci » de : *blason*. Le « nom de pègre » du inuand ou du petit malin (disons « la Chaloupe », pour les lecteurs d'Apollinaire), ce nom de pègre, c'est un véritable titre de noblesse, un blason.

● **BOBÉCHON** (p. 618). Se monter le *bobéchon*, avec un accent aigu. Le T.L.F. ne dit pas grand-chose de l'expression. Le *bobéchon*, petite bobèche de fer, à pointe, qui reçoit une chandelle et qu'on plaque dans un tonneau pour éclairer la cave, serait devenu un équivalent de « tête », en langue familière, vers 1850. On voit mal le rapport entre ce petit objet et la tête ! Sans doute faut-il passer par le bobèche : « un malin (disons « la Chaloupe », pour les lecteurs d'Apollinaire), ce nom de bobèche, c'est un véritable titre de noblesse, un blason.

● **BOBÉCHON** (p. 618). Se monter le *bobéchon*, avec un accent aigu. Le T.L.F. ne dit pas grand-chose de l'expression. Le *bobéchon*, petite bobèche de fer, à pointe, qui reçoit une chandelle et qu'on plaque dans un tonneau pour éclairer la cave, serait devenu un équivalent de « tête », en langue familière, vers 1850. On voit mal le rapport entre ce petit objet et la tête ! Sans doute faut-il passer par le bobèche : « un malin (disons « la Chaloupe », pour les lecteurs d'Apollinaire), ce nom de bobèche, c'est un véritable titre de noblesse, un blason.

● **BOBÉCHON** (p. 618). Se monter le *bobéchon*, avec un accent aigu. Le T.L.F. ne dit pas grand-chose de l'expression. Le *bobéchon*, petite bobèche de fer, à pointe, qui reçoit une chandelle et qu'on plaque dans un tonneau pour éclairer la cave, serait devenu un équivalent de « tête », en langue familière, vers 1850. On voit mal le rapport entre ce petit objet et la tête ! Sans doute faut-il passer par le bobèche : « un malin (disons « la Chaloupe », pour les lecteurs d'Apollinaire), ce nom de bobèche, c'est un véritable titre de noblesse, un blason.

● **BOUTARGUE** (p. 854). Méditerranéen. Bloc d'outre de millet pressé, selés et fumés. Délicieux. Evitez : *boutargue*, qui n'est pas correct. Le mot vient, par le provençal, de l'arabe *boutargh*, même sens.

● **DE BRIC ET DE BROC** (p. 948). Le T.L.F. parle d'une formation expressive composée de deux onomatopées. C'est un peu court. Pourquoi de « bric » et de « broc », plutôt que de *fric* et de *fro*, ou de *crique* et de *croque* ?

Belzac écrit : *de brique et de broque*, et cette graphie mérite réflexion. La *brique*, c'est (dit excellemment Littré) proprement un fragment, un petit morceau (de pain, de pierre). La *broque*, une petite pièce d'acier que l'on frotte contre un silex. *Brique* est, bien sûr, à rattacher à BR-K des langues germaniques, et en particulier au néerlandais *broken*, casser.

La *broque*, c'est en picard un morceau de fer sans valeur. D'où

l'argot : ça ne vaut pas une broque ! ou un sou. On retrouve *broque* (ou *broke*) en dialecte léopold : *vendre à broke*, c'est vendre au détail des petits objets sans valeur, ramassés ça et là. D'où la *brocante*, le brocanteur. Et faire quelque chose de *bric* et de *broc*, c'est travailler à la va-comme-le-te-pousse, faire de pièces et de morceaux.

En rassemblant ces faits, on a le sentiment d'un petit ensemble très cohérent, et non d'onomatopées, explication un peu facile. Bien sûr, *broke*, *broke*, etc., sont à l'origine des radicaux limitatifs, comme *fracture* ou *cracque*, etc. Mais de *bric* et de *broc* est arrivé dans notre langue (vers 1800) déjà chargé des deux sens de « brique » et de « broque ». Sa « musique » a aidé à fixer l'expression : elle n'est pas (sinon à un degré lointain) la cause du sens.

Reste l'explication avancée par un lecteur bretonnant. Ce serait du calte tout pur : ce qui vient de la montagne (brig) et de la plaine (brog). Jusqu'à plus ample informé, plaçons-la courtoisement au rang des hypothèses extrêmement douteuses.

● **CAFETIERE** (page 1154). au sens de : tête. Le T.L.F. ne donne que l'indication : *Esquart 1898* (il s'agit du *Dictionnaire des argots*, de J. Roussier, éd.) et une référence à Colette, 1913. C'est bien mince. Offrons donc en addendum une citation du brave militant anarcho-syndicaliste Emile Pouget, 1900 : « On est de vieilles connaissances ! Je pourrais donc, à la rigueur, ne pas me décarcasser pour expliquer ce que j'ai dans le ventre et dans la cafetière. »

L'explication traditionnelle du passage de sens de : *pot à café*, ou à *faire le café*, à : *tête*, n'est pas convaincante. La tête « fun » que l'on réfléchit, le goulot (de cafetière) ressemble au nez d'un homme. Un peu d'imagination. Il existe un verbe argotique classique : *caféter*, que connaissent bien les écoliers d'il y a vingt ans. *Caféter*, c'est rapporter, raconter, etc. Donc parler. La « cafetière » ne serait-elle pas « celle qui raconte, qui parle » : la tête « ? Affaire à suivre.

JACQUES CELLARD.

GÉNÉALOGIE

De la Révolution à 1876

Exposant les méthodes qui sont de nature à faciliter la difficile recherche par le généalogiste amateur de ses collatéraux consanguins, Pierre Gallery a distingué dans un précédent article (« Le Monde » daté 18-19 janvier) trois périodes : celle qui va des premières archives à la Révolution (en fait à 1793), dont il a traité dans ce même article ; puis celle qui va de la Révolution à 1876 environ, qu'il examine dans la présente chronique.

La recherche dans les documents pré-révolutionnaires, et notamment les registres de mariage, est souvent délicate, et parfois même impossible. L'auteur nous expose les difficultés majeures : d'autant que les documents deviennent progressivement de plus en plus nombreux et de moins en moins lacunaires. C'est alors que la Révolution vient tout bouleverser. Les archives de catholicité ne sont plus aussi précises et ne sont que rarement déposées aux Archives départementales. Celles des curés ont souvent disparu et celles des évêques ne peuvent pas toujours être consultées.

Toutefois, des documents nouveaux font suite (depuis septembre 1792) : les actes officiels de l'état civil et, avec eux, les tables décennales. La recherche des collatéraux y est très facilitée, à la fois plus facile et plus difficile. Plus facile parce que tous les actes sont répertoriés tous les dix ans, par commune et par catégorie, sous la lettre initiale du patronyme (théoriquement, mais non toujours, dans l'ordre alphabétique). Il est donc possible, grâce à ces tables décennales, de savoir rapidement les seuls actes qu'il est indispensable de consulter, et cela non seulement dans le pays d'origine mais aussi dans les communes limitrophes, voire, le canton, le département.

Plus difficile parce qu'il n'y a plus de parrains ni de marraines et que les témoins sont souvent de simples voisins sans aucun lien de parenté : parce que, aussi, les tables n'indiquent que le patronyme du père, les enfants d'une sœur ne sont pas décelés, et qu'il faut toujours commencer par l'examen des tables de mariages de toute la région.

Les minutes notariales sont alors beaucoup plus exhaustives. Malheu-

reusement, elles en deviennent toutefois, et surtout elles ne sont pas souvent déposées aux Archives départementales (aux Archives de France, pour Paris) et l'on ne peut donc pas toujours obtenir plus que la copie d'actes donnés, donc déjà repérés, d'un notaire concerné.

Afin de tourner la difficulté, des documents mentionnent alors un examen attentif : ce sont les registres de contrôle des actes de l'enregistrement. Ils peuvent évidemment être examinés intégralement. Toutefois, lorsqu'on a retrouvé ailleurs les dates des mariages et des décès, il est possible de se limiter à une recherche partielle, autour de celles-ci, suffisante pour connaître les références précises de contrats de mariage ou de partage de succession, tous documents qui, une fois obtenus, sont riches de renseignements sur la parenté et sur les domiciles.

Les changements de résidence sont un obstacle, de plus en plus fréquent au fur et à mesure que l'on se rapproche de la période actuelle. La connaissance des nouveaux domiciles, parfois très éloignés, où se sont fixés les personnes dont on recherche la descendance, est, en effet, primordiale. Elle est théoriquement obtenue grâce aux listes électorales (malheureusement limitées aux seuls électeurs censitaires jusqu'en 1848) et surtout à leurs tableaux rectificatifs. En effet, quand un électeur est rayé d'une liste, il figure au tableau rectificatif de sa commune avec l'indication du motif : généralement son décès ou son nouveau lieu de vote, donc sa nouvelle résidence. Il suffit donc de consulter les listes électorales successives. Les femmes, qui n'avaient pas le droit de vote, sont normalement retrouvées au domicile de leur mari. Restent évidemment les célibataires... et surtout les veuves.

Mais d'autres documents peuvent encore être dépouillés, en particulier les dénombrements de population. Ces derniers sont fort significatifs, car ils indiquent les différents membres de chaque ménage : et ce, à périodes très régulières.

PIERRE GALLERY.

* Un troisième article, poursuivant cette étude, traitera prochainement des cent dernières années.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : la Force du destin (sam. 19 h. 30).
Comédie-Française : Partage de midi (sam. 20 h. 30; dim. 14 h. 30 et 20 h. 30).
Odéon : Don Juan (sam. 20 h. 30; dim. 16 h.).
Châtelet, salle Gémier : Vingt-quatre heures (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Théâtre de la Ville : Les Femmes de méditerranée (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Théâtre de la Renaissance : Les Femmes de méditerranée (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Théâtre de la Ville : Les Femmes de méditerranée (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).

Les salles municipales

Nouveaux Carré : Cirque Grus (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Léonide : Les Femmes de méditerranée (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Théâtre de la Ville : Les Femmes de méditerranée (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).

Les autres salles

Antoine : le Tuto (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Athènes : Les Femmes de méditerranée (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Biéâtre-Opéra : Abou Hassan (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Bouffes-du-Nord : le Double Inconnu (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Bouffes-Parisiens : la Grosse (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Comédie-Camartin : Boeuf-Boeuf (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Comédie-Française : Partage de midi (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Comédie-Martin : Boeuf-Boeuf (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Comédie-Martin : Boeuf-Boeuf (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 14 - Dimanche 15 février

le Juit de Malte (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Irry, Studio d'Irry : Grandeur et Eclat du royaume d'Artus (sam. 21 h.; dim. 16 h.).
Rit-Orangis, salle Robert-Dessnos : Vous avez le bonjour de Robert Dessnos (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipp : Pauline Julien (dim. 17 h.).
Versailles, Théâtre Montancier : l'Amour fou (sam. 21 h.; dim. 16 h.).
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, Petit Théâtre : l'Armée des (sam. 21 h.; dim. 16 h.).
Vincennes, Théâtre : Deux pour cent (dim. 18 h.).

Les concerts

Concerts de la Palais : les Ménestriers (chansons et danses du Moyen Age et de la Renaissance) (sam. et dim. 17 h. 30).
Eglise Saint-Germain : l'Amour fou (sam. 21 h.; dim. 16 h.).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin : André Isola, orgue (dim. 18 h.).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin : André Isola, orgue (dim. 18 h.).

Le jazz pop et folk

Vol Théâtre de banlieue : Café d'Edgar : Triloups (sam. 21 h.; dim. 16 h.).
Vol Théâtre de banlieue : Café d'Edgar : Triloups (sam. 21 h.; dim. 16 h.).

La danse

Vol Théâtre de banlieue : Palais des sports : Sudof Nouveau (15 h. 30 et 20 h. 15, dernière).
Vol Théâtre de banlieue : Palais des sports : Sudof Nouveau (15 h. 30 et 20 h. 15, dernière).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Châtelet, 15 h. : Barberousse d'A. Kuryavov (1955).
Lucernaire : le Dream (sam. 20 h. 30; dim. 14 h.).
Maboulin : Dico sur casap (sam. 21 h.; dim. 15 h.).
Moderne : Dico sur casap (sam. 21 h.; dim. 15 h.).
Montparnasse : Dico sur casap (sam. 21 h.; dim. 15 h.).
Mouffetard : Dico sur casap (sam. 21 h.; dim. 15 h.).

Les exclusivités

A CHEVAL SUR LE TIGRE (11, 22-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100).
AIDOU POULET (Pr.) : Bretagne, 1922-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100).

LES FILMS NOUVEAUX

UN COIN TRANQUILLE. Film américain d'H. Jaglom, avec Orson Welles et Tuesday Weld. V.O. Studio de la Harpe, 3 (103-34-83).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).

Messiaen, Langlais, Dupré (dim. 17 h. 45).
Théâtre des Champs-Élysées : Orchestre de chambre Daniel Barenboim (Webern, Mozart, Haydn) (dim. 17 h. 45).
Théâtre des Champs-Élysées : Orchestre de chambre Daniel Barenboim (Webern, Mozart, Haydn) (dim. 17 h. 45).

Chansonniers

Caveau de la République : Eric Story (sam. 21 h.; dim. 16 h.).
Caveau de la République : Eric Story (sam. 21 h.; dim. 16 h.).

Le jazz pop et folk

Vol Théâtre de banlieue : Café d'Edgar : Triloups (sam. 21 h.; dim. 16 h.).
Vol Théâtre de banlieue : Café d'Edgar : Triloups (sam. 21 h.; dim. 16 h.).

La danse

Vol Théâtre de banlieue : Palais des sports : Sudof Nouveau (15 h. 30 et 20 h. 15, dernière).
Vol Théâtre de banlieue : Palais des sports : Sudof Nouveau (15 h. 30 et 20 h. 15, dernière).

LES FILMS NOUVEAUX

UN COIN TRANQUILLE. Film américain d'H. Jaglom, avec Orson Welles et Tuesday Weld. V.O. Studio de la Harpe, 3 (103-34-83).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).

LES FILMS NOUVEAUX

UN COIN TRANQUILLE. Film américain d'H. Jaglom, avec Orson Welles et Tuesday Weld. V.O. Studio de la Harpe, 3 (103-34-83).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).

Ermitage, 8. en mat. Liberté, 12. (243-01-50). Bienvenue-Montparnasse, 15. (244-23-07). Cambronne, 15. (244-23-07). Terminal Foch, 19. (244-23-07).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang. v.o.). Cluny Écoles, 3. (103-34-83).
ON A RETROUVÉ LA COMPAGNIE (Fr.). Quinquette, 10. (103-34-83).
ON A RETROUVÉ LA COMPAGNIE (Fr.). Quinquette, 10. (103-34-83).

PARFUM DE FEMME (It. v.o.). Clichy-Patbé, 18. (222-51-53).
PARFUM DE FEMME (It. v.o.). Clichy-Patbé, 18. (222-51-53).
PARFUM DE FEMME (It. v.o.). Clichy-Patbé, 18. (222-51-53).

LE SILENCE DES ORGANES (Fr.). Le Seize, 5. (222-51-53).
LE SILENCE DES ORGANES (Fr.). Le Seize, 5. (222-51-53).
LE SILENCE DES ORGANES (Fr.). Le Seize, 5. (222-51-53).

UNE CROISÉE TRES NATURELLE (Fr.). Studio Logos, 5. (222-51-53).
UNE CROISÉE TRES NATURELLE (Fr.). Studio Logos, 5. (222-51-53).
UNE CROISÉE TRES NATURELLE (Fr.). Studio Logos, 5. (222-51-53).

Les grandes reprises

AFRICAN QUEEN (A. v.o.). Studio B, 17. (222-51-53).
AFRICAN QUEEN (A. v.o.). Studio B, 17. (222-51-53).
AFRICAN QUEEN (A. v.o.). Studio B, 17. (222-51-53).

Les festivals

FELINI (v.o.). Accalia, 17. (222-51-53).
FELINI (v.o.). Accalia, 17. (222-51-53).
FELINI (v.o.). Accalia, 17. (222-51-53).

LES FILMS NOUVEAUX

UN COIN TRANQUILLE. Film américain d'H. Jaglom, avec Orson Welles et Tuesday Weld. V.O. Studio de la Harpe, 3 (103-34-83).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).
LA PLUME ENCHANTEE (Sued.). V.O. Vendôme, 2 (222-51-53).

LA VIE ÉCONOMIQUE

LE COUT

M. Fourcade accepte un face-à-face télévisé avec le secrétaire national du P.S.

M. Jean - Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a accepté le défi que lui avait lancé M. Mitterrand de participer à un face-à-face télévisé sur le coût du programme économique du parti communiste. La confrontation sera organisée dans une émission de jours par Antenne 2.

C'est sur cette chaîne, à l'émission "C'est-à-dire", que le premier secrétaire du P.S. avait contesté les évaluations du ministre de l'économie et des finances concernant le déficit créé par l'application des mesures préconisées par les socialistes. En annonçant devant les clubs giscardiens Perspectives et Résultats de Nice qu'il acceptait la confrontation, M. Fourcade a repris, vendredi soir 13 février, ses critiques.

Le programme du parti communiste, à l'1-11, déclare, s'occupe ni de la balance commerciale ni de la balance des paiements. Il a été élaboré comme la France était dans la situation, sans voisins, en faisant abstraction du commerce des capitaux et de la monnaie.

M. Mitterrand a déclaré que je trompe les Français. Je lui réponds que ses propositions sont mal étudiées et pas chiffrées.

Le ministre des finances estime que le programme du P.S. entraînerait des dépenses de 140 milliards de francs qui ne seraient couvertes que par 20 milliards de recettes. A titre d'exemple, il affirme que la proposition d'augmenter de 15 % les allocations familiales, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1975, coûterait 10 milliards de francs. « Une bagatelle », a-t-il noté.

En juin 1975, a poursuivi M. Fourcade, M. Mitterrand affirmait que l'année se terminerait avec un million cinq cent mille chômeurs et un déficit commercial de 5 milliards de francs. L'année s'est terminée avec un million de chômeurs, et les demandes d'emplois non satisfaites planaient. Le balance commerciale, compte tenu des courtages de opérations de négoce international, présente un excédent de 8 milliards de francs.

« Voilà des chiffres objectifs. Tout autre commentaire est superflu », a-t-il ajouté.

Quant au sol-disant endettement de la France, M. Fourcade a noté que le secteur public n'a pas eu à recourir à l'emprunt contracté en 1974.

CONJONCTURE

Selon la Banque de France L'ACTIVITE CONTINUERA A PROGRESSER A UN RYTHME MODÉRÉ JUSQU'AU PRINTEMPS

« La croissance de la production s'est poursuivie en janvier à un rythme supérieur à celui, peu élevé, de décembre 1975 », indique la Banque de France dans sa dernière enquête mensuelle de conjoncture. Le volume des fabrications a marqué de nouveaux progrès, notamment dans les industries de biens intermédiaires et les marges disponibles ont été quelque peu réduites, tout en demeurant assez souvent substantielles.

« La demande intérieure est restée soutenue », souligne la Banque de France. « Tandis que les difficultés rencontrées à l'exportation tendaient à se prolonger », ainsi les ordres passés en janvier par la clientèle française ont été abondants, malgré le ralentissement sensible des commandes de biens d'équipement. Cependant, la demande étrangère s'est rétractée et la concurrence contrainte de nombreuses entreprises à garder inchangées leurs barèmes de vente, voire à les baisser, afin d'obtenir des commandes non seulement à l'exportation, mais aussi sur le marché intérieur.

Pour l'avenir, les chefs d'entreprises prévoient, selon la Banque

HAUSSE DU PRIX DU PAIN

Les boulangers vont augmenter, dimanche 15 février, le prix des pains de 5 à 10 centimes, selon les catégories. A Paris, la baguette passera de 0,95 F à 1 F. Dans tous les autres départements, le pain de 250 g passera de 0,90 F à 1 F. Les pains de 500 g passeront de 1,80 F à 2 F. Les pains de 750 g passeront de 2,70 F à 3 F. Les pains de 1 kg passeront de 3,60 F à 4 F. Les pains de 1,5 kg passeront de 5,40 F à 6 F. Les pains de 2 kg passeront de 7,20 F à 8 F. Les pains de 2,5 kg passeront de 9,00 F à 10 F. Les pains de 3 kg passeront de 10,80 F à 12 F. Les pains de 3,5 kg passeront de 12,60 F à 14 F. Les pains de 4 kg passeront de 14,40 F à 16 F. Les pains de 4,5 kg passeront de 16,20 F à 18 F. Les pains de 5 kg passeront de 18,00 F à 20 F. Les pains de 5,5 kg passeront de 19,80 F à 22 F. Les pains de 6 kg passeront de 21,60 F à 24 F. Les pains de 6,5 kg passeront de 23,40 F à 26 F. Les pains de 7 kg passeront de 25,20 F à 28 F. Les pains de 7,5 kg passeront de 27,00 F à 30 F. Les pains de 8 kg passeront de 28,80 F à 32 F. Les pains de 8,5 kg passeront de 30,60 F à 34 F. Les pains de 9 kg passeront de 32,40 F à 36 F. Les pains de 9,5 kg passeront de 34,20 F à 38 F. Les pains de 10 kg passeront de 36,00 F à 40 F. Les pains de 10,5 kg passeront de 37,80 F à 42 F. Les pains de 11 kg passeront de 39,60 F à 44 F. Les pains de 11,5 kg passeront de 41,40 F à 46 F. Les pains de 12 kg passeront de 43,20 F à 48 F. Les pains de 12,5 kg passeront de 45,00 F à 50 F. Les pains de 13 kg passeront de 46,80 F à 52 F. Les pains de 13,5 kg passeront de 48,60 F à 54 F. Les pains de 14 kg passeront de 50,40 F à 56 F. Les pains de 14,5 kg passeront de 52,20 F à 58 F. Les pains de 15 kg passeront de 54,00 F à 60 F. Les pains de 15,5 kg passeront de 55,80 F à 62 F. Les pains de 16 kg passeront de 57,60 F à 64 F. Les pains de 16,5 kg passeront de 59,40 F à 66 F. Les pains de 17 kg passeront de 61,20 F à 68 F. Les pains de 17,5 kg passeront de 63,00 F à 70 F. Les pains de 18 kg passeront de 64,80 F à 72 F. Les pains de 18,5 kg passeront de 66,60 F à 74 F. Les pains de 19 kg passeront de 68,40 F à 76 F. Les pains de 19,5 kg passeront de 70,20 F à 78 F. Les pains de 20 kg passeront de 72,00 F à 80 F. Les pains de 20,5 kg passeront de 73,80 F à 82 F. Les pains de 21 kg passeront de 75,60 F à 84 F. Les pains de 21,5 kg passeront de 77,40 F à 86 F. Les pains de 22 kg passeront de 79,20 F à 88 F. Les pains de 22,5 kg passeront de 81,00 F à 90 F. Les pains de 23 kg passeront de 82,80 F à 92 F. Les pains de 23,5 kg passeront de 84,60 F à 94 F. Les pains de 24 kg passeront de 86,40 F à 96 F. Les pains de 24,5 kg passeront de 88,20 F à 98 F. Les pains de 25 kg passeront de 90,00 F à 100 F. Les pains de 25,5 kg passeront de 91,80 F à 102 F. Les pains de 26 kg passeront de 93,60 F à 104 F. Les pains de 26,5 kg passeront de 95,40 F à 106 F. Les pains de 27 kg passeront de 97,20 F à 108 F. Les pains de 27,5 kg passeront de 99,00 F à 110 F. Les pains de 28 kg passeront de 100,80 F à 112 F. Les pains de 28,5 kg passeront de 102,60 F à 114 F. Les pains de 29 kg passeront de 104,40 F à 116 F. Les pains de 29,5 kg passeront de 106,20 F à 118 F. Les pains de 30 kg passeront de 108,00 F à 120 F. Les pains de 30,5 kg passeront de 109,80 F à 122 F. Les pains de 31 kg passeront de 111,60 F à 124 F. Les pains de 31,5 kg passeront de 113,40 F à 126 F. Les pains de 32 kg passeront de 115,20 F à 128 F. Les pains de 32,5 kg passeront de 117,00 F à 130 F. Les pains de 33 kg passeront de 118,80 F à 132 F. Les pains de 33,5 kg passeront de 120,60 F à 134 F. Les pains de 34 kg passeront de 122,40 F à 136 F. Les pains de 34,5 kg passeront de 124,20 F à 138 F. Les pains de 35 kg passeront de 126,00 F à 140 F. Les pains de 35,5 kg passeront de 127,80 F à 142 F. Les pains de 36 kg passeront de 129,60 F à 144 F. Les pains de 36,5 kg passeront de 131,40 F à 146 F. Les pains de 37 kg passeront de 133,20 F à 148 F. Les pains de 37,5 kg passeront de 135,00 F à 150 F. Les pains de 38 kg passeront de 136,80 F à 152 F. Les pains de 38,5 kg passeront de 138,60 F à 154 F. Les pains de 39 kg passeront de 140,40 F à 156 F. Les pains de 39,5 kg passeront de 142,20 F à 158 F. Les pains de 40 kg passeront de 144,00 F à 160 F. Les pains de 40,5 kg passeront de 145,80 F à 162 F. Les pains de 41 kg passeront de 147,60 F à 164 F. Les pains de 41,5 kg passeront de 149,40 F à 166 F. Les pains de 42 kg passeront de 151,20 F à 168 F. Les pains de 42,5 kg passeront de 153,00 F à 170 F. Les pains de 43 kg passeront de 154,80 F à 172 F. Les pains de 43,5 kg passeront de 156,60 F à 174 F. Les pains de 44 kg passeront de 158,40 F à 176 F. Les pains de 44,5 kg passeront de 160,20 F à 178 F. Les pains de 45 kg passeront de 162,00 F à 180 F. Les pains de 45,5 kg passeront de 163,80 F à 182 F. Les pains de 46 kg passeront de 165,60 F à 184 F. Les pains de 46,5 kg passeront de 167,40 F à 186 F. Les pains de 47 kg passeront de 169,20 F à 188 F. Les pains de 47,5 kg passeront de 171,00 F à 190 F. Les pains de 48 kg passeront de 172,80 F à 192 F. Les pains de 48,5 kg passeront de 174,60 F à 194 F. Les pains de 49 kg passeront de 176,40 F à 196 F. Les pains de 49,5 kg passeront de 178,20 F à 198 F. Les pains de 50 kg passeront de 180,00 F à 200 F. Les pains de 50,5 kg passeront de 181,80 F à 202 F. Les pains de 51 kg passeront de 183,60 F à 204 F. Les pains de 51,5 kg passeront de 185,40 F à 206 F. Les pains de 52 kg passeront de 187,20 F à 208 F. Les pains de 52,5 kg passeront de 189,00 F à 210 F. Les pains de 53 kg passeront de 190,80 F à 212 F. Les pains de 53,5 kg passeront de 192,60 F à 214 F. Les pains de 54 kg passeront de 194,40 F à 216 F. Les pains de 54,5 kg passeront de 196,20 F à 218 F. Les pains de 55 kg passeront de 198,00 F à 220 F. Les pains de 55,5 kg passeront de 199,80 F à 222 F. Les pains de 56 kg passeront de 201,60 F à 224 F. Les pains de 56,5 kg passeront de 203,40 F à 226 F. Les pains de 57 kg passeront de 205,20 F à 228 F. Les pains de 57,5 kg passeront de 207,00 F à 230 F. Les pains de 58 kg passeront de 208,80 F à 232 F. Les pains de 58,5 kg passeront de 210,60 F à 234 F. Les pains de 59 kg passeront de 212,40 F à 236 F. Les pains de 59,5 kg passeront de 214,20 F à 238 F. Les pains de 60 kg passeront de 216,00 F à 240 F. Les pains de 60,5 kg passeront de 217,80 F à 242 F. Les pains de 61 kg passeront de 219,60 F à 244 F. Les pains de 61,5 kg passeront de 221,40 F à 246 F. Les pains de 62 kg passeront de 223,20 F à 248 F. Les pains de 62,5 kg passeront de 225,00 F à 250 F. Les pains de 63 kg passeront de 226,80 F à 252 F. Les pains de 63,5 kg passeront de 228,60 F à 254 F. Les pains de 64 kg passeront de 230,40 F à 256 F. Les pains de 64,5 kg passeront de 232,20 F à 258 F. Les pains de 65 kg passeront de 234,00 F à 260 F. Les pains de 65,5 kg passeront de 235,80 F à 262 F. Les pains de 66 kg passeront de 237,60 F à 264 F. Les pains de 66,5 kg passeront de 239,40 F à 266 F. Les pains de 67 kg passeront de 241,20 F à 268 F. Les pains de 67,5 kg passeront de 243,00 F à 270 F. Les pains de 68 kg passeront de 244,80 F à 272 F. Les pains de 68,5 kg passeront de 246,60 F à 274 F. Les pains de 69 kg passeront de 248,40 F à 276 F. Les pains de 69,5 kg passeront de 250,20 F à 278 F. Les pains de 70 kg passeront de 252,00 F à 280 F. Les pains de 70,5 kg passeront de 253,80 F à 282 F. Les pains de 71 kg passeront de 255,60 F à 284 F. Les pains de 71,5 kg passeront de 257,40 F à 286 F. Les pains de 72 kg passeront de 259,20 F à 288 F. Les pains de 72,5 kg passeront de 261,00 F à 290 F. Les pains de 73 kg passeront de 262,80 F à 292 F. Les pains de 73,5 kg passeront de 264,60 F à 294 F. Les pains de 74 kg passeront de 266,40 F à 296 F. Les pains de 74,5 kg passeront de 268,20 F à 298 F. Les pains de 75 kg passeront de 270,00 F à 300 F. Les pains de 75,5 kg passeront de 271,80 F à 302 F. Les pains de 76 kg passeront de 273,60 F à 304 F. Les pains de 76,5 kg passeront de 275,40 F à 306 F. Les pains de 77 kg passeront de 277,20 F à 308 F. Les pains de 77,5 kg passeront de 279,00 F à 310 F. Les pains de 78 kg passeront de 280,80 F à 312 F. Les pains de 78,5 kg passeront de 282,60 F à 314 F. Les pains de 79 kg passeront de 284,40 F à 316 F. Les pains de 79,5 kg passeront de 286,20 F à 318 F. Les pains de 80 kg passeront de 288,00 F à 320 F. Les pains de 80,5 kg passeront de 289,80 F à 322 F. Les pains de 81 kg passeront de 291,60 F à 324 F. Les pains de 81,5 kg passeront de 293,40 F à 326 F. Les pains de 82 kg passeront de 295,20 F à 328 F. Les pains de 82,5 kg passeront de 297,00 F à 330 F. Les pains de 83 kg passeront de 298,80 F à 332 F. Les pains de 83,5 kg passeront de 300,60 F à 334 F. Les pains de 84 kg passeront de 302,40 F à 336 F. Les pains de 84,5 kg passeront de 304,20 F à 338 F. Les pains de 85 kg passeront de 306,00 F à 340 F. Les pains de 85,5 kg passeront de 307,80 F à 342 F. Les pains de 86 kg passeront de 309,60 F à 344 F. Les pains de 86,5 kg passeront de 311,40 F à 346 F. Les pains de 87 kg passeront de 313,20 F à 348 F. Les pains de 87,5 kg passeront de 315,00 F à 350 F. Les pains de 88 kg passeront de 316,80 F à 352 F. Les pains de 88,5 kg passeront de 318,60 F à 354 F. Les pains de 89 kg passeront de 320,40 F à 356 F. Les pains de 89,5 kg passeront de 322,20 F à 358 F. Les pains de 90 kg passeront de 324,00 F à 360 F. Les pains de 90,5 kg passeront de 325,80 F à 362 F. Les pains de 91 kg passeront de 327,60 F à 364 F. Les pains de 91,5 kg passeront de 329,40 F à 366 F. Les pains de 92 kg passeront de 331,20 F à 368 F. Les pains de 92,5 kg passeront de 333,00 F à 370 F. Les pains de 93 kg passeront de 334,80 F à 372 F. Les pains de 93,5 kg passeront de 336,60 F à 374 F. Les pains de 94 kg passeront de 338,40 F à 376 F. Les pains de 94,5 kg passeront de 340,20 F à 378 F. Les pains de 95 kg passeront de 342,00 F à 380 F. Les pains de 95,5 kg passeront de 343,80 F à 382 F. Les pains de 96 kg passeront de 345,60 F à 384 F. Les pains de 96,5 kg passeront de 347,40 F à 386 F. Les pains de 97 kg passeront de 349,20 F à 388 F. Les pains de 97,5 kg passeront de 351,00 F à 390 F. Les pains de 98 kg passeront de 352,80 F à 392 F. Les pains de 98,5 kg passeront de 354,60 F à 394 F. Les pains de 99 kg passeront de 356,40 F à 396 F. Les pains de 99,5 kg passeront de 358,20 F à 398 F. Les pains de 100 kg passeront de 360,00 F à 400 F. Les pains de 100,5 kg passeront de 361,80 F à 402 F. Les pains de 101 kg passeront de 363,60 F à 404 F. Les pains de 101,5 kg passeront de 365,40 F à 406 F. Les pains de 102 kg passeront de 367,20 F à 408 F. Les pains de 102,5 kg passeront de 369,00 F à 410 F. Les pains de 103 kg passeront de 370,80 F à 412 F. Les pains de 103,5 kg passeront de 372,60 F à 414 F. Les pains de 104 kg passeront de 374,40 F à 416 F. Les pains de 104,5 kg passeront de 376,20 F à 418 F. Les pains de 105 kg passeront de 378,00 F à 420 F. Les pains de 105,5 kg passeront de 379,80 F à 422 F. Les pains de 106 kg passeront de 381,60 F à 424 F. Les pains de 106,5 kg passeront de 383,40 F à 426 F. Les pains de 107 kg passeront de 385,20 F à 428 F. Les pains de 107,5 kg passeront de 387,00 F à 430 F. Les pains de 108 kg passeront de 388,80 F à 432 F. Les pains de 108,5 kg passeront de 390,60 F à 434 F. Les pains de 109 kg passeront de 392,40 F à 436 F. Les pains de 109,5 kg passeront de 394,20 F à 438 F. Les pains de 110 kg passeront de 396,00 F à 440 F. Les pains de 110,5 kg passeront de 397,80 F à 442 F. Les pains de 111 kg passeront de 399,60 F à 444 F. Les pains de 111,5 kg passeront de 401,40 F à 446 F. Les pains de 112 kg passeront de 403,20 F à 448 F

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DU PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU P.S.

L'U.D.R. critique les positions de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

J'attendais une analyse, critique peut-être, mais fondée sur un raisonnement économique cohérent. Déçu, je n'ai pu découvrir qu'informations sans fondement, critiques contradictoires, propositions incohérentes. Or M. Mitterrand est le chef du parti socialiste. Il est au premier rang de l'opposition. Il s'attache à persuader les Français que ses propositions constituent une politique économique de rechange, qui permettrait à tous de surmonter leurs difficultés. Il n'est donc pas inutile de mettre en lumière les inexactitudes et les incohérences de ce texte.

Inexactitudes

Inexactitudes d'abord sur les chiffres, sur les faits, sur leur signification. En 1976, autant qu'en 1975, l'emploi demeure le souci primordial des Français. Mais sur un problème aussi grave, il ne faut pas jouer avec les chiffres. M. Mitterrand estime aujourd'hui qu'il existe dans notre pays entre un million et un million deux cent mille chômeurs. Il faut noter d'abord que ce chiffre est sensiblement inférieur à celui que le même auteur annonçait dans sa conférence de presse du 8 juillet 1975 : il proposait alors que le nombre des chômeurs à la fin de l'année serait d'un million et demi. En décembre 1975, le nombre des demandeurs d'emploi était de neuf cent vingt et un mille. Ce chiffre reste excessif. Mais on voit tout bien dans quel but on a intérêt à le déformer.

Même variation des chiffres sur l'autre grand sujet de préoccupation des Français : la hausse des prix. Le 8 juillet, M. Mitterrand avait annoncé que, pour l'année 1976, elle ne pouvait manquer d'être « d'au moins 11 % ». En fait, elle n'a été ni de 11 % ni de 10 %, comme il le dit aujourd'hui, mais de 9,6 %. L'incontestable ralentissement qui s'est marqué dans les derniers mois de l'année a permis de ramener en un an le rythme de la hausse de prix de 15 à moins de 10 %.

Inexactitudes aussi pour ce qui concerne le commerce extérieur. M. Mitterrand admet que notre balance commerciale a été équilibrée sur l'ensemble de l'année 1975 (oubliant qu'en juillet il tenait pour inévitable un déficit de 5 milliards), mais il ajoute aussitôt que ce déséquilibre surmonté s'aggrave « en profondeur ». Est-ce à dire que, pour un économiste de tradition marxiste ou d'obédience néo-marxiste, il existe au-delà des chiffres et des réalités objectives un univers « en profondeur », tout théorique et cependant plus vrai que le monde réel ?

Inexactitudes plus graves sur l'action de redressement économique menée depuis des mois. M. Mitterrand prétend que dans la politique du gouvernement « l'accumulation du profit reste le projet unique de la société ». Les faits vont de façon évidente à l'encontre de ces affirmations : les profits des entreprises, en 1975, ont été fortement réduits en valeur absolue et même en valeur relative par rapport aux revenus des particuliers.

Inexactitude, l'affirmation selon laquelle la reprise « concerne tout les privilégiés ». Où sont les indices, où sont les chiffres qui permettraient de fonder ce grief ? Tout montre au contraire que la reprise de la consommation a été générale. Pendant toute l'année écoulée, de surcroît, le gouvernement a systématiquement poursuivi la revalorisation accroutie des bas salaires. Comme au cours des années précédentes, malgré la crise, les revenus des catégories les moins favorisées ont connu une progression plus rapide que celle des autres groupes socio-professionnels. En outre, l'ampleur de l'effort d'aide sociale engagé par le gouvernement pour 1976 est sans précédent, puisqu'il représente près de 15 milliards de francs en matière d'aide médicale, d'aide à l'enfance, d'aide aux infirmes, d'aide aux personnes âgées.

Inexactitude encore, l'affirmation selon laquelle « le gouvernement officialise la vieille théorie du vol du chômage », alors qu'à l'inverse les décisions des plus récents conseils de planification ont fait du plein emploi l'objectif essentiel du VII^e Plan. Inexacte enfin l'affirmation selon laquelle « la France a payé un coût humain et financier considérable pour des résultats médiocres ». Tous les chiffres montrent en effet que l'économie française, grâce aux efforts des entreprises et au travail de tous, a supporté l'épreuve de deux dernières années mieux que la plupart des autres pays. Tous les

pays industriels, y compris les pays socialistes (ce qu'il faut se garder d'oublier), connaissent ou ont connu, à des degrés divers, les effets de la récession. Mais la production industrielle brute de la France pour l'ensemble des deux années de la crise (1974 et 1975) a augmenté, selon l'O.C.D.E., de près de 2 % alors qu'elle diminuait dans le même temps de 2 % au Royaume-Uni, de plus de 3 % en Allemagne fédérale, de plus de 5 % aux États-Unis. De même, toujours selon les chiffres publiés par l'O.C.D.E., le taux du chômage en France est inférieur à ceux du Royaume-Uni, de l'Allemagne fédérale, des Pays-Bas, de la Belgique, et il est la moitié du taux américain. Rappelons ces données incontestables n'est pas dissimuler l'objet essentiel de notre préoccupation : la situation présente de l'emploi. C'est seulement montrer que cette présentation sommairement manichéenne est sans rapport avec la réalité.

Faiblesse des propositions

La faiblesse des propositions répond à l'inexactitude de l'analyse.

On propose de créer, dans la seule année 1976, cent cinquante mille emplois publics. On feint, sur ce point encore, d'ignorer que le gouvernement a considéré ce problème et que le budget 1976 prévoit plus de quarante créations d'emploi. On semble surtout peu se soucier des conséquences à long terme de cette proposition. En dehors même du coût budgétaire de ces cent cinquante mille emplois pour l'exercice 1976, et les quarante années qui suivront, le recrutement massif de fonctionnaires poserait des problèmes extrêmement complexes de formation, d'organisation, de carrière. Le recrutement des fonctionnaires est une affaire trop sérieuse pour qu'on la mène par à-coups. Il y faut une politique rigoureuse et suivie qui s'intègre dans une stratégie globale de l'emploi et du développement social et qui tienne compte aussi de la situation de ceux qui sont déjà dans la fonction publique.

M. Mitterrand propose par ailleurs que soient créés des emplois d'agents temporaires d'associations locales, réservés aux handicapés. Certes, évoquer pêle-mêle les collectivités locales, les créations d'emploi, les associations à but non lucratif et les handicapés, permet d'afficher, à bon compte, sa sollicitude pour les nombreux secteurs de la société française. Mais si, au-delà des mots, on considère le contenu concret de cette proposition, on ne peut qu'être frappé par l'incohérence d'une mesure qui voudrait les handicapés aux emplois temporaires alors qu'ils ont, à l'inverse, besoin d'un emploi stable et d'un travail régulier.

Les autres propositions ne sont pas plus fondées. On réclame l'interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable. Nous savons combien le licenciement est dramatique et qu'il faut tout tenter pour l'éviter aussi souvent qu'il est possible, mais chacun sait aussi qu'une interdiction absolue des licenciements conduirait les chefs d'entreprise à ralentir ou même à supprimer toute embauche. Cette mesure traiterait donc à l'encontre de notre souci primordial qui est de rétablir la situation de l'emploi.

En ce qui concerne la compétitivité de l'économie française à laquelle M. Mitterrand consacre seulement cinq lignes, les mesures qu'il suggère paraissent bien légères. Dans un système où le déficit budgétaire deviendrait l'instrument privilégié de l'action, dans une économie bureaucratique où les nationalisations s'étendraient, dans une économie paralysée par l'interdiction absolue des licenciements, comment M. Mitterrand peut-il assurer notre compétitivité ? En dehors d'une réévaluation des bilans, il ne nous propose qu'une modification de la Sécurité sociale et une taxation plus grande des frais généraux, dont les rapports avec la compétitivité internationale paraissent lointains.

En vérité, ce n'est pas une programme. C'est la publication d'un catalogue de promesses, l'annonce de bienfaits futurs. Outre les créations d'emplois publics, on propose d'accroître le montant des indemnités de chômage, de créer un fonds d'équipement pour les régions, d'augmenter le minimum vieillesse, le SMIC, les allocations familiales, toutes les prestations. Bref, on donne tout à tous. M. Mitterrand évalue les charges qu'impliquerait un tel programme à 39 milliards pour la croissance des dépenses budgé-

taires et à 62,6 milliards pour la « relance publique globale de l'économie ». Qu'entend-il par ces termes ? Il ne le précise pas. Mais il est sûr que les dépenses budgétaires réelles qui découleraient de ces mesures pour 1976 n'ont rien à voir avec ces chiffres.

Selon les calculs des experts, elles seraient de l'ordre de 140 milliards. Comment financer de telles dépenses ? Aucune proposition sérieuse n'est faite qui soit à la mesure de ces sommes. Tout se passe comme si M. Mitterrand entendait, selon la vieille plaisanterie, demander plus l'impôt et moins aux contribuables. Mais ce qui est sûr c'est que seuls le déficit budgétaire et l'inflation pourraient résulter d'une telle gestion.

De l'essentiel, de ce qui compte plus que tout pour la vie de notre pays, de la claire définition d'une stratégie économique, du choix des objectifs à long terme, de la compétitivité de notre économie, M. Mitterrand écrit autant dire rien.

De la place de la France dans le monde, de la Communauté économique européenne, du contenu de la nouvelle croissance, il n'est nul part question. Rien sur les grandes réformes de structure que rend nécessaires et inévitables l'évolution récente du monde. Rien sur l'imposition des plus-values du capital, rien sur la réforme de l'entreprise, rien sur cette immense exigence que résumait les mots « révolution du travail manuel » — rien, en un mot, sur tout ce que prévalent proposent, engagent, le gouvernement de la France et la majorité qui le soutient.

L'équilibre budgétaire est apparemment rétabli, mais les promesses accumulées relancent l'inflation à un rythme accéléré, porteraient les dépenses publiques à un niveau insoutenable, frapperait en premier lieu les plus faibles et les plus démunis. On prétend résorber le sous-emploi, mais c'est par la multiplication des activités non directement productives et par la prolifération de la bureaucratie d'État. Sur tous les points, M. Mitterrand dit en quelque sorte le contraire de ce qu'il annonce. Il dénonce les entreprises, mais promet de les protéger. Il condamne le profit, mais jure de le garantir. Il vitupère les privilégiés, mais ne propose rien qui mette en cause réellement leurs privilèges.

En vérité, le propos de M. Mitterrand ne peut dissimuler les contradictions internes d'une pensée divisée en quelque sorte contre elle-même. Intelligent, et informé, bardé des conseils d'experts qu'on suppose judicieux, il va curieusement d'une affirmation à son contraire. Il veut fonder sa démonstration sur le postulat que seul un système socialiste pourrait permettre de surmonter les effets de la crise économique mondiale, mais il développe ses accusations contre le gouvernement comme s'il n'y avait pas de crise. Il veut faire paraître que les mécanismes de l'économie de marché conduisent inexorablement au chômage, à la pauvreté, à l'inflation, à la décadence extérieure, mais, dans le même temps, il entasse des propositions qui prétendent garantir un fonctionnement satisfaisant pour tous. Il se veut socialiste rigoureux dans son réquisitoire, mais il se campe en libéral dans ses promesses universelles à tous les groupes sociaux.

En fait, il ne peut proposer aux Français un choix clair. Il ne peut et ne veut choisir entre une bureaucratie socialiste inefficace et la bureaucratie communiste, au savoir faire expéditif, mais écrasante et tyrannique — et qui n'a pas toujours au reste plus d'efficacité. Il ne peut et ne veut choisir entre l'inflation et la paralysie, entre la liberté d'agir et l'ankylose, entre l'invention créatrice d'emplois et de ressources et la bureaucratisation qui stérilise tout effort.

Notre choix à nous est clair. Nous proposons aux Français des objectifs que nous rendons publics et qui sont choisis au terme d'un débat démocratique. Nous leur proposons un effort, dont nous ne dissimulons pas la rigueur et la durée, un effort qui par là même peut et doit être celui de tous. Nous leur proposons de travailler ensemble, sans illusionnisme et sans mythe trompeur, à faire évoluer dans la paix et dans le progrès économique et culturel une société d'hommes libres.

ANDRÉ BORD.

QUATRIÈME SEMAINE DE GRÈVE A FOS-SUR-MER

L'enlèvement de Solmer

Le conflit de la Solmer à Fos-sur-Mer est entré dans sa quatrième semaine. La grève de deux cent quatre-vingts ouvriers des hauts fourneaux a amené la direction à mettre progressivement en chômage technique 4 300 salariés sur les 6 500 qu'emploie l'usine sidérurgique. Les réunions qui se sont succédé depuis le début du mois n'ont pas permis de rapprocher les positions respectives de la direction et des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. La première rafale de négociations sur des revendications qui « dépassent le cadre de l'entreprise ». Les seconds, s'ils ont obtenu l'appui actif des élus locaux, notamment du parti communiste, cher-

chent à sensibiliser davantage l'opinion publique à leur action. Vendredi, trois cents grévistes ont manifesté à Arles avec à leur tête, M. Vincent Porrelli, député communiste et maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône. Une délégation a été reçue à La Colle-sur-Loup, où s'achevait le sommet franco-allemand, par M. Claude Pierre-Brossolette, secrétaire général de la présidence de la République.

Quant à la majorité des victimes du conflit — les salariés mis en chômage technique — elle hésite à se manifester de façon déterminante en faveur de l'un ou l'autre camp. C'est l'enlèvement.

De notre correspondant régional

Marseille. — Mercredi 21 janvier à 8 heures, l'équipe du matin des hauts-fourneaux arrête le travail. La veille, la direction a porté les horaires hebdomadaires du personnel de production, sauf celui de la zone fonte, de trente-deux heures à trente-six heures. Les hauts-fourneaux demandent à bénéficier de la même mesure qui réduit de moitié le chômage conjoncturel appliqué depuis le 1^{er} novembre. Notamment pas de saturation, ils s'installent dans la grève. Rapidement, les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. déposent un cahier de revendications, réclamant notamment la réduction du temps de travail par la création d'une cinquième équipe concernnant le personnel posté et la revalorisation du pouvoir d'achat. Le 23 janvier la direction annonce au comité d'entreprise un plan de chômage technique sans compensation de salaire, consécutif à l'arrêt de la production de fonte. Le 31 janvier mille sept cents salariés sont couchés, le 12 février quatre mille trois cents.

Le déclenchement du conflit correspondait à une stratégie pré-établie des organisations syndicales au plan national ? Pour les tenants de cette hypothèse la C.F.D.T. et la C.G.T. ont choisi Solmer, plus vulnérable et plus en vue que les autres entreprises sidérurgiques, pour relancer, au sein de la reprise, la bataille pour la suppression du chômage technique. Mais la direction elle-même ne nie pas que la grève des hauts-fourneaux a été spontanée, donnant naissance à une « grève bouchon », une grande ampleur au conflit. Les responsables syndicaux rappellent au durement qu'on ne déclenche pas une grève en appuyant sur un bouton.

Une grève politique ? C'est, en particulier, l'avis de F.O., qui se fonde sur la présence de « responsables d'un bureau politique » — une « cellule » de communistes dans un plique de grève, lors d'un arrêt de travail de vingt-quatre heures organisé par la C.F.D.T. et la C.G.T. le 13 janvier. Selon F.O. Solmer devait servir de point de départ à une série de conflits dans les Bouches-du-Rhône, tels ceux qui ont éclaté dans la zone d'Alès, à l'usine I.C.I. ou à l'entreprise métallurgique Ferrifos, à Fos-sur-Mer. Les élus communistes, majoritaires dans le conseil de F.O. ont certes été très actifs, intervenant au conseil régional ainsi qu'après du préfet, mais d'autres municipalités, de tendance modérée ou de la majorité présidentielle (Istres, Salons, Fos) ou socialistes, ont aussi manifesté concrètement leur soutien aux travailleurs de la Solmer. La C.F.D.T., majoritaire à Solmer, veille en outre à empêcher un empiètement du P.C. sur ses prérogatives syndicales.

« La direction nous a trompés »

Les responsables de la C.F.D.T. et de la C.G.T. font une analyse commune du conflit : « Après une période initiale de dialogue assez fructueuse, expliquent-ils, le conflit a été la direction qui n'a fait depuis deux ans que s'aggraver. Aux revendications que nous avons déposées n'ont été fournies que des réponses évasives, brèves, négatives ou dilatoires. De plus, nous nous sommes aperçus que la direction nous trompait sur les raisons motivant les mesures de chômage conjoncturel prises en novembre 1975. Elle a tout d'abord invoqué une baisse des commandes, mais le niveau de production en décembre est revenu à celui d'octobre. Puis elle a mis en avant la baisse du prix de l'acier, mais, outre que nous n'avons pas à subventionner l'entreprise, des informations nous ont prouvé, là aussi, que la réalité n'était pas aussi sombre que ce que l'on nous dépeignait. »

Les deux syndicats affirment ainsi qu'une entente existait entre les sidérurgistes européens pour faire remonter artificiellement les prix et en donner pour preuve le refus par Solac en novembre 1975 d'exécuter une très importante commande d'acier sous la prétexte que la marge bénéficiaire aurait été trop étroite. « La situation dans l'entreprise, affirment les responsables de la C.F.D.T. et de la C.G.T., était devenue explosive. Il a suffi, le 26 janvier, que la direction mette une nouvelle erreur en annonçant un allègement du chômage inégalement réparti pour qu'un conflit très dur s'engage. »

La direction de Solmer ne conteste pas qu'un certain mécontentement ait pu s'installer dans l'entreprise. « Comment aurait-il pu en être autrement, interroge M. Durand-Ribal, directeur général de l'usine de Fos

quatre jours de conflit, le fait est que M. Durand-Ribal n'a pas reculé d'un pouce et n'offre aucune porte de sortie honorable aux deux syndicats. Ces derniers ne se sont-ils pas engagés dans un combat qui dépasse leurs possibilités ? Les sidérurgistes de Lorraine et du Nord n'ont pas bougé. La position adoptée sur place par F.O. et la C.G.C. a également contribué à isoler les deux syndicats majoritaires de Solmer. « Nous avons toujours été dans le vif du sujet en nous battant sur les seules questions du chômage et d'une reprise négociée du travail », proclame M. Jean-Noël Le Monig, secrétaire général de F.O. « La C.F.D.T. et la C.G.T. ont tapé à côté de la plaque. » Est-ce à dire que, seule, une « minorité agissante » fait éternellement par « des pressions physiques et morales » un conflit devenu sans objet ? « Quatre mille salariés sont derrière nous », assure F.O., dont le seul meeting important n'a cependant réuni que six cents personnes. La C.F.D.T. et la C.G.T. rappellent, de leur côté, que leurs assemblées générales quotidiennes de 9 heures attirent de huit cents à plus de mille salariés. Entre les deux : la « masse silencieuse » qui s'est manifestée dans le milieu du conflit en signant diverses pétitions demandant des négociations « raisonnables » et une reprise rapide du travail.

« Nous sommes désorientés par ce conflit qui n'en finit pas et nous n'avons aucun moyen, en dehors des structures syndicales, d'exprimer un point de vue conciliant », dénonce une employée des bureaux centraux. L'ajournement du climat lui inspire des craintes d'affrontement qui ne sont peut-être pas vaines si l'on en juge par certains traits qui ont commencé à évaluer dans l'entreprise. L'un d'eux, signé d'un « Comité révolutionnaire d'ordre nouveau » derrière lequel se dissimule probablement un provocateur d'extrême-droite, a été notamment : « Tous à votre maquette. Il est temps que devant la décadence de la direction et des pouvoirs publics qui soutiennent le bordel organisé, nous passions à la phase nettoyage. » Au vingt-quatrième jour d'une grève « pourrie » dont M. Durand-Ribal dit qu'elle est « la plus longue et la plus dure » celle de « ras le bol » la question demeure posée : comment en sortir ?

GUY PORTE.

(PUBLICITE)

SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (S.O.N.E.D.E.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE SFAX

Fourniture, transport et montage du matériel électro-mécanique du réseau de collecte (pompes, moteurs, armoires électriques)

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (S.O.N.E.D.E.), dont le siège social est à Tunis, 23, rue du Docteur-Braquehay-Montfleury, lance un appel d'offres pour la fourniture, avec télécommande d'équipements électromécaniques de neuf forages situés dans la région de Djilma et Ouled-Asker. Le financement de ces travaux est assuré par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

QUALIFICATION

Seules sont autorisées à participer à cet appel d'offres les entreprises ou groupement d'entreprises des pays membres de la BIRD et la Suisse.

OUVERTURE DES PLIS

La date de remise des offres et d'ouverture des plis de l'appel d'offres est fixée au vendredi 14 mai 1976 à 11 heures.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Tous les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la S.O.N.E.D.E.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être acquis contre paiement de cinquante (50) dinars tunisiens.

CONJONCTURE
Selon la Banque de France
L'ACTIVITÉ CONTINUE À PROGRESSER
UN RYTHME MODÉRÉ JUSQU'AU PRINTEMPS

A L'ÉTRANGER
En Grande-Bretagne
Logements fiscaux sont proposés en contrepartie
de la modération des revendications

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMERIQUES
 - ARGENTINE : le gouvernement annonce une révision de la Constitution.
- 2-3. EUROPE
4. AFRIQUE
 - NAMIBIE : les Européens commencent à redouter un « échec » sud-africain.
 - ANGOLA : les dirigeants de l'UNITA ont refusé de signer le cessez-le-feu.
5. PROCHE-ORIENT
5. OUTRE-MER
6. LE CONGRÈS DE LA FEN ET L'AFFAIRE PLOUGHRTCH
6. RELIGION
7. EQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - URBANISME : le retour des marins ?
7. MÉDECINE
7. SCIENCES
 - La prévision des séismes est le programme Apollo de la Chine.
8. JUSTICE
 - Etre malade aux Bonnettes.
8. SPORTS
 - JEUX OLYMPIQUES D'HIVER : le ski géant féminin.

LE MONDE AUJOURD'HUI

- (Pages 9 à 16.)
- Invention : le sol comestible, par Raymond Jean.
 - Au fil de la semaine : « Le Petit Européen », par Pierre Vianon-Fouat.
 - L'histoire, par Jean-Marie Maréchal.
 - Rumeur : Belge, dévotionnaire du bien !, par Jacques Sternberg.
 - RADIO-TELEVISION : La famille de Gérard Philipe, par Catherine Rumbaut; En Grand-Bretagne, Darwin, par Claude Sarraute; Pierre Bonte et ses philosophes du matin, par Catherine B. Clément.
 - 17-18. ARTS ET SPECTACLES
 - CINEMA : Sous les pavés, la plogie, d'Helmo Sanders.
 - 18-19. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - Quatrième semaine de grève à la Solmer de Fos-sur-Mer.
 - 20-21. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14)
- Années classées (20) : Aujourd'hui (10) ; Caravel (10) ; « Journal officiel » (10) ; Méthodologie (10) ; Mots croisés (10).
- Le numéro du « Monde » daté 14 février 1976 a été tiré à 562 351 exemplaires.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DES « POTS-DE-VIN »

Le président et le vice-président de Lockheed ont démissionné

Réuni le 13 février en session extraordinaire, à Burbank (Californie), où se trouve le siège de la compagnie, le conseil d'administration de la société Lockheed a accepté la démission de son président et de son vice-président, MM. Daniel J. Haughton et Carl Kitchin.

La présidence a été confiée, à titre intérimaire, à M. Robert W. Haack, membre du conseil d'administration et ancien président de la Bourse de New-York. M. Haack sera assisté de M. Roy Anderson, nouveau vice-président du conseil d'administration, chargé des affaires financières, et Lawrence Kitchin, nouveau directeur général.

Ces démissions et ces nominations sont, évidemment, consécutives à la récente révélation, par une sous-commission du Sénat américain, des versements par Lockheed de plusieurs millions de dollars de « dessous-de-table » à des responsables étrangers.

● A ROME, le procureur de la République chargé de l'enquête a déclaré que l'aide-mémoire de 1970 rédigé par la firme américaine lui était parvenu accompagné de quinze pages sur quarante-trois. Transmis par le Sénat américain, ce document est arrivé en Italie dans cet état, selon le ministre des affaires étrangères.

Le magistrat s'est, d'autre part, entretenu avec M. Luigi Gui, ancien ministre de la défense, sur la requête de ce dernier. Il a interrogé pour la seconde fois le général Nino Pasti, ancien chef d'état-major de l'aviation, qui a souvent manifesté son opposition à l'achat des quatorze C-130 Lockheed.

● A MUNICH, M. Franz-Josef Strauss a formellement démissionné de la direction de l'Union chrétienne sociale, ayant jamais reçu des fonds de la firme américaine.

● A LA HAYE, l'ancien directeur des ventes de Lockheed pour l'Europe, M. Fred Meuser, a démissionné après avoir été accusé de deux quinquies néerlandais que le prince Bernhard des Pays-Bas ait touchés des pots-de-vin du constructeur aéronautique américain.

La commission des trois « sages », qui enquête sur cette affaire s'est réunie pour la première fois le 13 février.

● A ANKARA, une commission a été formée, sous la direction du général Usa Ogur, pour enquêter sur l'opportunité de versements de pots-de-vin à des personnalités turques. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

A TOKYO : un séisme politique

De notre correspondant

Tokyo. — Le volé bien le tremblement de terre de Tokyo... mais c'est un séisme politique. L'affaire Lockheed ébranle profondément, depuis une dizaine de jours, toute la vie publique du Japon. Et comme les secousses continuent, nul ne sait si le gouvernement Miki, construction fragile, réussira à tenir bon, ni quelles lézardes vont se creuser dans le sol volcanique de la politique nipponne.

En quelques jours, la situation s'est complètement retournée. Fin janvier, le cabinet Miki paraissait se consolider et le parti conservateur (Libéral-démocrate) retrouvait de l'élan en vue des élections générales qui, pensait-on, pourraient avoir lieu en avril ou en mai. En revanche, la gauche était en crise.

C'est maintenant la droite qui subit les violentes secousses de l'affaire Lockheed, et la gauche a beau faire le procès du parti Libéral-démocrate. Chaque jour lui apporte des munitions : liaisons du parti avec un lâche personnage de l'ancien clan militaire, le « Kodomo », rôle contesté par le parti, le grand capital, en l'espèce, la société Marubeni, dans le financement de la droite; influences américaines sur la politique japonaise; corruption du milieu parlementaire, etc.

Le pays se retrouve plongé dans le même climat malsain que lors du « Watergate japonais » — ce scandale financier qui, en 1973, fit tomber le cabinet Tanaka et fut en même temps le coup d'arrêt à la tentative de coup d'Etat de Lockheed.

Le pays se retrouve plongé dans le même climat malsain que lors du « Watergate japonais » — ce scandale financier qui, en 1973, fit tomber le cabinet Tanaka et fut en même temps le coup d'arrêt à la tentative de coup d'Etat de Lockheed.

Le pays se retrouve plongé dans le même climat malsain que lors du « Watergate japonais » — ce scandale financier qui, en 1973, fit tomber le cabinet Tanaka et fut en même temps le coup d'arrêt à la tentative de coup d'Etat de Lockheed.

Une, celle du règne de l'argent dans la politique de la droite depuis des années, et d'un argent aux origines souvent très compromettantes.

Le grand atout de M. Miki, succédant à M. Tanaka, avait été sa réputation d'intégrité et sa promesse de nettoyer les écuries d'Auge. Il annonce aujourd'hui sa volonté de faire toute la lumière sur l'affaire Lockheed, c'est-à-dire de découvrir et de châtier les prébendes de la firme américaine.

L'avenir du cabinet Miki est donc bien incertain. La date des élections devient du même coup aléatoire. La droite redoute l'impression d'un parti conservateur japonais et voudrait probablement retarder le scrutin. Même ainsi, n'est-elle pas en danger de connaître un grave recul au prochain vote ? En attendant, le budget risque fort de n'être pas prêt pour le 1^{er} avril.

Autre ébranlement enfin : les relations Japon-Etats-Unis, qui étaient redevenues excellentes, se détachent à nouveau. Le milieu officiel lui est excédé des révélations des comités américains, stupéfait, aussi, de voir les Américains s'acharner à saper eux-mêmes leurs propres intérêts à l'étranger et à exposer leurs amis aux échauffourées résultant de leurs propres déboires. L'affaire Lockheed a déjà pour effet de remettre en cause les relations de bon voisinage entre les deux pays.

Le Japon d'aujourd'hui ne connaît pas de projet aussi net d'une coopération nippo-américaine dans les préparatifs de la défense de l'archipel en cas de crise. Un des objectifs de l'heure était le renforcement, à la demande de Washington, de la défense japonaise contre les sous-marins. Comme par hasard, c'est Lockheed qui devait fournir pour cela un nouveau modèle d'avion. L'affaire est très probablement à l'eau maintenant, et les plans de défense que les Américains pressaient le Japon d'adopter vont connaître un nouveau retard.

● M. Takeo Miki, premier ministre, a déclaré que son gouvernement ferait tout ce qui est en son pouvoir pour faire la lumière sur l'affaire des pots-de-vin de Lockheed. M. Tanaka, ancien premier ministre, a, de son côté, démenti être impliqué dans le scandale.

Le parti socialiste de l'Europe du Sud ne prétend pas avoir de stratégie commune

Les secrétaires généraux des partis socialistes portugais et espagnol, MM. Mario Soares et Felipe Gonzalez, ont exposé à Vienne leurs positions sur la stratégie de la gauche dans leur pays respectif (le Monde du 14 février). M. Gonzalez avait déjà eu l'occasion de s'expliquer à ce sujet lors de la réunion des partis socialistes d'Europe du Sud les 24 et 25 janvier et il avait notamment écrit, dans un article publié par l'Unité, hebdomadaire du P.S. : « Il ne s'agit pas, en Espagne, d'élaborer un programme commun de la gauche. De toute évidence, la situation ne le permettrait pas. Il s'agit d'arriver à des libertés démocratiques, et quand on y aura abouti, toutes les forces politiques — et parmi elles, naturellement, le parti socialiste — devront mesurer quelle est leur véritable influence. A partir de ce moment-là, il faudra en toute justice et en tenant compte de cette influence, élaborer une tactique et une stratégie pour l'avenir ».

« Tout cela, considérant ce qui se passe maintenant dans notre pays, nous ne pensons pas que, dans un avenir très proche, la gauche espagnole, en obtenant la majorité absolue des voix, puisse gouverner en tant que force populaire, en tant qu'un des plus importants secteurs de la vie politique de la section de politique extérieure du comité central.

L'absence, dans cette délégation, du secrétaire général et des dirigeants du P.C.F., n'assistera pas au vingt-cinquième congrès du parti communiste d'Union soviétique, qui se tiendra du 24 février à Moscou. La délégation communiste française sera dirigée par M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du P.C.F., secrétaire du comité central, et comprendra M. Jean Kassar, membre du bureau politique, M. Marie-Claude Vaillant-Couturier et M. Guy Fernandez, membres du comité central. M. Théodore Bonco, responsable adjoint de la section de politique extérieure du comité central.

L'absence, dans cette délégation, du secrétaire général et des dirigeants du P.C.F., n'assistera pas au vingt-cinquième congrès du parti communiste d'Union soviétique, qui se tiendra du 24 février à Moscou. La délégation communiste française sera dirigée par M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du P.C.F., secrétaire du comité central, et comprendra M. Jean Kassar, membre du bureau politique, M. Marie-Claude Vaillant-Couturier et M. Guy Fernandez, membres du comité central. M. Théodore Bonco, responsable adjoint de la section de politique extérieure du comité central.

La rencontre (...) faisant suite à...

DANS SON RAPPORT A M. D'ORNANO

M. Achille invite l'Etat à assurer la reconversion de l'usine de Toulouse de la C.I.I.

Chargé par M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, en décembre dernier, d'une « mission spéciale », M. Jean-Claude Achille, vice-président du groupe Rhône-Poulenc, a remis aux actionnaires de la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.) ainsi qu'aux pouvoirs publics son rapport sur les conditions de survie de la partie de société (mini et péri-informatique, calculateurs militaires, usine de Toulouse, qui échappe à la fusion avec Honeywell-Bull.

Dans le mariage avec Honeywell-Bull, la C.I.I. apporte son secteur informatique pour 1 F, passif et actif s'équilibrant. Après cette opération, la C.I.I., amputée, subit le jugement et financièrement. C'est à son bilan qu'apparaîtront les pertes de tous ordres enregistrées depuis le 1^{er} janvier 1975. Elles se monteront à quelque 700 millions de F, la note s'allongeant un peu plus chaque jour. Le capital social de la société n'étant que de 210 millions de F, la logique impose le dépôt du bilan. Cette solution, la meilleure aux yeux de certains, entraînerait, entre autres, pour les actionnaires la perte de leurs mises de fonds. Or ces derniers, notamment le groupe Thomson, expliquent depuis des mois, non sans raison, que ce déficit colossal est dû en grande partie aux incertitudes qui ont pesé sur l'avenir de la C.I.I. et aux opérations avec Honeywell-Bull. Il reviendrait donc à l'Etat de le prendre en charge. M. Achille a conclu dans ce sens, les actionnaires acceptant de leur côté une légère réduction du capital (1). Après cette opération, la C.I.I. se retrouverait en état de marche, du moins sur le strict plan de l'orthodoxie juridique et financière.

Le rapport traite également de l'avenir de la société et des moyens à mettre en œuvre pour assurer son développement. M. Achille suggère de diviser la C.I.I. en deux sociétés distinctes, mais liées par une complète solidarité financière.

La première, qui exploiterait l'usine de Toulouse, fabriquerait des mini-ordinateurs (Mitra) et agirait en sous-traitant de la nouvelle société C.I.I.-H.S. Peu à peu elle serait amenée à s'intéresser à des fabrications nouvelles (composants ou matériel téléphonique, par exemple). M. Achille aurait estimé à 150 millions en trois ans les subventions des pouvoirs publics nécessaires à cette reconversion.

La seconde société regrouperait les activités militaires et mini-informatiques de la C.I.I. et le département informatique de la Télécomique électrique. Ses actionnaires seraient ceux de la C.I.I. (essentiellement le groupe Thomson) et la Télécomique électrique, dont la participation pourrait aller jusqu'à 25 %. M. Achille ne précise pas le montant des aides gouvernementales que cette seconde société pourrait recevoir dans le cadre du plan sectoriel de la mini et péri-informatique. Cette question — sortant du cadre de sa mission —

« M. Achille a abordé ce dossier extrêmement complexe sans passion, sans a priori. Il a permis de décrire le débat », affirment tous les intéressés. Ses suggestions vont servir maintenant de base de discussions, car, à des points de vue se sont rapprochés sur le fond, il faut mettre au point toutes les modalités pratiques, ce qui prendra un mois.

L'opération aboutirait à la constitution d'un des « pôles de la péri-informatique » que M. d'Ornano avait appelés de ses vœux. Un second pôle pourrait être créé avec la C.G.E., Sinfra et Transac. Quant au troisième, il ne comprendrait que Logabex, qui préfère, semble-t-il, préserver son indépendance face aux deux géants C.G.E. et Thomson. Le ministre de l'Industrie serait prêt à fournir des aides (200 millions de francs maximum) à ces trois pôles.

M. MARCHAIS N'ASSISTERA PAS AU XXV^e CONGRÈS DU P.C. SOVIÉTIQUE

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., n'assistera pas au vingt-cinquième congrès du parti communiste d'Union soviétique, qui se tiendra du 24 février à Moscou. La délégation communiste française sera dirigée par M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du P.C.F., secrétaire du comité central, et comprendra M. Jean Kassar, membre du bureau politique, M. Marie-Claude Vaillant-Couturier et M. Guy Fernandez, membres du comité central. M. Théodore Bonco, responsable adjoint de la section de politique extérieure du comité central.

L'absence, dans cette délégation, du secrétaire général et des dirigeants du P.C.F., n'assistera pas au vingt-cinquième congrès du parti communiste d'Union soviétique, qui se tiendra du 24 février à Moscou. La délégation communiste française sera dirigée par M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du P.C.F., secrétaire du comité central, et comprendra M. Jean Kassar, membre du bureau politique, M. Marie-Claude Vaillant-Couturier et M. Guy Fernandez, membres du comité central. M. Théodore Bonco, responsable adjoint de la section de politique extérieure du comité central.

AUX ETATS GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX

Une aide de trésorerie de 300 millions de francs va être accordée aux départements et communes, annonce M. Taittinger

Les « états généraux des élus locaux » se sont réunis, vendredi 13 février à l'Hôtel de Ville de Paris, à l'initiative du Mouvement national des élus locaux (M.N.E.L.), du Comité de liaison des élus (C.L.E.) et de trois autres organisations également proches de la majorité (« le Monde » du 13 février).

Si les élus ont été déçus — et, pour certains,

quelque peu froissés — que MM. Chirac et Pompidou, dont la présence avait été annoncée, aient finalement été retenus à Nice par le « sommet » franco-allemand, en revanche ils ont accueilli avec satisfaction l'annonce, par M. Pierre-Christian Taittinger, d'une mesure qui devrait alléger certaines de leurs difficultés financières immédiates.

assainir leurs finances et redresser leurs rapports avec l'Etat. M. Taittinger a passé en revue les problèmes rencontrés depuis un an, et a alors même, devant les élus locaux, dont il a plus particulièrement la charge, a indiqué que la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) va verser « dans les prochaines semaines » une aide exceptionnelle de trésorerie à la disposition des communes et des départements. Cette « enveloppe », d'un montant de 300 millions de francs, doit prendre la forme de prêts à court ou à moyen terme, dont la durée ne pourra excéder sept ans et dont le taux d'intérêt sera modique par rapport aux conditions actuelles du marché financier : 8 %.

M. Taittinger a dressé un premier bilan de l'exécution des engagements pris par M. Fontanet devant le dernier congrès du M.N.E.L., à Mâcon.

Dans les trois directions définies par le ministre de l'Intérieur — rendre le gestion des collectivités locales plus efficace,

tarifier la politique gouvernementale en matière de collectivités locales. M. Pierre Caron, sénateur U.D.R. du Nord, maître de Valenciennes, qui préside le M.N.E.L., s'est fait l'interprète d'une certaine grogne des élus locaux acquis à la majorité, en déclarant : « Si les élus locaux sont des gens sérieux, patients et disciplinés, il arrive tout de même un moment où la coupe déborde et où l'esprit de révolte menace de suffoquer ».

Les différents auteurs ont maintenu sur le terrain de la seule technique de gestion qui était celle des élus locaux de gauche ne craignent pas, au contraire, de politiser : tout ce qui pouvait faire ressembler la réunion à un « coup d'envoi » des prochaines campagnes électorales a été évité, et seul M. Edgar Faure a recueilli une longue ovation lorsqu'il a déclaré : « Ce n'est pas nous qui politisons tout : ce n'est pas nous qui demandons de partir à nos adjoints ou à nos conseillers municipaux, en raison de leurs options politiques ou philosophiques. » — B. B.

Le secrétaire d'Etat, auquel on prête souvent le dessin de devenir le premier maire de Paris (le Monde du 14 janvier), n'a pas manqué d'analyser longuement la réforme du statut de la capitale.

M. Robert Galley, ministre de l'Équipement, qui représentait M. Chirac, devait, pour sa part, insister sur le caractère « volon-

Les dirigeants du P.C.F. soulignent le caractère politique des prochaines élections cantonales

Réunis sous la présidence de M. Gaston Flissonnier, les secrétaires fédéraux du parti communiste ont, vendredi 13 février, en rapport sur la préparation des élections cantonales des 7 et 14 mars.

Après avoir dénoncé « la vieille rengaine des élections prétendument apolitiques » que représentent « le pouvoir et les forces qui le soutiennent » par crainte du mécontentement populaire, M. Flissonnier a mis l'accent sur la « véritable déni de justice », la « tricherie » le « vol », la « violation flagrante de la démocratie, du principe universel », que constitue, selon lui, l'arrestation de scrutin, dont les caractéristiques de Pontatowski aggravent la monstruosité. Ainsi, il a relevé que sur trois mille cinq cents cantons, il n'y a que trois cent quarante-huit conseillers généraux communistes ou soutenus par le P.C.F. soit à peine 10 % des conseillers généraux, alors que le parti communiste obtient lors de ces élections 22 à 23 % des voix.

M. Flissonnier a également affirmé qu'il est compréhensible que les directeurs communistes ne puissent accepter indifféremment de faire élire de nombreux socialistes alors qu'aucun communiste ne bénéficierait des voix socialistes.

« Il est plus compréhensible encore, a-t-il poursuivi, qu'ils s'indignent de voir des candidats socialistes s'opposer seuls aux candidats communistes dans le cadre d'un scrutin d'arrondissement, de faire élire des voix de droite. » La direction du parti commu-

Inculpé dans l'affaire des comités de soldats

UN RESPONSABLE D'I.D.S. DEMANDE A ÊTRE TRADUIT EN JUSTICE

Écrit le 17 décembre dernier, pour participation à une entreprise de démolition de l'armée, et remis en liberté le 11 février, M. Bertrand Julien, l'un des responsables du mouvement « Information pour les droits du soldat » (I.D.S.), a demandé à être traduit en justice pour l'affaire de l'armée et des phantasmes du juge d'instruction, a expliqué M. Julien, le seul accusé d'avoir possédé et distribué des tracts ou des articles de journaux partisans légaux, dont les directeurs de la publication n'ont pas été inquiétés en tous les cas.

A l'issue de deux auditions, au moins de deux mois, avec M. Christian Galt, juge d'instruction, M. Julien a estimé que « le régime politique était obtenu sans difficulté », mais qu'il était plus dur, les avantages de ce système étant laissés à la discrétion du directeur de la prison.

Un autre responsable du même mouvement, proche du P.S.O. et de la C.F.D.T., M. Nicolas Baby, a indiqué que « les comités de soldats n'ont pas été démantelés » et que « le pouvoir a reculé, la répression n'est pas arrivée à ses fins ». M. Baby a ajouté : « Le mouvement des soldats est prêt à reprendre l'offensive avec la création de syndicats de soldats pour les droits démocratiques et l'appui de la gauche et du mouvement syndical ».

L'AMERICAN EXPRESS DONNE DES INFORMATIONS SUR SES CLIENTS AUX ADMINISTRATIONS

Washington (A.F.P.). — La société American Express, dont la carte de crédit est l'une des plus utilisées dans le monde, répond, sans en avertir ses clients, aux interrogations des administrations américaines, essentiellement le fisc ou étrangères, formulant auprès d'elle sur leur solvabilité. Ces informations ne sont, néanmoins, fournies que sur assignation judiciaire, a précisé M. James Stetter, vice-président de la société, qui témoigne devant une commission d'enquête sur la protection de la vie privée.

La France figure parmi les pays qui ont demandé des renseignements, a précisé un autre responsable de l'American Express. Il s'agit, en général, d'obtenir des informations pour déterminer si le client n'avait pas violé le contrôle des changes.

مكتبة الأصل